

La crise du système communiste international

M. Fidel Castro dénonce les changements dans les pays de l'Est

S'il n'en reste qu'un...

« Le marxisme-léninisme ou la mort ! » En conclusion ainsi son discours lors du trentième anniversaire de la révolution cubaine au début de cette année, M. Fidel Castro a déjà surpris, et pas seulement parce que ce slogan hautement idéologique tranchait sur le traditionnel : « La patrie ou la mort ». A un moment où de nombreux pays communistes tentent de secouer les vieux dogmes pour accéder enfin à ce que les rénovateurs soviétiques appellent une société « normale », le dirigeant d'une des plus jeunes révolutions marxistes présente soudain une figure résolument « rétro ».

Du moins, M. Castro laisse les « pays frères » libres de leur interprétation du dogme et ne critique personne. Ce n'est plus la « ligne » aujourd'hui, avec les vives attaques que le « Lider máximo » vient de lancer contre les Polonais et les Hongrois, accusés de chercher une « transition pacifique du socialisme au capitalisme ».

E. s'il évite toute attaque directe contre son protecteur de Moscou, il va, en fait, bien plus loin en évoquant directement le risque de « guerre civile » en URSS où de « désintégration » de ce pays, pour conclure que Cuba, même dans ce cas, continuera de tenir bon. « S'il n'en reste qu'un, je serai celui-là », tel est en substance le message.

Il est vrai que le dirigeant cubain a de quoi s'inquiéter des débordements auxquels conduit la perestroïka en URSS et, plus encore, s'interrogeant sur ce qu'il appelle la « triomphalisme » américain, manifesté, notamment, par la récente tournée du président Bush en Pologne et en Hongrie : voir son principal ennemi accueilli en ami par ceux qui servaient autrefois de modèles à Cuba, et qui, sous ses yeux, se sont soudainement transformés en adversaires.

M. Castro n'est pas le seul à s'inquiéter de tout cela. En URSS même, les conservateurs tiennent le même discours - y compris la fameuse polémique Nina Andropova, qui vient de réitérer son éloge de Staline, objet d'un premier scandale en 1988, - mais cela fait partie du paysage de la glasnost.

E. En Europe de l'Est, les dirigeants de Prague et de Berlin-Est ne cachent déjà plus leur irritation : ils semblent avoir fait un pas de plus en signifiant leur veto à un gouvernement dirigé par Solidarité à Varsovie. Même en Chine - pays que Fidel Castro se garde bien de critiquer - la presse dénonce maintenant « la tendance à la libéralisation dans les pays socialistes », encourageant, bien entendu, par les tentatives d'« infiltration » du « capitalisme international ».

Il y aurait guère à redire à tout cela s'il ne s'agissait que de théorie marxiste-léniniste. L'ennui est que cette théorie se veut obligatoire pour tous ceux qu'elle gouverne, que les membres de cette nouvelle « internationale conservatrice » apparaissent comme les nostalgiques du vieux système répressif stalinien, prolongé par Brejnev et Deng Xiaoping. Alors que l'échec de M. Gorbatchev n'est encore qu'une hypothèse, la déconfiture de ce système-là est déjà scellée par l'histoire.

M 0147 - 0729 0 - 4,50 F
3790147004500 07290

A l'occasion du 36^e anniversaire du premier haut fait d'armes de la révolution cubaine (la prise de Moncada), M. Fidel Castro a fait part, mercredi 26 juillet, de son inquiétude devant la crise du communisme, dénoncé la libéralisation en URSS et dans les pays de l'Est, et indiqué que « la révolution cubaine continuerait de résister ». Le chef de l'Etat s'en est pris aussi au « triomphalisme » des Etats-Unis face à l'évolution de la Pologne, la Hongrie ou l'URSS.



Lire nos informations page 24

Plus de trente morts en deux jours Violents combats à Beyrouth malgré la médiation arabe

A Beyrouth, les bombardements des deux secteurs de la ville, qui se poursuivent malgré la médiation arabe, ont fait plus de trente morts en deux jours. Le chef du gouvernement soutenu par la Syrie, a « conjuré », jeudi 27 juillet, le triumvirat arabe chargé de résoudre la crise libanaise de « faire arrêter le massacre ». Dans le sud du pays, un commando israélien hélicoptère a enlevé, dans la nuit de jeudi à vendredi, un dignitaire religieux du Hezbollah pro-iranien.

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

Un immense champignon noir obscurcit, à l'aube du vendredi 28 juillet, le ciel de Beyrouth, et pour la deuxième nuit consécutive les Beyrouthins, chrétiens et musulmans confondus, ont dû se précipiter aux abris. Jeudi en fin d'après-midi, après quelque dix-huit heures de calme, la rumeur s'apaisait, se répétant entre les deux secteurs de la ville : la nuit promettrait d'être chaude. Pourquoi ? Comment ? Là n'est plus la question, et pour la population aux nerfs brisés par tant d'épreuves, le seul objectif était de se protéger dans l'abri jugé le plus sûr.

Dès 22 heures en effet, la canonnade démarrait, d'abord lentement, pour s'amplifier petit à petit et atteindre son paroxysme vers 2 heures du matin. Au-dessus de la ville, plongée dans une obscurité totale, les éclairs des obus

rougeoyaient, départs et arrivées se confondant dans un bruit d'enfer, au milieu des sifflements stridents des projectiles. A la moindre accalmie, les sirènes des ambulances dévalaient les rues désertes ajoutaient à la panique. Le scénario s'est poursuivi jusqu'à l'aube, pour cesser aussi brutalement qu'il avait commencé.

Aucun secteur de Beyrouth-Ouest n'a été épargné, l'artillerie du chef du gouvernement militaire chrétien, le général Michel Aoun, employant la technique des bombardements tournants, quartier par quartier, certains d'entre eux étant plus atteints que d'autres.

Le vendredi à l'aube, tout le secteur du haut de la rue Hamra, jadis artère élégante et commerçante de Beyrouth, est labouré par les obus.

FRANÇOISE CHIPAUX.

(Lire la suite et nos informations page 3.)

Précampagne électorale en Australie

La Tasmanie vire au vert

C'est actuellement l'hiver aux antipodes. En Australie, la vie politique bat son plein. Conservateurs et travaillistes se préparent à de futures élections, mais tentent surtout de combattre la désaffection d'un électeur désabusé. En Tasmanie, les Verts viennent d'en profiter.

SYDNEY
de notre correspondant dans le Pacifique Sud

L'heure des grandes et petites manœuvres d'été-major a sonné en Australie à l'approche des élections fédérales. Si le terme de l'électorat législatif est fixé à septembre 1990, le premier mini-

stre travailliste, M. Bob Hawke, peut annoncer à tout moment des élections anticipées - technique qu'il a déjà utilisée en 1984 et 1987 - dès qu'une éclaircie se dessine.

En fait, c'est bien là le seul levier qu'il ait encore la liberté de manœuvrer. Car, pour le reste, il a déjà quasiment brûlé toutes ses cartes. Après avoir administré au pays une cure d'austérité, qui avait laissé sans voix l'opposition libérale et porté le coup de grâce à l'orthodoxie du Labour, le voilà contraint de poursuivre une politique monétaire draconienne - les taux d'intérêt atteignent des niveaux records - afin d'enrayer le dérapage des prix et des finances extérieures.

Mais la potion tarde à produire ses effets et les cadres du parti perdent patience. Les tiraillements n'épargnent pas le gouvernement lui-même où l'on voit M. Hawke prêter une oreille attentive à la grogne de la base, envisager publiquement des mesures populaires telle la taxation des produits de luxe avant de se raviser in fine devant l'inflexibilité de M. Paul Keating, le ministre des finances partisan des remèdes de cheval.

Ces turbulences n'auraient rien d'alarmant si le charisme du chef travailliste restait intact. Or, le charme de « Bob » tend à s'émousser. Depuis sa première élection en 1983, la cote d'amour dont il jouissait crevait les plafonds et plongeait l'opposition dans le

désarroi. Maniant à merveille la gouaille et l'émotion, pour ne pas dire la sensiblerie, il n'a pas son pareil dans la classe politique pour forcer la sympathie de l'Australien moyen. Ses deux dernières prestations sont à ce titre des modèles du genre : il a exhibé à deux reprises, devant les caméras de télévision, un visage noyé de larmes, d'abord en confessant ses infidélités conjugales, ensuite en exprimant son indignation après le massacre de Pékin.

Mais de plus en plus d'Australiens trouvent aujourd'hui la ficelle un peu grosse. C'est ce que traduit un sondage publié le 8 juillet par le *Sydney Morning Herald*.

FRÉDÉRIC BOBIN.

(Lire la suite page 6.)

POINT DE VUE : la polémique entre juifs et catholiques sur le carmel

Retrouver le silence d'Auschwitz

Les religieuses qui occupent le carmel d'Auschwitz ne l'ont pas quitté le 22 juillet comme s'y était engagée l'Eglise catholique, provoquant des manifestations juives. Cette présence chrétienne sur les lieux de l'ancien camp de concentration d'Auschwitz-Birkenau suscite une polémique entre catho-

liques et juifs. Avec le texte de Pierre-Patrick Kaltenbach et d'Emile Malet, « le Monde » publie les points de vue de l'ancien grand rabbin de France, René Samuel Sirat, et du Père Jean Dujardin, secrétaire du comité épiscopal français pour les relations avec le judaïsme.

par Patrick-Pierre Kaltenbach président des Associations familiales protestantes et Emile Malet directeur du mensuel *Passages*

Un carmel à Auschwitz... Il est de ces informations qui, d'emblée, prennent l'histoire à témoin. Et voilà que, par l'arrogance des uns et les erreurs des autres, Auschwitz est en train de se transformer en feuilleton médiatique. Pis, en western vaticano-parisien mettant aux prises l'hôte du Saint-Siège, ancien évêque polonais devenu Jean-Paul II, pape de la chrétienté à Rome, et un avocat parisien, Théo Klein, ancien président du CRIF, et, en son temps, principal négociateur pour la partie

juive dans ce qu'il est convenu d'appeler l'affaire d'Auschwitz.

En unissant une plume protestante et une plume juive pour ce témoignage, nous ne prétendons pas parler au nom d'une énième représentation philosophico-religieuse, mais montrer que l'heure est venue d'ouvrir un véritable débat sur le carmel d'Auschwitz.

Pour commencer, il faut définir la place d'où l'on parle. Que nul ne parle pour le peuple protestant en France, c'est là l'esprit de la Réforme. Puissent donc de nombreux Français protestants donner leur avis et que personne ne se rende à une position officielle, institutionnelle, cléricale, professionnelle. Ni Rome ni Théo Klein.

Que nul ne parle pour le peuple juif, c'est là le message de la Bible. Puissent donc de nombreux Français juifs donner leur avis et que personne ne se rende à une position officielle, institutionnelle, cléricale, professionnelle. Ni Rome ni Théo Klein.

Un carmel à Auschwitz... « d'expiation et de réconciliation ». En guise de réconciliation, il a mis la communauté juive internationale en émoi.

Pour réparer ce « viol » de l'Holocauste, des responsables juifs européens et les plus hautes autorités des Eglises de France, de Belgique et de Pologne se sont retrouvés par deux fois autour de la table de négociation à Genève.

(Lire la suite page 9.)

Le Monde

DE L'EDUCATION

17 F

Au sommaire de ce numéro :

- ENQUÊTE : LES MIRAGES DE LA COMMUNICATION. Des formations et des diplômes aux contenus encore flous et aux débouchés incertains. (Attention aux filières miroirs aux alouettes).
- EXCLUSIF : LE PALMARÈS DES DEUG. Les résultats en droit, sciences éco, AES, LEA, sciences des structures et de la matière, sciences de la nature et de la vie.
- LE FONCTIONNEMENT DES PREMIERS CYCLES.
- DOSSIER SPÉCIAL : LES PREMIÈRES INSCRIPTIONS EN FAC. Paris, province : où et quand s'inscrire ; les pièges à éviter.

NUMERO DE JUILLET-AOÛT 132 PAGES
En vente chez votre marchand de journaux

IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

1939 • 1940

L'ANNEE TERRIBLE

En juin 40, deux membres du comité central du PC entrent en contact avec les autorités d'occupation pour faire réparaître « l'Humanité ». Les négociations échouent deux mois plus tard, et les militants communistes compromis dans la négociation sont désavoués. Cet épisode illustre le comportement fluctuant d'un Parti communiste partagé entre la volonté de défendre l'URSS et la prise en compte de la défaite de la France.

« L'HUMANITÉ », publiée par nous, se fixerait pour tâche de poursuivre une politique de pacification européenne et de défendre la conclusion d'un pacte d'unité franco-soviétique qui serait le complément du pacte germano-soviétique et ainsi créerait les conditions d'une paix durable. C'est ce qu'Otto Abetz, chargé de conseiller le commandement militaire en matière de relations franco-allemandes, pouvait lire dans un mémoire daté du 26 juin 1940, signé de deux membres du comité central du PCF, Jean Catelas et Maurice Tréand. Depuis le 17 juin, des responsables communistes avaient pris langue avec les autorités d'occupation pour faire réparaître au grand jour l'organe du parti ; les pourparlers allaient durer deux mois et n'auraient rompus que le 25 août.

Le 17 juin, M^{re} André Picard, qui avait milité au mouvement fascisant Solidarité française, et qui était prêt à servir d'intermédiaire avec Otto Abetz, interpellait dans les couloirs du palais de justice l'un de ses confrères, M^{re} Robert Foisin, membre du PCF et conseiller juridique de la délégation commerciale soviétique. Pourquoi, lui dit-il, les communistes ne cherchaient-ils pas à faire réparaître légalement leur presse ? Il se faisait fort de fournir les contacts. Séduit par la proposition, Foisin rencontre Maurice Tréand, dit « le Gros », « responsable aux cadres », un homme important dans le parti. Celui-ci décide d'explorer la piste : il envoie une militante chevronnée, qui a des responsabilités dans le secteur de la propagande, Denise Ginollin, sonder les services de la Propaganda Abteilung. Les 18, 19 et 20 juin, elle est reçue, à plusieurs reprises, par le lieutenant Weber : il donne un accord de principe pour la publication de l'Humanité, à la condition que les articles lui soient d'abord soumis. Il juge les premiers par trop politiques : il faut refaire la copie. Denise Ginollin déclare alors devoir en référer à ses camarades. Pour lui faciliter les déplacements, le lieutenant Weber, bon prince, lui donne un Ausweis. Mais elle est filée par la police française et arrêtée avec Tréand et une militante, Jeanne Schrodt, le 20 au soir, à la station de métro Saint-Martin ; les deux femmes sont incarcérées à la Roquette, Tréand à la Santé. Le 25, ils sont élargis sur l'ordre de l'administration militaire allemande ; deux jours auparavant, l'occupant avait fait libérer une centaine de détenus politiques de Fresnes et de la Roquette.

DENISE GINOLLIN, Maurice Tréand, Jean Catelas et Robert Foisin se retrouvent, le 26, dans le bureau d'Abetz ; la conversation manqua, semble-t-il, de chaleur, mais on convint que les responsables communistes rédigeraient un nouveau mémoire : il fut remis le lendemain ; c'est celui qui devait apprendre à Abetz que ses interlocuteurs acceptaient de faire paraître un journal qui aurait pour titre : l'Humanité du soir ; le 6 juillet, il en reçut les morasses ; le 13, il accueillait à nouveau Tréand, Catelas et Foisin ; puis il partit pour Berlin ; en son absence, ses seconds firent traîner les choses, alors que les communistes — si l'on en excepte Foisin — devenaient de plus en plus méfiants ; le 27 août, Catelas ne se rendit pas au rendez-vous fixé par Abetz ; c'était la fin d'une négociation pour le moins singulière. Dans l'immédiat, le 31 août, Foisin était exclu du PCF ; Catelas allait être blâmé, et Tréand perdre toute responsabilité, au point de mourir, bien plus tard, dans l'anonymat complet.

L'alerte, il est vrai, avait été chaude. Abetz, en effet, s'était livré à une

manœuvre d'intoxication de grande ampleur. Il explique, le 7 juillet, à un responsable militaire, que pour éviter que les communistes ne profitent du désarroi des Français il fallait les piéger par la promesse de laisser publier leur presse au grand jour. Il espérait ainsi retourner un certain nombre de cadres, obtenir des renseignements sur le parti, et le compromettre globalement. En même temps, profitant de la confusion créée, il lançait un nouveau journal, qui avait la typographie de l'Humanité, multipliant les tirades contre la ploutocratie, les « 200 familles », les réactionnaires de Vichy ; avec, il est vrai, un condiment nouveau : l'antisémitisme. Le premier numéro de ce nouveau quotidien, la France du travail, qui s'adressait à des lecteurs des milieux populaires, paraissait le 30 juin. Ainsi, disait Abetz : « Avec cette équipe de collaborateurs français et allemands à notre disposition pour la surveillance et le contrôle de ce journal, nous avons la garantie que ce n'est pas nous mais les communistes qui seront bernés et que dans cet organe souhaité par eux et qui sera recommandé aux masses travailleuses comme communiste, ce seront nos idées qui feront leur chemin dans les masses de travailleurs français. »

Pourquoi les communistes qui prirent en charge cette affaire se prêtèrent-ils à pareille manœuvre ? Ce qui ressort des dires de Tréand et de ses camarades, c'est que le parti devait se donner les moyens de récupérer. On ne soulignera jamais assez que, en bons léninistes, les communistes considéraient le parti comme l'outil révolutionnaire par excellence ; militer, c'est d'abord préserver l'outil et lui donner les moyens d'être le plus opérationnel possible, pour le cas où la situation deviendrait grosse d'une révolution.

Juillet 1940



« L'Humanité » clandestine. En vignette : Maurice Tréand, un des cadres du Parti qui négocia, un temps, avec les Allemands.

X - Publier au grand jour « l'Humanité » dans Paris occupé

Par Jean-Pierre Azéma

que, de Munich à l'automne 1941, la ligne du parti a été constante, avec tout au plus quelques « inflexions ». Et cette ligne, c'est le combat pour une « France libre et indépendante ». D'ailleurs, deux semaines avant que se nouent des pourparlers avec Abetz, le PCF avait préconisé la « levée en masse » pour faire de Paris une « capitale inexpugnable », dès lors que le peuple aurait été armé et que la guerre serait devenue nationale. C'est ce qu'avait écrit, le 6 juin, Benoît Frachon en réponse à une question indirectement posée par un ministre de Reynaud.

QUELQUES semaines plus tard, à la fin du mois de juillet, commençait d'être diffusé un texte (antidaté du 10 juillet, le jour où la classe parlementaire s'abandonna à la République) où les communistes se plaisaient à mettre en valeur la phrase bien connue : « Jamais un grand peuple comme le nôtre ne sera un peuple d'esclaves. » Voilà, souligne le PCF, qui a infiniment plus d'importance que des négociations menées en catimini par des irresponsables, et qui démontre que, contrairement aux idées reçues, le PCF a su garder, même pendant cette période, une réelle autonomie à l'égard de la Troisième Internationale. Car, si le parti devait se considérer comme un détachement de cette grande armée prolétarienne qu'était l'Internationale, il avait su adapter les consignes du Komintern au prisme de la réalité sociale française.

Sur tous ces points, l'analyse faite par le PCF est souvent fiable, parfois franchement contestable. Il est tout à fait inexact d'affirmer que les contacts avec Abetz auraient été menés par des irresponsables. Sans doute la guerre avait-elle provoqué la dispersion des responsables du parti : Thorez, Marty et quelques autres avaient rejoint l'URSS depuis l'automne 1939 ; Fried-Clement, chargé par le Komintern de chapeauter le PCF, avait gagné Bruxelles, un des centres-relais de la Troisième Internationale ; Benoît Frachon avait pris les routes de l'exode et se trouvait pour l'heure en

Haute-Vienne ; Duclos, lui, avait pu regagner Paris, vers le 12 juin. Et c'est bien à lui que Tréand viendra rendre compte de l'évolution des négociations avec Abetz. Celles-ci, il est vrai, furent désapprouvées en France par Frachon et quelques autres et en URSS par Maurice Thorez (il notait en date du 12 juillet : « Tentative de collaboration avec le parti ; le compromettre parce qu'il reste la seule force »). Tréand, lui, était profondément convaincu qu'il fallait coûte que coûte améliorer les moyens de propagande du parti ; assurément, c'est bien lui qui a engagé le PCF clandestin. Mais lui qui avait été un des pivots de l'aide à l'Espagne républicaine et exerçait la fonction-clé de responsable aux cadres était bien placé dans la hiérarchie pour savoir qu'on ne se lance pas dans ce genre d'aventure sans s'être couvert. D'ailleurs, le procès-verbal de l'arrestation de Denise Ginollin atteste qu'elle était en possession d'un billet signé « Léo », commençant par ces mots : « Je t'envoie du texte et quelques indications... » Or Léo était un des pseudos de Duclos, et le texte était destiné à l'Humanité.

Elargissons une fois encore le propos : présenter la tentative de publication au grand jour de l'Humanité comme un fait mineur et isolé nous semble être une affirmation contestable. Cette démarche doit être lue, bien au contraire, à la lumière des fluctuations de la ligne du parti, nombreuses entre l'été 1939 et l'automne 1941 : dans ses notes manuscrites rédigées en novembre 1939, Maurice Thorez parle de « tournant imposé par changement situation » (sic). On sait que, depuis octobre 1939, le PCF a fait sienne la thèse de l'Internationale qualifiant d'« impérialiste » une guerre à laquelle l'URSS ne participe pas encore ; il s'en est surtout pris alors aux seuls « impérialistes » français et britanniques. A compter de mai, sans doute, il s'intéresse plus au « gangster » allemand, dont les succès par trop brutaux inquiètent ; et on perçoit çà et là des accents plus jacobins : notons une lettre de Thorez du 25 mai, le texte déjà cité de Frachon du 6 juin et quelques phrases de l'« Appel du 10 juillet », rappelons-le, antidaté. Mais ce ne sont là que des accents. Car l'objectif devenu prioritaire, l'évolution de la conjoncture

aidant, est la reconquête du tissu social qui précéderait la conquête du pouvoir : les publications clandestines sont truffées de références à la Commune et à la révolution bolchevique. On comprend, dans ces conditions, que le parti recherche dans l'été 1940 une semi-légalité : il faudrait créer des comités populaires, les militants sont invités à se montrer, à tenir des réunions dans les arrière-salles des cafés, à récupérer leurs bureaux dans les mairies et les locaux des syndicats (une tactique qu'ils paieront cher : bon nombre d'entre eux seront arrêtés en octobre 1940). C'est pourquoi, également, l'occupant est relativement ménagé dans les publications clandestines : pendant près de trois mois, les rédacteurs de l'Humanité clandestine parleront des « autorités allemandes » et omettront de tancer les « nazis ». Cette modération contraste avec les violentes attaques qui sont immédiatement formulées contre le cabinet Pétain puis contre le régime de Vichy.

NOTONS encore que le PCF n'est pas le seul parti communiste à avoir tenté de réparaître au grand jour : en Belgique, au Danemark, en Norvège, le processus est quasi identique. C'est dire qu'il faut se tourner vers Moscou. Car, si les relations entre partis communistes et Komintern ne fonctionnent pas forcément à sens unique, reste que l'Internationale est bien le centre d'impulsion et de décision. Et, pour tout communiste, la défense inconditionnelle de l'URSS, la « patrie du socialisme », est un devoir prioritaire (dans ses notes rédigées en novembre 1939, Maurice Thorez notait : « Mais, au 24 août, quelle était, quelle reste question décisive pour masses et PC, fidélité Union soviétique, à l'Internationale communiste ; à Staline ») ; or, dans l'été 1940, l'URSS, qui venait d'annexer les États baltes et la Bessarabie (enlevée à la Roumanie), entendait

garder avec le Reich des relations cordiales. Molotov transmettait le 17 juin à l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou « les plus vives félicitations du gouvernement soviétique pour le magnifique succès de l'armée allemande » ; quelques jours plus tard, Staline mettait les points sur les i devant l'ambassadeur de Grande-Bretagne :

« Le soi-disant équilibre des forces européennes a jusqu'ici opprimé non seulement l'Allemagne mais aussi l'Union soviétique. En conséquence, l'Union soviétique prendra toutes mesures pour empêcher le rétablissement de l'ancien équilibre européen. C'est pourquoi ceux des communistes qui estimaient que les impératifs de la diplomatie soviétique ne devaient pas gêner la lutte antifasciste avaient du mal à faire passer leur message ; ils ne se sentaient vraiment à l'aise que plus tard, au printemps 1941, quand le parti adopta une ligne de libération nationale à dominante contre force jacobine.

On comprend alors mieux qu'Abetz ait pu tendre ce piège et entretenir deux bons mois d'illusion. Il est vrai que, dans le même temps, les rédacteurs de l'Humanité clandestine écrivaient dans le numéro du 7 juillet : « Il est particulièrement réconfortant, dans ces temps de malheur, de voir de nombreux travailleurs parisiens s'entretenir avec nous, dans la rue soit au bistrot du coin. Bravo, camarades, continuez, même si cela ne plaît pas à certains bourgeois aussi stupides que malfaisants. » Faisons la part de la référence aux fraternisations de 1917 en Russie : il n'empêche : tenir un pareil discours, c'était, sans vouloir parler du reste, tenter le diable.

REPÈRES

BIBLIOGRAPHIQUES

► Jean-Pierre Azéma, Antoine Prost, Jean-Pierre Rioux, Le Parti communiste français des années sombres, 1939-1941, Paris, Seuil, 1988, 318 p.

► Denis Peschanski, « L'Humanité : légale ? », Le Mouvement social, 1989.

Prochain article
La grande peur
l'exode

La double consultation populaire en Iran

Les dessous d'une « comédie électorale »

La première phase de ce processus a été la désignation anti-constitutionnelle de l'ayatollah Khamenei aux fonctions de « guide », alors que tout le monde savait que ce dernier ne possédait aucune des qualifications exigées par l'article 5 de la Constitution islamique.

La nomination de M. Khamenei a donc été un coup de force, justifié peut-être par le souci d'éviter une crise politique. On sait maintenant qu'elle n'a pu se faire que grâce à un « faux » produit par M. Rafsanjani au lendemain de la mort de l'imam, au cours d'une réunion extraordinaire de l'Assemblée des experts, réunie en toute hâte pour désigner son successeur.

Le président du Majlis, avait alors montré aux membres de cette assemblée une lettre manuscrite de l'imam adressée le 28 avril 1989 à l'ayatollah Khamenei, dans laquelle il affirmait que son successeur ne devait plus nécessairement être une « source d'imitation », c'est-à-dire un grand ayatollah. En d'autres termes, l'imam justifiait à titre posthume la désignation d'un simple mortel — à y en a plus de vingt mille en Iran — aux hautes fonctions de « guide », le guide suprême.

Les membres de l'Assemblée des experts, qui, au début, étaient favorables à la désignation d'un conseil de tutelle, ont vu que le prévoit la Constitution en cas d'absence d'un guide acceptable par tous, se sont inclinés en estimant que la parole de l'imam avait valeur de dogme. M. Rafsanjani leur avait d'ailleurs affirmé que le défunt imam était opposé à l'idée d'un conseil de tutelle, et que ses préférences allaient vers M. Khamenei.

Apparemment pour faire taire certaines voix qui commençaient à mettre en doute l'authenticité

du document du 28 avril, le journal *Isfah* publiait, le 10 juin, une photocopie de la lettre de l'imam. Malheureusement, le même jour, le président du Majlis, le plus tard, un manuscrit d'Ahmed Khomeini, le fils de l'imam, présentant certains des poèmes de Khomeini écrits de la propre main de son père, un mois avant sa mort, c'est-à-dire à l'époque où était supposée avoir été écrite la lettre à M. Khamenei. La différence d'écriture entre les deux manuscrits était flagrante. La lettre à M. Khamenei était presque calligraphiée d'une main assurée et ferme, tandis que les poèmes étaient manifestement écrits par un main tremblante. Le document décelait qu'il avait fait pencher la balance en faveur de la désignation de M. Khamenei était un faux.

Ce fait a été confirmé par des graphologues parisiens, sollicités par l'ancien président, Benî Sadî, qui ont affirmé que la lettre à M. Khamenei avait été écrite par une personne ayant une trentaine d'années de moins que l'auteur des poèmes. De plus, les graphologues ont trouvé une similitude frappante entre l'écriture de la première lettre et celle des notes manuscrites de M. Ahmed Khomeini qui accompagnaient les poèmes de son père. Le faux aurait été fabriqué par le fils, qui espérait succéder à son père.

Le rôle de M. Khamenei

Le scandale n'a pas eu lieu, la presse ayant tué le silence sur cette « affaire ». Ce silence n'est que l'existence d'un accord tacite entre les trois grands de l'après-Khomeini — MM. Rafsanjani, Khamenei et Ahmed Khomeini — pour que la succession se déroule sans

L'élection de M. Rafsanjani et le référendum-plébiscite qui l'accompagne, et dont l'objectif est de doter le nouveau président de la République de pouvoirs quasi dictatoriaux, ne devraient être, vendredi 28 juillet, qu'une simple formalité. Sur de son succès, le président du Majlis ne s'est même pas donné la peine de faire campagne. Pourquoi d'ailleurs s'en serait-il soucié alors qu'il n'avait en face de lui qu'un obscur Abbas Chelbani — qui fut, dit-on, ministre de l'Agriculture — une candidature qui, en définitive, sert surtout à faire valoir les qualités de M. Rafsanjani et à donner à la consultation une certaine crédibilité. En réalité, cette « comédie électorale » constitue la deuxième étape du processus de partage des pouvoirs qui a suivi la mort de Khomeini.

secroc. On parle d'ailleurs, à ce propos, à Téhéran, d'une entente entre les trois membres de cette « trinité » en vue de se partager l'héritage du guide disparu, tout en préservant la cohésion de ses successeurs.

Cette entente, pour l'instant, semble parfaite. Mais elle dissimule des divergences d'intérêts et de méthodes, exacerbées par la lutte pour le pouvoir qui se poursuit à fleur de mots. Contrairement à une idée fort répandue, l'ayatollah Khomeini, promu en toute hâte au rang d'ayatollah (par qui ?) ne sera pas une simple personnalité d'apparat. Les amendements constitutionnels lui attribuent plus de pouvoir que n'en possédait, selon la Constitution de 1979, l'imam Khomeini. Tout semble indiquer qu'on essaie de lui donner une partie des attributions politiques que l'imam exerçait dans la pratique, sans toutefois qu'elles soient inscrites dans la Constitution, probablement dans le but de contourner les pouvoirs du nouveau président de la République, M. Rafsanjani, jugés excessifs par certains.

Ce dernier sera en effet non seulement le chef de l'Etat mais un véritable chef de gouvernement qui aura les coudees franches pour appliquer sans opposi-

tion sa politique. Contrairement à l'actuel chef de gouvernement, M. Mousavi, qui faisait figure de simple exécutant de la politique de l'imam, M. Rafsanjani aura le droit de se définir — sans avoir à rendre compte au Parlement — des ministères qu'il jugera indispensables, ou indésirables. En cas de litige, les décisions du conseil des ministres prises sur recommandation du président seront considérées comme légales et exécutoires. Cela permettra de sortir de certaines impasses qui dans le passé paralysaient l'exécutif.

Il est vrai que, aux termes de la nouvelle Constitution, le président de la République peut être destitué. Mais il faudra pour cela un vote des deux tiers des députés et l'aval du guide, peu probable, une éventualité dans la mesure où M. Rafsanjani et ses amis contrôlent au moins 190 des 230 membres du Majlis. Ce dernier aux prérogatives considérablement réduites, pourra toujours s'opposer à la nomination des ministres, mais ne pourra empêcher leur renvoi.

Au cours d'une prise de position courageuse, l'ancien premier ministre, M. Mehdi Bazargan, résumait la situation en affirmant que, « dans la pratique, le futur

président de la République sera un dictateur qui non seulement sera à l'abri du contrôle du Parlement, mais le dominera entièrement ».

La discrétion de M. Ahmed Khomeiny

Mais quel sera le rôle attribué au troisième personnage de la trinité, M. Ahmed Khomeiny, qui, jusqu'à présent, s'est montré d'une discrétion remarquable, se contentant d'agir dans les coulisses comme il en avait l'habitude du vivant de son père ? Chargé d'assurer le respect du testament de son père, il est devenu le gardien de « l'orthodoxie révolutionnaire » du régime et multiplie les prises de position.

M. Ahmed Khomeiny a de solides liens avec les ministères du renseignement et de l'intérieur, dirigés respectivement par MM. Rayshahi et Mohtashami, deux de ses fidèles lieutenants. Son nom a été récemment avancé pour le poste de président du Majlis. Mais ceux qui connaissent bien ses ambitions politiques doutent qu'il accepte un poste dévalorisé par l'amendement constitutionnel. Il préférerait agir dans l'ombre et demeurer le *deus ex machina* du clan des radicaux.

Que restera-t-il de ce clan et de son influence après l'élection de M. Rafsanjani ? On le saura avec la composition du nouveau gouvernement. Si le poste de vice-premier ministre est attribué, ainsi que l'affirment certains, à M. Mousavi, l'actuel chef de gouvernement et l'un des principaux chefs de file des radicaux, et si MM. Rayshahi et Mohtashami sont maintenus aux postes-clés qu'ils occupent, cela signifie que M. Rafsanjani aura été obligé de composer avec ses adversaires jusqu'au-boutistes. Il sait que toute tentative sérieuse

de sa part pour normaliser les relations de l'Iran avec l'Occident lui attirerait les foudres de ceux qui ont déjà fait mettre fin à sa carrière politique au moment de l'assassinat de son père.

A l'époque, seul l'appui que lui avait accordé l'imam l'avait sauvé de la disgrâce. Qui le protégera maintenant ? On comprend, dans ces conditions, la prudence de M. Rafsanjani. Certes, il a récemment remplacé le ministre des Affaires étrangères par M. Rafsanjani à la tête de la commission des affaires étrangères du Majlis par M. Rafsanjani, connu pour être un ardent partisan du rapprochement avec l'Occident. Il a affirmé en outre qu'il n'avait pas l'intention d'exporter la révolution et a déclaré que pour relâcher les liens étroits que l'Iran entretient avec les hébreux libanais en recevant à Téhéran M. Nabih Berri, le chef du mouvement chiite libanais modéré. Mais pourra-t-il sans danger franchir le pas qui pourrait éventuellement décider les Occidentaux à fournir à l'Iran les capitaux dont il a désespérément besoin pour la reconstruction du pays ?

Une récente étude d'un groupe d'experts de la Banque centrale affirme que, dans les quatre mois qui suivront l'élection du nouveau président de la République, il sera nécessaire d'injecter dans l'économie iranienne de cinq à sept milliards de dollars, en plus des revenus du pétrole. Prisonnier de leur rhétorique anti-impérialiste et soumis aux aléas et à la surenchère de la lutte entre les factions, les dirigeants iraniens sauront-ils inspirer aux investisseurs étrangers la confiance sans laquelle ces derniers accepteraient difficilement de financer la reconstruction d'un pays en proie à l'instabilité ?

JEAN GUEYRAS.

Dans le sud du Liban

Un commando israélien enlève un responsable du Hezbollah

Un commando israélien hélicoptère a enlevé, dans la nuit du jeudi 27 au vendredi 28 juillet, un dignitaire religieux du Hezbollah pro-iranien, cheikh Abdel Karim Obeid, ainsi que deux autres hommes dans un village du sud du Liban, Jibchit, selon des sources militaires libanaises et la radio israélienne.

Des militaires israéliens, débarqués d'un hélicoptère qui s'était posé à l'est de la ville de Nabatieh, dans une région tenue par le mouvement chiite Amal, ont pénétré, armés de pistolets-mitrailleurs de silence, au domicile de cheikh Obeid, imam de Jibchit, où les intégristes sont fortement implantés. Ils ont enlevé le dignitaire ainsi que son neveu et l'un de ses proches qui se trouvaient dans la maison. Les militaires ont, en outre, tué un homme qui tentait d'intervenir, avant de regagner leur

hélicoptère. Vendredi en fin de matinée, l'armée israélienne refusait de confirmer ou démentir ces informations.

Agé d'une trentaine d'années, cheikh Obeid est l'un des responsables pour le sud du Liban, du Hezbollah qui, de Beyrouth, a confirmé l'enlèvement. Son nom est lié à des affaires de rapts, notamment celui du lieutenant-colonel Richard Higgins, un officier américain de l'ONU (Organisation des Nations unies pour la surveillance de la trêve), enlevé le 17 février 1988 dans le sud du Liban.

Toujours dans le sud du Liban, cinq membres du Front populaire de libération de la Palestine (le FPLP de Georges Habbache) ont été tués jeudi par des hommes de l'Armée du Liban sud (ALS), milice auxiliaire de l'armée israélienne qui leur avaient tendu une embuscade à une

dizaine de kilomètres à l'est de Sidon.

L'ALS a, d'autre part, fermé trois postes de gardemonts libanais dans le secteur oriental de la « zone de sécurité » établie par les Israéliens au nord de leur frontière et a chassé vingt et un gardemonts de cette région. Les militaires de l'ALS ont fait irruption, jeudi matin, dans les postes de gardemonts de Hasbaya, Rachaya El-Foukhar et Cheba, ont confisqué toutes les armes, les postes radio et deux véhicules, avant d'en chasser les gardemonts non originaires de la « zone de sécurité ». A-t-on précisé de source policière libanaise. Ces mesures, indique-t-on de même source, font suite à une décision du commandement israélien et de l'ALS d'intensifier la présence de gardemonts extérieurs à la région, en raison de leur refus de collaborer avec la milice pro-israélienne. — (AFP, Reuters).

Violents combats à Beyrouth

(Suite de la première page.)

Le rez-de-chaussée d'un immeuble de vingt-deux étages, contigu à celui où habite le général Sami Khatib, commandant en chef provisoire de l'armée libanaise, a été bombardé par l'armée israélienne de M. Selim Hoss, est en flammes. Les pompiers, qui n'ont pu intervenir dans la nuit en raison de la violence des tirs, tentaient de le faire le matin, bien que manquant d'eau.

Les bombardements par l'armée syrienne et ses alliés ont été tout aussi violents sur le pays chrétien, atteignant une fois de plus le cœur densément peuplé de Beyrouth-Est. Achrafieh, la banlieue résidentielle, les localités côtières de Jounieh et Jbail et la montagne environnante. Après les vingt-six tués et quatre-vingt-trois blessés de la veille, le bilan de cette nuit meurtrière s'élevait vendredi en début de matinée à sept morts et cinquante-sept blessés.

Une population otage

Devant ce nouveau déchaînement de violence, les Libanais de plus en plus nombreux s'interrogent avec inquiétude sur l'avenir. La mission de comité arabe tripartite ne suscite guère d'intérêt, dit les milieux politiques estimant ici qu'elle relève plus de la volonté de montrer que le trinquant continue de s'occuper du Liban que d'une réelle possibilité d'avancer une quelconque solution.

FRANÇOISE CHIPAUX.

A TRAVERS LE MONDE

Autriche

Polémique à Vienne après l'assassinat d'Abdel Rahman Ghassemilou

Vienne (AFP). — Le ministre autrichien de l'Intérieur, M. Franz Loschnak, s'est prononcé, jeudi 27 juillet, pour une demande d'extradition de l'émissaire iranien, Mohamed Djafar Sahraoui, qui a regagné Téhéran lundi après avoir été impliqué dans l'assassinat, le 13 juillet à Vienne, de trois dirigeants kurdes dont le secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PKDK), M. Abdel Rahman Ghassemilou. « Le droit doit primer sur la raison d'Etat », a déclaré M. Loschnak, alors qu'une polémique a éclaté à Vienne sur le thème des autorités autrichiennes dans cette affaire.

M. Sahraoui (légalement blessé dans la fusillade qui a coûté la vie à M. Ghassemilou), un diplomate selon Téhéran, le représentant personnel et plénipotentiaire de M. Hachémi Rafsanjani et commandant adjoint du 15^e régiment des Gardiens de la révolution, selon le PKDK, a été identifié par la police autrichienne comme l'acheteur de la Suzuki 500 qu'il utilisait pour prendre la fuite les auteurs de l'assassinat perpétré dans un appartement viennois.

Le principal suspect, M. Hadji Mostafavi, en charge du problème kurde et soupçonné d'être le « cerveau » de la tuerie, a disparu. Il fait l'objet d'un mandat d'arrêt, tout comme le troisième émissaire iranien qui a participé à la réunion avec le PKDK, M. Amour Minsour Bazzargan, qui s'est réfugié à l'ambassade d'Iran à Vienne, après avoir été interpellé par la police puis relâché en raison de son passeport diplomatique.

Chypre

Les Nations unies soumettent un projet de règlement

Les dirigeants des communautés grecque et turque de Chypre ont confirmé jeudi 27 juillet avoir reçu du secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, un projet détaillé de règlement de la crise chypriote. Ces propositions visent à accélérer les pourparlers entre les deux communautés, dont les relations ont été

mises à rude épreuve ces derniers temps par une série d'incidents sur la ligne de démarcation. La dernière rencontre prévue entre les chefs des deux communautés, MM. Georges Vassiliou et Rauf Denkash, vient d'être reportée.

Selon l'agence Reuters, ce texte prévoit l'instauration d'un Etat fédéral, dont la constitution comporterait des « garde-fous » précis pour protéger les intérêts des deux communautés. Un des points-clés du document serait la limitation du nombre de chypriotes grecs autorisés à s'installer en territoires chypriotes turcs et réciproquement, dans le but d'empêcher la minorité turque — qui constitue 10 % de la population de l'île — d'être submergée.

L'agence de presse turque Anatolie indiquait jeudi que les dirigeants de la communauté turque ont réagi négativement à l'initiative de l'ONU, qualifiée de tentative d'imposer « à la perle chypriote turque un document sous-estimant ses droits ». Du côté chypriotes grecs, où l'on est favorable à un rôle accru de l'ONU, on se borne jeudi à accuser réception. Le président Vassiliou s'est rendu jeudi à Athènes pour avoir des entretiens sur la question avec les nouveaux dirigeants grecs. — (AFP, Reuters).

Etats-Unis

Les crédits pour le bombardier B-2 amputés par la Chambre

Quelques jours après son vol inaugural, le bombardier « invisible » américain B 2 a reçu un coup qui pourrait lui être fatal : la Chambre des représentants, à majorité démocrate, s'est prononcée jeudi 27 juillet pour la construction de deux B-2 seulement au cours de chacune des deux prochaines années fiscales, au lieu des quatre que proposait M. Bush. Selon le texte de la Chambre, les sommes prévues pour la construction des quatre avions devraient être gelées jusqu'à ce que le Pentagone revienne à la baisse son programme de construction de cet appareil. Selon les représentants, le sort définitif du B-2, conçu pour échapper aux radars, ne devrait être fixé que lorsqu'il aura fait la preuve de son efficacité.

La Chambre, au total, a approuvé un projet de budget militaire de 295 milliards de dollars, réduisant les fonds consacrés à deux autres programmes controversés, celui de la « guerre des étoiles » et du missile

balistique Midgetman. Le texte prévoit, en revanche, de financer deux projets que le président George Bush souhaite abandonner : celui de la modernisation de l'avion F-14 et celui de l'avion-hélicoptère V-22 Osprey.

Les représentants ont amputé de 1,8 milliard de dollars le budget de l'initiative de défense stratégique (IDS), limitant ainsi à 3,1 milliards de dollars les crédits alloués à la « guerre des étoiles ». La président Bush avait personnellement plaidé lundi pour que le Congrès ne touche pas à ces crédits.

Le Sénat devrait achever, la semaine prochaine, l'examen du budget de la défense. Les deux Chambres devront ensuite se mettre d'accord sur un texte commun. — (AFP).

Suisse

Le « Guillaume Tell d'Auschwitz » extradé vers la RFA

Surnommé le « Guillaume Tell d'Auschwitz » parce qu'il avait coutume de placer des boîtes de conserve sur la tête des détenus et de tirer jusqu'à ce que mort s'ensuive, l'ancien sous-officier SS Gottfried Weisse doit être extradé de Suisse dans les prochains jours vers l'Allemagne fédérale, où il a été condamné à la réclusion à perpétuité. Ainsi en a décidé, jeudi 27 juillet, le département fédéral de la justice.

Le criminel nazi avait été arrêté cette semaine dans un hôpital de Thoun, à une vingtaine de kilomètres de Berne, où il avait été hospitalisé pour un problème cardiaque. En fuite depuis trois mois, Weisse, âgé de soixante-neuf ans, avait vécu plusieurs semaines dans la région sous un faux nom.

Ancien surveillant du camp de concentration d'Auschwitz, Weisse avait été reconnu coupable, en janvier 1988, par le tribunal de Wuppertal, d'avoir personnellement tué, alors qu'il était âgé de vingt-trois ans, cinq prisonniers du camp entre janvier et septembre 1944. L'une de ses victimes avait été séquestrée parce qu'elle n'avait pas tout de suite repris le travail après une pause.

Weisse n'avait pas été placé en détention préventive ni pendant les quinze mois de l'instruction ni durant le procès. Il avait disparu en avril dernier, dès la confirmation de sa peine à perpétuité par la Cour suprême de RFA. — (Corresp.)

ans Paris occu

Europe

URSS : satisfaits du projet d'« autonomie économique »

Les dirigeants baltes tentent de réfuter les accusations de séparatisme

Moscou
de notre correspondant

La décision prise par le Parlement soviétique, jeudi 27 juillet, d'accorder aux républiques baltes une forme d'autonomie économique à partir du 1^{er} janvier prochain a surpris par sa rapidité. Les débats avaient été assez vifs, certains députés exprimant ouvertement leur crainte que cette autonomie ne conduise à des tentatives séparatistes.

Les représentants des républiques baltes ne cachent pas leur satisfaction à l'issue du vote.

L'Estonie et la Lituanie avaient présenté un projet de loi d'« autonomie économique » prévoyant que chaque république ait le droit de disposer de ses ressources et de gérer son budget dans le respect de la loi fédérale. Le projet prévoyait de même la création de monnaies nationales, une disposition qui a finalement été écartée par les députés eux-mêmes, sachant qu'elle risquait de heurter les députés du Soviet suprême.

A une très large majorité, les parlementaires soviétiques ont adopté deux résolutions. La première prévoit le passage à l'« autonomie économique » pour les trois républiques baltes, Lettonie incluse, à partir du début de l'année prochaine. La deuxième résolution indique que le Soviet suprême « approuve en première lecture les dispositions fondamentales du projet de loi sur l'autonomie économique » avancé

par l'Estonie et la Lituanie. Elle ajoute néanmoins que le texte devra être encore étudié par des comités parlementaires et le gouvernement soviétique à la session parlementaire d'octobre. Seule une quarantaine de députés sur quatre cents se sont prononcés contre ou se sont abstenus.

Lors des débats animés qui ont précédé l'adoption des résolutions, deux attitudes marquées se sont dessinées. Alors que les uns, majoritaires, soulignent que l'« autonomie économique » constituait un premier pas vers un « nouveau type de fédération », d'autres, y compris certains membres du gouvernement, expriment leurs craintes que cette loi ne fasse qu'accroître les différences de niveau de vie entre les pays de la Baltique, relativement prospères, et le reste de l'URSS.

Un député géorgien a souligné, de son côté, qu'il était temps de passer « de la centralisation à la décentralisation » et qu'il était impossible de « gérer depuis le centre l'économie d'un pays aussi énorme » que l'Union soviétique.

Le premier ministre estonien, M. Indrek Toome, estime que le passage à l'« autonomie économique » constituerait pour les autres républiques de l'Union un parfait terrain d'essai pour l'« application de méthodes modernes de développement de l'économie ». Il a reconnu que certains cherchaient à Moscou et ailleurs à « discréditer » ce principe. Le premier secrétaire de Lituanie, M. Algirdas Brazauskas, a

tenu à rassurer les réticents en soulignant que l'« autonomie économique » ne revêtait aucun « objectif séparatiste ».

Les députés baltes sont satisfaits. L'application de cette « autonomie économique » constitue en effet pour leurs républiques un important pas en avant vers la souveraineté. M^{me} Marja Lamista, députée du Soviet suprême et responsable du Front populaire estonien, a notamment déclaré : « Lorsque nous avons commencé, il y a un an et demi, à lancer le Front populaire, nous ne pouvions pas rêver d'un tel jour. » Elle a également remarqué que les députés du Conseil des nationalités, l'une des deux chambres du Soviet suprême, représentant les intérêts des républiques fédérées, avaient voté massivement en faveur du projet de loi.

Les Russes en grève en Estonie

Ce point marqué par les autonomistes baltes ne calmera pas les populations russophones des républiques de la Baltique, qui s'agitent. Une dizaine d'entreprises d'Estonie, où travaillent principalement des Russes, sont en grève depuis lundi pour protester contre les initiatives législatives du Soviet suprême estonien. Ils réclament notamment la suspension de la loi sur la langue adoptée au début de l'année, qui rend obligatoire la connaissance de l'estonien dans les services publics. (Interim.)

SUÈDE : détention à vie de l'assassin d'Olof Palme

Deux juges ont contesté le verdict

Reconnu coupable de l'assassinat du premier ministre suédois Olof Palme, en 1986, un ancien repris de justice, Christer Pettersson, quarante-deux ans, a été condamné jeudi 27 juillet à Stockholm à la détention à perpétuité.

STOCKHOLM
de notre correspondante

Pas de séance de clôture, jeudi 27 juillet, au tribunal de première instance de Stockholm pour la lecture du verdict. Pas de cour, pas d'accusé dans son box. Le texte de quarante-six pages a été distribué (moyennant 100 couronnes) à la presse et aux particuliers qui s'étaient pressés dans cette salle où s'était tenu du 5 juin à 10 juillet le « procès du siècle », celui de Christer Pettersson, accusé du meurtre du premier ministre Olof Palme. La surprise n'est pas venue du verdict en soi, qui condamnait l'accusé à la réclusion criminelle à perpétuité.

Ce sont en fait les deux juges professionnels membres du jury qui l'ont créé en expliquant dans un document annexé de six pages pourquoi ils se sont opposés à une condamnation et pourquoi, en conséquence, ils n'avaient pas approuvé la décision des six jurés. « Vous estimez que la déposition de M^{me} Lisbet Palme et celle des témoins cités pour l'appuyer ne constituent pas la preuve que l'auteur du meurtre est Christer Pettersson. Les facteurs d'incertitude sont trop importants », écrivent-ils en conclusion.

Les juges ont joué la carte de la prudence : « Il ne s'agit pas de croire. Nous avons fait une analyse juridique », a indiqué M. Mikael Av Geijerstam. Ce faisant, ils ont mis en doute tous les points essentiels de l'accusation, y compris et surtout le témoignage de M^{me} Palme, qui avait formellement reconnu l'accusé en confrontation vidéo, puis, le 19 juin dernier, dans l'enceinte du tribunal. Elle avait auparavant regardé, sans résultat positif, plus de six cents photographies d'autres individus.

Un jugement « sensationnel et faible »

Deux juges professionnels contre six jurés. Si ce n'est pas tout à fait inhabituel, c'est, dans ce cadre d'un événement spectaculaire qui a déclenché, d'entrée de jeu, les réactions les plus vives. « Un verdict sensationnel et faible qui montre le conflit entre le niveau des preuves requis par les juges, d'une part, et par les jurés, de l'autre », indique par exemple M^{me} Gunnar Berg, du barreau de Stockholm.

« Je ne peux me souvenir que quelqu'un en Suède ait jamais été condamné, bien qu'il ne tienne le coupable, sur des bases aussi faibles », estime de son côté le professeur Jørgen Weibull, qui trouve que la fonction même de juré devrait être révisée : « Les jurés ont plus de mal à se défendre d'être influencés par la presse que les juristes professionnels. La presse s'est élevée en tribune populaire, comme l'ont fait les

commissaires du peuple pendant la Révolution française. C'est un danger. » Tous les juristes ne partagent cependant pas cette opinion. M. Per Olof Ekélov, professeur en droit procédural, trouve que « rien ne permet d'affirmer que le verdict des jurés repose sur des bases plus émotionnelles que celui des juges. Ils ont simplement raisonné d'une manière différente et sont parvenus à un résultat différent ».

Au lieu d'apaiser les passions et d'effacer les doutes, ce premier verdict ne fait que les raviver. L'attitude des juges confirme, en effet, dans leur opinion ceux qui ne croient pas à un meurtre trivial, sordide et sans mobile, commis par un désaxé de banlieue, un Suédois de surcroît, délinquant condamné plus de six fois (dont une pour meurtre à la balonnette en 1970). C'est loin du romantisme d'un assassinat politique, œuvre d'un complot qu'il soit de nature domestique ou internationale. Christer Pettersson est pour ceux-là un coupable inacceptable, et ils espèrent que la cour d'appel cassera le verdict des assises.

Christer Pettersson, pour sa part, « envisage l'avenir avec confiance », a indiqué son avocat, M^{me} Arne Liljers, qui a jusqu'au 17 août pour interjeter appel. Le deuxième procès devrait commencer début septembre. Cette fois, il y aura cinq juges et trois jurés. En attendant, la police continue ses recherches toujours dans l'espoir de retrouver au moins l'arme qui, le soir du 28 février 1986, avait tué Olof Palme en pleine rue, à la sortie du cinéma.

FRANÇOISE NIETO.

Diplomatie

L'Union économique et monétaire de l'Europe

M. Dumas confirme la détermination de la France pour un nouveau traité

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Poursuivre la tâche de l'Espagne, « dont le bilan remarquable suscite éloges et admiration », tel est le message délivré jeudi 27 juillet devant le Parlement européen par M. Roland Dumas, ministre français des affaires étrangères et président en exercice des travaux des Douze.

La programmation de la présidence française d'ici à la fin de l'année n'a suscité aucun véritable surprise (le Monde du 27 juillet).

Le ministre d'Etat s'est montré déterminé à l'égard de l'Union économique et monétaire (UEM) : « La perspective est désormais tracée, et rien ne pourra entraver ce nouveau saut qualitatif. »

Il a d'ailleurs indiqué que le gouvernement avait proposé aux par-

tenaires européens « la création d'un groupe de représentants personnels des ministres pour préparer sans perdre de temps les textes nécessaires à l'élaboration d'un nouveau traité ».

Une « carte de transport » pour les jeunes

M. Valéry Giscard d'Estaing a apporté son soutien à M. Dumas. « Je partage davantage, nous a confié le président de l'UDF, l'interprétation du ministre des affaires étrangères que celle exposée par M. Jacques Delors, trop résigné à une démarche lente. » La veille, le président de la Commission européenne s'était montré très prudent en déclarant devant l'Assemblée : « Il s'agit en effet de s'entendre sur l'exercice en commun de souverai-

netés dont chacun n'a pas encore pris l'exacte mesure. »

Dans le domaine de l'« Europe du citoyen », la présidence française a l'intention de formuler des propositions concrètes. M. Dumas a cité deux exemples : la création au profit des jeunes d'une carte européenne d'accès aux transports, aux musées, aux spectacles, aux services, afin qu'ils puissent « découvrir les horizons nouveaux de l'Europe » (M. Dumas n'exclut pas que ce « sésame » soit gratuit) ; et l'organisation d'un service européen de coopération civile tenant lieu de service national, orienté vers les pays en voie de développement.

La coopération avec l'Union soviétique et les pays de l'Est a été particulièrement mise en exergue. « La CEE peut et doit s'impliquer, à l'instar de ce qui se fait pour la Pologne et la Hongrie, comme un interlocuteur majeur et privilégié avec l'autre Europe. » Le poids politique de la Communauté doit d'ailleurs, a insisté M. Dumas, s'affirmer dans le monde : « L'Etat, et cela est utile, à Beyrouth, pour parler au nom de la Communauté. »

La candidature de l'Autriche à l'adhésion à la CEE suscite beaucoup d'interrogations chez le président des Douze. Associant la demande d'Ankara à celle de Vienne, le ministre a posé une série de questions, et notamment, « La Communauté peut-elle accueillir de nouveaux membres sans que ses conditions de fonctionnement soient modifiées ? Le statut de neutralité de l'Autriche est-il compatible avec les perspectives d'union politique contenues dans l'acte unique ? »

M. S.

La « bataille du siège » du Parlement des Douze

« Corruption » ?

En s'engageant dans la « bataille du siège », le maire de Strasbourg, M^{me} Catherine Trautmann, ne soupçonnait certainement pas à quel point le moindre de ses faits et gestes serait (mal) interprété.

La voilà accusée de « corruption » pour avoir eu une petite attention à l'égard des parlementaires européens dont elle voudrait qu'ils maintiennent leurs sessions mensuelles dans la capitale alsacienne !

Objet du litige : un « filofax » — le « must » en matière d'agenda — frappé des douze étoiles de l'Europe... « La prochaine fois, on nous offrira un abonnement dans un salon de massage », s'est indigné un député travailliste, M. John Tomlinson, qui, comme ses 517 collègues, s'était vu offrir ce petit cadeau par la municipalité.

Et de faire l'arnaque entre ce présent et les équipements — un téléviseur, un télécopieur — et un bip-bip téléphonique — installés dans le bureau de chaque parlementaire à l'initiative du ministère des affaires européennes : « Tout député qui accepte une de ces facilités devrait être forcé de les consacrer dans le registre des dons financiers pour que nous sachions qui est susceptible d'être poursuivi pour corruption », a estimé le fervent partisan d'un transfert à Bruxelles qui, apparemment, ne recule devant rien pour alimenter la polémique.

M. P. S.

GRÈCE

M. Papandréou appelé à comparaître devant une commission d'enquête

ATHÈNES
de notre correspondant

Les députés grecs ont décidé jeudi 27 juillet de former une commission d'enquête sur les écoutes téléphoniques effectuées depuis 1985 sous le gouvernement socialiste, et d'y faire comparaître l'ancien premier ministre, M. Andreas Papandréou.

La proposition déposée par 144 députés conservateurs de la Nouvelle Démocratie a été approuvée par les 28 représentants de la coalition de gauche et du progrès (communistes et divers gauches). La commission, composée de 12 membres, aura un mois pour déterminer si M. Papandréou est responsable et s'il doit être traduit en cas échéant, devant un tribunal spécial.

En revanche, les députés de la coalition n'ont pas suivi les conservateurs en ce qui concerne la responsabilité de trois anciens ministres socialistes des transports et des communications, MM. Yannis Haralambous, Georges Petros et Constantin Badouvas.

Au cours d'un débat retransmis dans son intégralité à la télévision nationale, le président de la Nouvelle Démocratie (ND), M. Constantin Mitsotakis, a souligné la « responsabilité directe » de M. Papandréou qui, par l'intermédiaire du service de renseignement grec (EYP), demandait l'ordre à l'Office grec des télécommunications (OTE) d'« écouter » ses adversaires politiques. La découverte, le 13 juillet, d'un système et de 300 fiches d'écoutes dans le service de protection du secret des

communications téléphoniques de l'OTE, avait mis le feu aux poudres.

Les créateurs socialistes ont, pour leur part, condamné la « chasse aux sorcières » menée par les conservateurs, qui ont formé au début du mois, avec le soutien de la coalition, un gouvernement transitoire de quatre mois. La proposition de la ND a pour seul but de « nuire » à M. Papandréou et de tenter de « l'entraîner politiquement », selon les responsables du PASOK (Parti socialiste panhellénique).

C'est la deuxième fois en dix jours que le Parlement décide la comparution de M. Papandréou devant une commission d'enquête. L'ancien premier ministre devra, en effet, aussi s'expliquer sur son rôle dans le « scandale Koskotas », du nom du responsable de la chute du PASOK aux dernières élections. Le banquier George Koskotas, actuellement emprisonné aux Etats-Unis, est accusé du détournement de 230 millions de dollars. Les autorités américaines doivent se prononcer le mois prochain sur son extradition en Grèce.

M. Papandréou, qui se remet d'une pneumonie, ne s'est pas défendu au Parlement. Il a simplement déclaré qu'il restait sur « les créniaux de la lutte » et a accusé les conservateurs de procéder à une série de « règlements de comptes ». En repos dans une station balnéaire près d'Athènes, il a annoncé son retour à la vie politique dans les toutes prochaines semaines. Dans sa retraite, assurent ses proches, il met la dernière main à la contre-offensive et à la reconstruction du PASOK, durablement ébranlé par les différents scandales.

DIDIER KUNZ.

GRANDE-BRETAGNE : détente sur le plan social

Les cheminots mettent fin à leur grève

Le plus important syndicat britannique des chemins de fer, le NUR (Syndicat national des cheminots), a mis un terme jeudi 27 juillet à une série de grèves de 24 heures qui ont fortement perturbé les transports ces dernières semaines.

Il a finalement accepté une proposition d'augmentation salariale de 3,3 %, faite par la société nationale British Rail et déjà acceptée par deux autres syndicats des chemins de fer.

Un deuxième conflit social est en cours de règlement : les dockers, qui protestent contre l'abolition de leur « pacte sur l'emploi », ont repris le travail jeudi à Tilbury, le port de Londres et le premier de Grande-Bretagne.

Une importante réunion devait avoir lieu, vendredi, entre les dirigeants des ports de l'ensemble du pays pour décider de la poursuite ou de l'arrêt du mouvement. Les dockers

de Hull, dans le nord-est de l'Angleterre, ont mandaté leurs dirigeants pour qu'ils votent en faveur de la fin de la grève.

Le patronat affirme que deux mille quatre cents dockers ont déjà repris le travail dans trente-trois des soixante ports concernés par le « pacte sur l'emploi ».

Les grèves des cheminots et des dockers s'inscrivent dans une vague d'agitation sociale qui a perturbé l'économie britannique ces dernières semaines et conduit à parler d'un « été de mécontentement ». L'une des raisons en est la reprise de l'inflation, actuellement à 3,3 %, en rythme annuel en Grande-Bretagne. Le conflit social dans le métro londonien, qui a connu treize grèves de 24 heures ces dernières semaines, n'est en revanche toujours pas résolu. Une quatorzième grève des conducteurs est prévue pour le prochain. (Reuters.)

M^{me} Thatcher répond à M. Mitterrand : « Nous devenons la France »

M^{me} Margaret Thatcher a vivement réagi, jeudi 27 juillet, à la Chambre des communes, aux propos de M. François Mitterrand publiés dans cinq journaux européens, selon lesquels il n'exclut pas un nouveau traité sur l'union économique et monétaire de l'Europe (le Monde du 27 juillet).

« Nous devenons la France dans l'accomplissement des engagements que nous avons acceptés, nous devenons la France pour la libre circulation des capitaux et l'entente le jour où la France nous suivra sur cette voie », a déclaré le premier ministre britannique. « Nous devenons la France pour avoir aboli le contrôle des changes et l'entente que la France fasse la même chose. Et nous devenons la France en ayant supprimé beaucoup, beaucoup de subventions aux industries », a ajouté la « Dame de fer ».

De son côté, M. Neil Kinnock, chef de l'opposition britannique, a demandé, jeudi, à Strasbourg, aux partenaires européens du Royaume-Uni de ne pas s'engager vers l'union économique et monétaire sans les Britanniques. « Nous ne voulons pas qu'un mouvement s'enclenche en réaction au phénomène temporaire qu'est M^{me} Thatcher », a précisé M. Kinnock. A Bonn, un porte-parole de la CDU a déclaré qu'une union monétaire européenne sans la participation de la Grande-Bretagne constituerait « un revers pour l'Europe ». — (AFP.)

Les dix-huit commissions parlementaires

Le Parlement européen a constitué, le jeudi 27 juillet, ses commissions parlementaires. Elles sont au nombre de dix-huit, comme dans la précédente assemblée. Les socialistes et les chrétiens-démocrates se sont associés pour repousser la création d'une commission monétaire et financière, proposée par M. Valéry Giscard d'Estaing.

Le président du groupe libéral souhaitait une unité complémentaire à l'actuelle commission économique, monétaire et de la politique industrielle, qui aurait été compétente devant la future institution monétaire (système européen des banques centrales). Il se proposait d'en être responsable.

Deux Français ont été placés à la tête de commissions : M. Antoine Vassier (Vestral, politique régionale et aménagement du territoire) ; M. Henri Sebby (PS), développement et coopération. Les autres commissions importantes seront présidées par : M. Giovanni Goria (PPE, italien), politique ; M. Juan Colomo (socialiste espagnol), agriculture ; M. Thomas von der Vring (SPD), budget ; M. Bouke Beumer (PPE, néerlandais), économie, monnaie et industrie ; M. Antonio La Pergola (socialiste italien), recherche, technologie ; M. Willy de Clercq (libéral belge), relations économiques extérieures ; M. Hedi Ancones (socialiste néerlandais), affaires sociales ; M. Rui Amaral (libéral portugais), transports et tourisme ; M. Ken Collins (travailliste), environnement et santé publique ; M^{me} Christine Crawley (travailliste), droits de la femme.

Avant la conférence de Paris sur le Cambodge

Accord sur la représentation des quatre factions khmères

Un accord a finalement été trouvé jeudi 27 juillet entre les quatre parties khmères sur leur représentation à la conférence internationale sur le Cambodge qui s'ouvre dimanche 30 juillet à Paris. Après de difficiles tractations et la médiation du Quai d'Orsay, il a été convenu que le Cambodge siégerait à sa place alphabétique au sein des participants, entre Brunei et le Canada. Il sera représenté par une seule délégation composée des chefs des quatre factions, classés en fonction de leur âge. L'ordre sera le suivant : M. Son Sann (nationaliste), le prince Sihanouk, M. M. Khieu Samphan (Khmér rouge) et Hun Sen.

D'autre part, alors que les combats redoublent de violence sur le terrain, le ministre soviétique des

affaires étrangères, M. Chevardnadze, a souligné l'importance que son pays accordait à un règlement du problème khmère. — (AFP.)

● Liquidation des derniers SS-12 soviétiques. — Des observateurs américains ont assisté à Saryzsk, dans le Kazakhstan, à la destruction du dernier des 718 missiles soviétiques SS-12 de 1 000 kilomètres de portée, a-t-on annoncé jeudi 27 juillet. Selon l'accord INF, les missiles d'une portée de 500 à 1 000 kilomètres doivent être éliminés d'ici au 30 novembre 1989 et ceux d'une portée de 1 000 à 5 000 kilomètres, doivent être détruits avant le 31 mai 1991. — (AFP.)

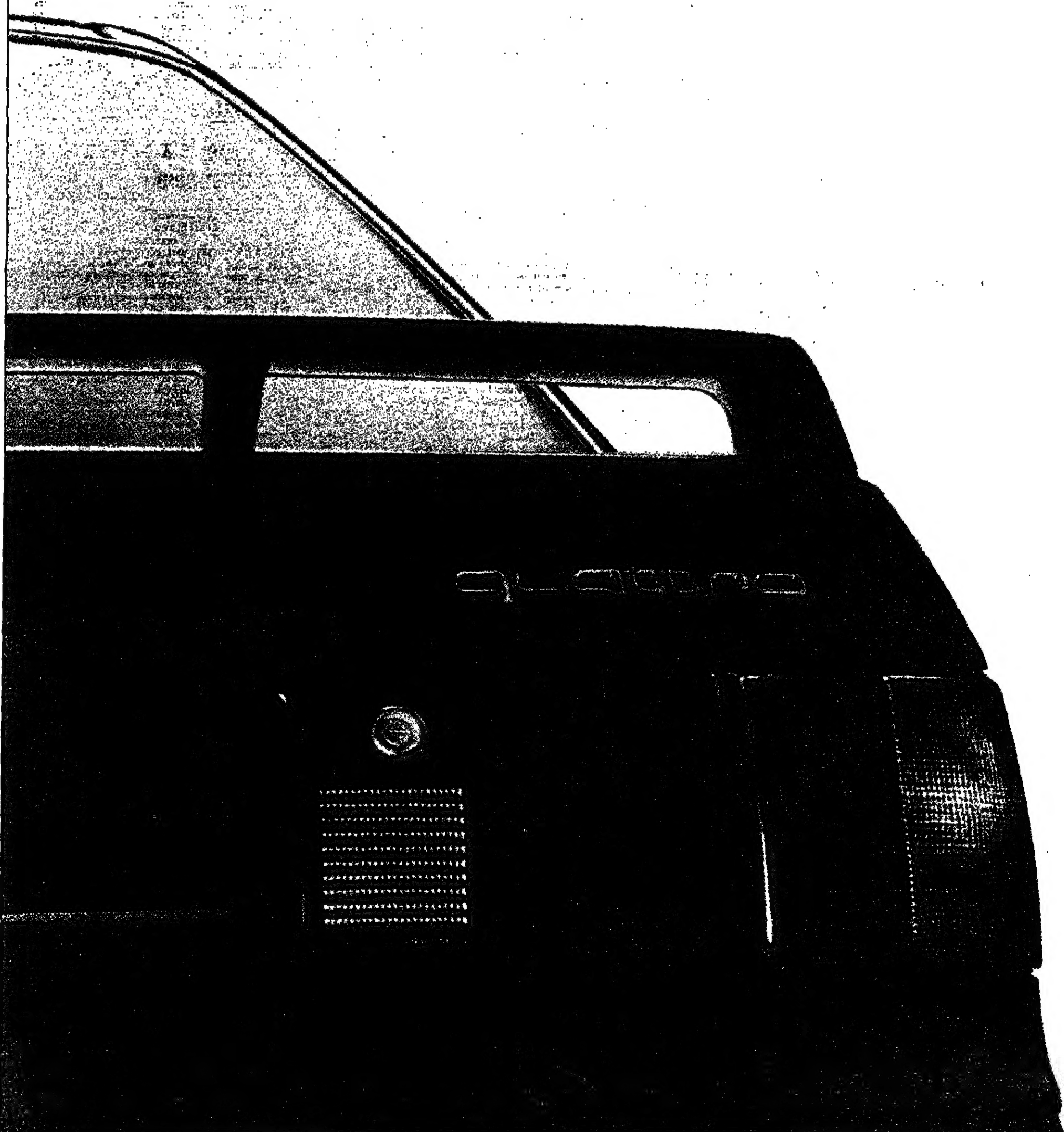
le verdict

Le verdict... (text continues in small columns)

ou appelle à comparaître
commission d'enquête

Dès 1977, toutes les Audi pouvaient déjà rouler à l'essence sans plomb. Alors, pour patienter, on a cherché dans une autre direction.

C'est ainsi que nous avons inventé en 1979 le système Quattro. Deux ans auparavant, toutes les Audi pouvaient déjà rouler à l'essence sans plomb. Et elles le peuvent toujours. Qu'elles soient ou non équipées de pot catalytique, et nous ne parlons pas seulement du super sans plomb 98 Ron, mais aussi (après une éventuelle correction du point d'allumage effectuée par votre concessionnaire V.A.G.) de l'Euro Super 95 - le moins cher des super-carburants. Une preuve supplémentaire, si besoin en était, que l'avance technologique est toujours payante.



DOB NEEDHAM

Afrique

ALGÉRIE : la visite de M. Pierre Bérégovoy

Paris va inciter les entreprises françaises à investir sur place

ALGER
de notre correspondant

M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, chargé de l'économie, du budget et des finances, a regagné Paris, vendredi 28 juillet, au terme d'une visite de quarante-huit heures en Algérie. Le ministre français a eu un entretien d'une heure et demie avec le président Chadli, qui a évoqué les perspectives ouvertes par l'unité du Maghreb et les relations de l'Union du Maghreb arabe (UMA) avec la CEE. Sur des « problèmes plus spécifiques » : les relations Tchad-Libye, le Liban, le président Chadli n'a donné d'utiles informations que le communiqué au président Mitterrand et au gouvernement français, a déclaré M. Bérégovoy au cours d'une conférence de presse.

« La France souhaite fortifier ses relations avec l'Algérie », a-t-il dit, car « nous avons des intérêts communs et réciproques ». Les relations que « l'histoire a forgées entre nos deux pays exigent de notre part un effort de solidarité », a-t-il estimé, expliquant que la France voulait « concourir au développement de l'Algérie ». Le ministre d'Etat a insisté, à plusieurs reprises, sur la nécessité « d'un développement [qui est la] réponse à l'endettement », indiquant que M. Kasdi Merbah avait lui-même plaidé pour « le droit à la croissance ». A propos de l'endettement, M. Bérégovoy a rappelé la spécificité de l'Algérie, pays à revenu intermédiaire qui n'est pas

dans la situation de ceux qui demandent une réduction de leur dette sous l'égide du FMI.

« Nous nous retrouverons, le ministre algérien des finances, M. Stal Ahmed Ghazali, et moi, à Washington lors des réunions monétaires. Nous avons évoqué ce que nous dirons », a indiqué M. Bérégovoy, car « si le sommet de Paris a marqué un progrès dans la façon de traiter le problème de la dette de ces pays à revenu intermédiaire, beaucoup de choses restent à faire et à dire. Et nous nous rapprochons pour essayer de les dire ensemble devant la communauté financière internationale ».

Un milliard de francs

M. Bérégovoy a fait le point avec ses interlocuteurs sur la « réalisation des protocoles financiers signés avec l'Algérie et sur la ligne de crédit » qui a été ouverte (1). En ce qui concerne le protocole gouvernemental, les deux premières lettres d'imputation ont été signées mardi. Elles concernent des accords entre la société algérienne Sonelgaz et la CG2E-Alstom pour 130 millions de francs d'une part, et sur un accord AMC-Télécom, d'autre part, pour 70 millions. Quant à la ligne de crédit proprement dite, quelque 700 millions de francs ont dû être déjà décaissés. Le ministre français a indiqué qu'un accord était

intervenu pour porter cette ligne de crédit revolving de 3 milliards à 4 milliards de francs.

M. Bérégovoy a annoncé qu'un accord de principe était conclu entre l'Algérie et le secteur bancaire français sur l'ouverture d'un nouveau crédit. Les banques, selon le ministre, envisageraient la possibilité d'accorder un milliard de francs dont les deux tiers en crédit *stand by* pour faire face aux échéances, et le reste en « argent frais ». L'Algérie, qui traverse une période difficile, désire obtenir le double. « Je souhaite qu'un accord intervienne à hauteur des espérances algériennes », a affirmé M. Bérégovoy, pour qui l'Algérie continue d'avoir « une signature tout à fait reconnue ».

M. Bérégovoy, puis son collègue, M. Ghazali, ont, tour à tour, indiqué qu'il était « indispensable » que les contentieux qui opposent des entreprises françaises à l'Etat algérien soient réglés « d'ici à la fin de l'année ». Il s'agit d'un « facteur de développement des relations entre nos deux pays », a dit M. Bérégovoy, qui y voit « un encouragement pour les entreprises à investir en participant à des sociétés d'économie mixte, voire en s'implantant sur le territoire algérien ».

Le ministre français a souligné que M. Ghazali avait donné son accord pour que des banques françaises puissent ouvrir des bureaux de représentation en Algérie. M. Bérégovoy a estimé que ces

bureaux pourraient être opérationnels dans « les semaines qui viennent ». Des assurances avaient été données en juin, par les autorités algériennes, à la Société générale puis à la BNP, qui avaient manifesté leur désir d'installer des antennes en Algérie. C'est la première fois, en tout cas, que le sujet est abordé officiellement.

Tout en refusant de comparer la loi algérienne de 1982 sur les sociétés d'économie mixte et celle qui devrait être votée prochainement par l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Bérégovoy a affirmé qu'il inciterait dès la promulgation de la nouvelle loi « les entreprises françaises à venir investir en Algérie ». « Je considère, a-t-il dit, que la solution au problème de l'équilibre des échanges de l'Algérie avec le reste du monde repose sur son développement », d'une part, et que, d'autre part, « les 100 millions d'habitants qui comptent le Maghreb en l'an 2000 constitueront un marché important ». Dans cette perspective, a-t-il conclu, « il est de l'intérêt de la France et de l'Algérie, de l'UMA et de la CEE de développer les échanges autour de la Méditerranée occidentale. C'est un facteur de stabilité, de paix et de concorde pour la Méditerranée tout entière ».

FREDERIC FRITSCHER.

(1) L'accord signé le 8 janvier dernier concerne une aide de 4 milliards de francs d'une part et une ligne de crédit de 3 milliards d'autre part. Le protocole prévoit que l'aide financière sera versée à l'Algérie en deux tranches de 2 milliards chacune, en 1989 et 1990.

L'adoption d'un nouveau code de l'information

La presse écrite et les moyens audiovisuels algériens resteront sous la coupe de l'Etat

ALGER
de notre correspondant

Après avoir voté la loi sur les associations à caractère politique puis le code électoral, les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté, mercredi 26 juillet, un nouveau code de l'information qui remplace celui en vigueur depuis 1982. Le projet de loi a fait couler beaucoup d'encre, en même temps qu'il a déchaîné les passions dans le microcosme des journalistes algériens soucieux d'obtenir que les titres existants de la presse écrite restent « un service public ». La loi n'a pas tranché à ce sujet. La commission spécialisée de l'APN a proposé un amendement disant que « les formes juridi-

ques, les modes de gestion et les modalités de concession des organes et des entreprises d'information écrite actuels seront régis par une loi spécifique ». Les journaux restent donc sous la coupe de l'Etat, au moins jusqu'à la promulgation de cette future « loi spécifique ».

Le texte adopté, qui comporte cent quarante-deux articles, a fait l'objet de soixante et une propositions d'amendements, dont les principales touchent à « l'utilisation de la langue nationale », au respect des « valeurs arabico-musulmanes » et à la composition du « Conseil national de l'information et de la communication », où deux journalistes élus siègeront finalement auprès des trois membres désignés par le président de la République, des trois autres

nommés par le président de l'APN et d'un magistrat désigné par la Cour suprême.

Priorité à l'arabe

Les journalistes pourront s'associer en coopératives ou sociétés de rédacteurs et éditer des publications. Ils pourront également participer à la gestion de l'information au sein de leurs organes, à travers les comités de rédaction que l'article 73 de la loi rend obligatoires.

Les partis politiques peuvent posséder, diriger, contrôler autant de journaux qu'ils le souhaitent. A condition que ceux-ci soient publiés en arabe. Car la loi énonce clairement que toute publication nouvelle sera obligatoirement éditée en langue nationale exclusivement. Toutefois, des publications périodiques destinées à la distribution internationale ou spécialisées pourront être éditées en « langue étrangère ». Le ministre de l'Information, M. Mohamed Ali-Ammar, est monté au créneau pour tenter de sensibiliser les députés au problème des lecteurs francophones, qui seront irrémédiablement pénalisés. Mais l'amendement qu'il proposait afin d'étendre le champ des publications en « langue étrangère » fut rejeté par 93 voix contre 81.

Cette rigidité des députés soulève un autre problème. Dans la loi sur les associations à caractère politique qu'ils ont eux-mêmes votée, il y a quelques semaines, l'article 38 autorise la création de journaux en « langue étrangère ». Qui tranchera cette épineuse question de compatibilité ? « Est-ce le Conseil constitutionnel ? », s'interroge El Moudjahid.

La nouvelle loi consacre le monopole de l'Etat sur la télévision et la radio, la distribution cinématographique, l'importation et la diffusion des journaux étrangers. Elle comporte un arsenal d'une quarantaine d'articles répressifs afin de « préserver l'objectivité et l'éthique », mais qui pourraient pour certains d'entre eux « limiter le libre exercice du métier de journaliste », estime El Moudjahid. Le quotidien précise que certains députés ont même proposé de nouvelles dispositions pénales comme « l'emprisonnement d'un à deux ans pour tout article blasphématoire pour l'islam ou les autres religions révélées, contraire aux valeurs nationales ou de nature à nuire aux intérêts de l'Etat ». Le droit de réponse est garanti par une quinzaine d'articles spécifiques, et la clause de conscience est reconnue aux journalistes.

F. F.

SOMALIE

Pillages et massacres à Mogadiscio

NAIROBI
correspondance

Selon des voyageurs en provenance de Mogadiscio, des milices « armées par le gouvernement » continueraient à faire régner la terreur parmi les habitants de la capitale, en particulier parmi la population d'origine isaaq. Dans le quartier de Hodan, des « massacres » auraient lieu « chaque nuit » accompagnés de « vols » et de « pillages ». Les isaaq – environ 1 500 à 2 000 personnes à Mogadiscio – sont originaires du nord de la Somalie et forment le gros des troupes du Mouvement national somalien (MNS) opposés au régime du président Siad Barre. Les isaaq seraient désormais « interdits de sortie » de la capitale somalienne. D'autres, notamment les Hawiye, continueraient à fuir quotidiennement Mogadiscio pour éviter les rafles. Près de deux mille personnes auraient été

arrêtées depuis l'émancipation sanglante du 14 juillet.

Les pénuries – eau, carburant, coupures d'électricité – se seraient aggravées durant ces dernières semaines et la nourriture commencerait à manquer, y compris au marché noir. « Des commerçants de Mogadiscio ont même monté une filière qui leur permet de s'approvisionner... en Éthiopie : on vole la nourriture dans les camps de réfugiés et on la revend ici », affirme un homme d'affaires somalien, en exil à Nairobi.

La situation semble plus dramatique encore dans le nord du pays, où des soldats de l'armée régulière « meurent de faim ». Au Sud dans la région de Berbera, on signale la mise à sac d'un entrepôt du Programme alimentaire mondial (PAM) par la population civile affamée.

CATHERINE SIMON.

EN BREF

● **ETHIOPIE** : visite de M. Jimmy Carter. L'ancien président américain, M. Jimmy Carter, a confirmé, jeudi 27 juillet, à Addis-Abeba qu'il était prêt à jouer un rôle dans la recherche d'un règlement pacifique aux conflits du Tigré et de l'Erythrée, après s'être entretenu avec le président éthiopien, M. Mengistu Haile Mariam. A son avis « le président Mengistu, les Erythréens et les dirigeants du groupe tigréen sont tous très impatients de voir des discussions de paix s'engager et des progrès effectués. Il y a un désir mutuel pour la paix ». Les problèmes existent toujours, a ajouté M. Carter, estimant, cependant, que les deux parties « comprendront que les concessions coûtent moins cher que la poursuite de la guerre ». Le gouvernement et la guérilla devront, selon lui, faire preuve d'un degré de

flexibilité « qui n'a pas encore été atteint ». — (AFP)

● **MAROC** : « évasion » d'un détenu en grève de la faim. — Un détenu marocain en grève de la faim, Moulay Pehar Douraidi, vingt-trois ans, condamné à quinze ans de réclusion au Maroc pour avoir participé à des manifestations contre la vie chère en 1984, a brièvement disparu de l'hôpital Averroès de Casablanca, où il était nourri de force, avant d'être repris à Marrakech il y a quelques jours, indique l'Association pour les victimes de la répression (AVRE). Celle-ci juge « inconcevable qu'il ait pu s'enfuir » de l'hôpital Averroès et estime que cette « évasion » pourrait bien être en fait « une mise en scène destinée à attirer un nouveau crédit à son dossier ». — (AFP)

Asie

PHILIPPINES

Arrêtés à Manille, M. Ocampo et M^{re} Malay représentaient l'aile modérée de l'insurrection communiste

MANILLE
correspondance

Après l'arrestation de deux dirigeants communistes de haut rang, l'armée philippine et M^{re} Aquino jubilent. Ce sont deux des chefs les plus connus et les plus populaires – M. Saturnino Ocampo et son épouse Carolina Malay – qui ont été pris jeudi 27 juillet à la suite d'une opération policière. Les prisonniers ont été présentés sur toutes les chaînes de télévision comme preuve de l'efficacité retrouvée des forces de l'ordre.

Quelques jours auparavant, l'armée avait augmenté la prime attachée à la quarantaine de dirigeants les plus importants du Parti communiste philippin (PCP) et de son bras armé, la Nouvelle armée du peuple (NAP). Pour les militaires, ces « bons coups de file » tiennent autant de la « motivation financière » de l'informateur anonyme qu'à « l'état de décomposition et de désorganisation » qui affecterait, selon eux, le mouvement insurgé.

En fait, M. Ocampo, Ocampo, considéré comme responsable du comité exécutif et membre du bureau politique (M^{re} Malay serait membre du comité central) n'est pas à sa première arrestation. Ancien journaliste, il fut pris une première fois en 1976 et brièvement torturé. Autorisé dix ans plus tard à aller voter aux élections professionnelles du club de la presse, il s'absente aux toilettes et s'évade.

Revenu dans le mouvement, M. Ocampo ne devait apparaître à la direction que bien plus tard, après l'arrestation du fondateur du PCP, M. José Maria Sison, aujourd'hui en exil aux Pays-Bas. Bien que le PCP ait toujours démenti l'existence de factions, M. Ocampo représentait un courant « modéré ». Il faisait contrepoids à l'influence « maoïste ».

Purges et « champs de la mort »

Personnages chaleureux, M. Ocampo et sa femme (diplômée d'une université laïque) étaient les deux figures les plus « acceptables » du mouvement insurgé. Ils auraient pourtant perdu de l'influence, depuis l'émission d'un numéro n° 1 de la NAP, M. Romulo Kintanar. Depuis quelques temps, on estime que la tendance dure a repris son ascendant.

Dernièrement, après la découverte d'autres « champs de la mort » au sud de Manille où gisent les cadavres de membres « purgés » par leurs camarades qui les soupçonnaient d'être des « agents militaires infiltrés », M. Ocampo et M^{re} Malay étaient intervenus personnellement pour arrêter la machine meurtrière. Ils auraient aussi été à l'origine de la brève tentative du PCP d'assouplir son idéologie : pendant quelques mois, les références de routine « à la pensée de Mao » avaient disparu de la presse du parti. Leur réapparition, début 1989, semblait ainsi coïncider avec une reprise en main par les « orthodoxes ».

KIM GORDON-SATES.

CHINE

Pékin dénonce le complot des « forces réactionnaires du capitalisme international »

Après les discours musclés de M. Deng Xiaoping et le rapport du maire de Pékin sur la « contre-révolution » du printemps, Pékin a franchi un pas de plus dans sa remise en cause d'une décennie d'ouverture. Le 27 juillet, en effet, publié, jeudi 27 juillet, un long « mémorandum sur l'écrasement de la rébellion ». Les dix dernières années de paix ont en « comme résultat de faire perdre sa vigilance à la population ». Pendant ce temps, « les forces réactionnaires du capitalisme international ont accentué leurs efforts pour infiltrer, politiquement et idéologiquement, les pays socialistes, et les subvertir de l'intérieur en profitant de leurs difficultés passagères ».

Ce document dénonce une « évolution pacifique de la Chine vers le capitalisme », tout en reconnaissant qu'« un nombre considérable de gens se posent toujours des questions » sur le bien-fondé de la loi martiale et sur ses conséquences sur l'avenir de la Chine. Il faut donc

leur expliquer que le mouvement démocratique « est le résultat combiné du libéralisme bourgeois en Chine, de la tendance internationale pacifiste et de l'inconscience de certains dirigeants » du PC.

Contrairement à ce que suggèrent les gens bienveillants, l'issue tragique ne pouvait être évitée « par le dialogue et le compromis ». De toute façon, les étudiants n'auraient pas abandonné leur lutte « préméditée contre le PCC ». « Si Hu Yaobang (ex-secrétaire général du PCC) n'était pas mort le 13 avril, les étudiants auraient aussi bien choisi le Bicentenaire de la Révolution française ».

« Les forces de la réaction internationale », qui ont encouragé la tendance à la libéralisation dans les pays socialistes – ont profité de la politique d'ouverture de la Chine pour y répandre « l'individualisme et le mode de vie capitaliste afin de dissoudre le pilier idéologique du communisme », conclut ce document. — (AFP)

Océanie

Précampagne électorale en Australie

La Tasmanie vire au vert

fleurs aux funérailles de ses victimes !

Le nouveau chef, M. Peacock, dont la mission est de corriger la dérive droite impuissante par M. Howard, en particulier sur le terrain sensible de l'immigration, n'a pas la tâche aisée pour remonter le handicap : son image dans les sondages est aussi médiocre que celle de son prédécesseur.

Un scénario à l'allemande

Le spectacle offert par certains caciques du Parti national, la seconde composante du camp conservateur, est encore plus désastreux. Les conclusions d'une commission d'enquête viennent de révéler l'ampleur de la corruption qui a gangrené, des décennies durant, l'administration et la politique du Queensland, notamment sous le régime très personnel de Sir John Bjelke-Petersen, premier ministre de cet Etat entre 1968 et 1987 et digni-

taire du Parti national. Ce scandale a provoqué une crise de confiance dans l'opinion. Selon une enquête effectuée par le *Sydney Morning Herald* dans le Queensland, 80 % des personnes interrogées sont convaincues que leur police est corrompue.

C'est cette désaffection croissante à l'égard de l'establishment que les travaillistes, comme les conservateurs, devront combattre dans la perspective du prochain scrutin fédéral. Car le risque est grand de voir une frange de leur électorat – surtout les déçus du Labour – répondre aux sirènes d'une troisième force qui, depuis peu, avance ses pions sans crier gare : les écologistes.

La Tasmanie est le laboratoire d'une expérience qui, de l'avis de nombreux commentateurs, peut évoluer vers un scénario de type ouest-allemand. Fort des 20 % de suffrages recueillis lors des élections locales du 13 mai dernier, les Verts ont pris langue avec les travaillistes pour renverser le gouvernement libé-

ral, un cas de figure sans précédent ici.

Partie prenante de la nouvelle majorité parlementaire, sans participer au gouvernement, ils ont obtenu des engagements solennels en matière de protection de l'environnement, tels que le ralentissement de l'exploitation forestière et minière. Un tel compromis n'a pas été sans soulever des remous au sein de l'appareil travailliste où les syndicats orientent casse-cou en faisant les comptes des emplois créés.

Ce feuilletisme tasmannien a été suivi avec passion à l'échelle nationale où l'on n'exclut plus qu'une intrusion de ces trouble-fête de l'écologie impose une redistribution des cartes. Le ministre fédéral de l'environnement n'est pas le dernier à prédire ce glissement de terrain : « Il y a un changement d'opinion fondamentale, lance-t-il récemment, lors d'une convention du Labour, qui se déroulera en Tasmanie mois dans tout le pays. Les écologistes vont devenir une donnée permanente de notre paysage politique. » — (AFP)

FREDERIC BOBIN.

Société

Les propositions de réforme du statut des magistrats

Les réactions du ministère et des syndicats

Après la publication dans le Monde du document adressé par la direction des services judiciaires au garde des sceaux (le Monde du 28 juillet) faisant une liste précise de propositions pour réformer le Conseil supérieur de la magistrature et le statut des magistrats, le ministère de la Justice a précisé à l'Agence France-Presse que M. Pierre Arpaillange soulignait « se donner le temps de la réflexion » et « ne se sent pas lié par des propositions qui ne l'engagent pas ».

Contrairement à ce que laisse entendre le ministère de la Justice —

qui s'était refusé à tout commentaire avant la publication de ce texte — ce document interne n'a pas été rédigé par la commission permanente d'études comprenant des représentants de la Chancellerie et des syndicats de magistrats, puisque ceux-ci n'ont pas eu connaissance, mais par les services du ministère. M. Pierre Arpaillange, comme nous le précisons, n'avait pas encore donné son avis sur ces orientations, qui constituent à la Chancellerie la base de travail la plus élaborée jusqu'ici sur le sujet.

Le syndicat de la magistrature (gauche, 36,05 % aux dernières élections professionnelles) « prend acte de l'intention du garde des sceaux, depuis sa nomination, de doter la magistrature d'un statut garantissant son indépendance. Selon les déclarations officielles de la chancellerie, ce texte ne constitue pas son projet définitif. Nous rappelons qu'une véritable réforme passe par celle du Conseil supérieur de la magistrature, dans sa composition et ses attributions ; la reconnaissance du droit de grève ; une large dissociation du grade et de

l'emploi ; l'institution d'une véritable parité à la commission d'avancement ; un statut plus protecteur pour les magistrats du parquet. Une réforme par voie de loi organique associant sur ces bases essentielles le représentant du Syndicat de la magistrature ».

An contraire l'Union syndicale des magistrats (modérée, 51,58 % aux dernières élections) reste toujours favorable à une réforme constitutionnelle du Conseil supérieur de la magistrature, comme l'explique ci-dessous son secrétaire général.

POINT DE VUE

Echapper à l'Etat partisan

par JEAN-LUC SAURON
Juge d'instruction au TGI Pontoise, secrétaire général de l'USM.

Le général de Gaulle a dû lire une version expurgée de l'Esprit des lois, de Montesquieu, lorsqu'il a pensé la place du judiciaire dans la Constitution de la République. Ainsi la justice n'a obtenu que la portion congrue dans l'équilibre des pouvoirs.

Nos gouvernements actuels ont critiqué de tout temps cette conception et prévoyaient la démocratisation du Conseil supérieur de la magistrature et voulaient échapper à l'Etat partisan. Les orientations actuellement définies au ministère de la Justice, et sur lesquelles les

syndicats n'ont pas été consultés, paraissent bien peu ambitieuses et ne correspondent en rien aux engagements pris.

Ce projet ne coupe pas les liens entre l'exécutif (le président de la République) et la carrière des magistrats. Il laisse de côté les membres du parquet, dont le positionnement face aux gouvernements successifs est un sujet d'incompréhension croissante de la part de nos concitoyens. Il ne donne aucun moyen, ni matériel ni humain, pour assurer les nouvelles tâches qui lui seraient confiées.

Tout le monde s'accorde à dire que seule une réforme constitutionnelle pourrait fournir à la magistrature le cadre statutaire qui lui manque. Chacun se lamente sur la difficulté d'y parvenir, une telle démarche nécessitant la réunion de l'Assemblée nationale et du Sénat en congrès. Or, le 14 juillet 1989, François Mitterrand a fait part de son intention de mettre sur les rails une mission du Conseil constitutionnel par les citoyens. Ce projet passe forcément par la réunion (si difficile, si coûteuse) du congrès. Dès lors l'obstacle matériel est levé. Qui prendra au sein du Parlement la responsabilité de s'opposer à une réforme visant à garantir l'indépendance de la magistrature ? N'y aura-t-il pas des braves gens de gauche, des braves gens de droite ? (François Mitterrand le

14 juillet 1989) pour voter un tel texte ?

Ne devrait-on pas saisir l'occasion de débattre publiquement et complètement non seulement de l'indépendance de la magistrature, mais de la place de la justice au sein de la France de 1989.

Jules Simon, le président du conseil, lors du débat de la loi du 30 août 1883 portant réforme de l'institution judiciaire, proposait d'intituler ce texte « Réforme pour faire sortir de la magistrature les magistrats dont les opinions ne sont pas conformes aux nôtres ». Un siècle plus tard, nos politiques cesseraient-ils toujours le même projet ?

Une inculpation nouvelle aux Etats-Unis

Le crime informatique

Le crime dont est accusé un étudiant américain de l'université de Cornell à Syracuse (Etat de New-York) est d'un type nouveau : informatique. Après de longs mois de débats, le département de la justice vient en effet de décider de poursuivre pour crime (et non pour délit) l'inventeur de l'un des « virus » informatiques les plus ravageurs de ces dernières années, Robert T. Morris, vingt-quatre ans, est la première personne poursuivie aux Etats-Unis pour violation d'un article de la loi de 1986 sur la fraude informatique.

En novembre 1988, l'étudiant avait provoqué une véritable épidémie, paralysant des milliers d'ordinateurs sur le territoire américain. Parmi ceux-ci, des fichiers appartenant à la NASA, à certaines bases militaires ou

encore au Massachusetts Institute of Technology (MIT). Sans causer de véritables destructions, le virus avait surtout ralenti et saturé les réseaux informatiques. Et semé une grande peur chez les programmeurs et informaticiens.

A l'époque, Robert Morris avait argué de sa bonne foi : selon lui, c'est une erreur de programmation qui avait abouti à la propagation incontrôlée du « virus ». L'accusation quant à elle porte d'acte « intentionnel et sans autorisation » et affirme que les pertes occasionnées sont supérieures à 1 000 dollars. Suspendu pour un an de l'université, le jeune pirate encourt une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans de prison et une amende de 250 000 dollars.

● **Mise en liberté d'Adnan Khashoggi.** — L'homme d'affaires saoudien Adnan Khashoggi, incarcéré à la prison de New-York depuis son extradition de Suisse vers les Etats-Unis le 20 juillet, a été remis en liberté jeudi 27 juillet après avoir payé une caution de 10 millions de dollars et accepté de porter un bracelet électronique permettant aux policiers de contrôler ses allées et venues. Le financier saoudien a quitté sa cellule pour gagner immédiatement une résidence construite de ses anciens appartements rénovés en un seul dans un immeuble bâti par Aristote Onassis.

● **Traffic de faux papiers à Perpignan :** un fonctionnaire inculpé. — Un fonctionnaire, adjoint au chef du service des étrangers à la préfecture des Pyrénées-Orientales, M. Marcel Jambert, a été inculpé de « révélation de faux documents » et incarcéré. Il y a quelques jours à Perpignan, il s'était rendu, selon l'enquête de la police, que le fonctionnaire délivrait depuis six mois et contre des sommes pouvant atteindre plusieurs milliers de francs, des cartes de séjour irrégulières, notamment à des ressortissants turcs. Une seconde personne, M. Jacques Said Sedaghat, conseiller d'entreprise, a été inculpée de « corruption de fonctionnaire » et également écrouée.

FAITS DIVERS

L'explosion d'un colis piégé au centre de tri postal de Marseille

Les enquêteurs penchent pour la thèse d'une affaire de droit commun

MARSEILLE
de notre correspondant

Les premiers éléments de l'enquête sur la nature du colis piégé dont l'explosion, jeudi matin 27 juillet, a provoqué la mort, au centre de tri postal de Marseille, d'un fonctionnaire, Noël Guérin, quarante-deux ans, et blessé grièvement deux autres postiers, MM. Barthélémy Frau et Bruno Rivière, ont permis aux policiers du SRPJ de Marseille, d'écarter l'hypothèse d'un attentat terroriste. En effet, si les enquêteurs laissent à la police scientifique le soin de déterminer la nature de l'explosif, ils ont pu établir qu'il s'agissait d'un colis en transit provenant de la région nicoise et à destination d'un commerçant espagnol, vraisemblablement visé par cet envoi piégé.

Les policiers s'orientent plutôt vers la thèse d'un règlement de comptes et d'une pure affaire de

droit commun. L'explosion, qui s'est produite au sixième étage — section colis étrangers — du centre de tri postal, où travaillent chaque jour trois cents personnes et par où transitent quotidiennement 6 000 sacs contenant entre quatre et quinze paquets, ne visait donc pas directement les services postaux.

Ce qui, bien évidemment, n'empêche rien à la gravité de l'affaire, qui a provoqué une intense émotion tant parmi les salariés des PTT marseillais que dans l'ensemble des organisations syndicales. M. Paul Quilès, ministre des postes et télécommunications, s'est rendu, jeudi après-midi, à Marseille, pour s'incliner devant la dépouille de Noël Guérin et présenter, au nom du gouvernement, ses condoléances à la famille de la victime. Il a été ensuite reçu au chevet des deux postiers blessés.

A l'hôpital de la Timone, il a rendu visite à M. Barthélémy Frau,

le plus grièvement atteint, victime d'un traumatisme crânien et de graves brûlures aux avant-bras, puis a rencontré, à l'hôpital Nord, M. Bruno Rivière, soupé lui aussi pour un traumatisme crânien et une plaie artérielle.

Le ministre des PTT a indiqué qu'il avait demandé un audit sur la sécurité dans les postes du département des Bouches-du-Rhône, audit qui sera confié au service national de la sécurité de la direction générale des postes. M. Paul Quilès a précisé que les organisations syndicales seraient entendues dans le cadre de cet audit qui devrait permettre de formuler « des propositions suivies de décisions visant à assurer la sécurité des postiers et des usagers ».

De leur côté, les différentes fédérations syndicales des PTT ont vivement réagi après l'explosion criminelle de jeudi. La fédération CGT a ainsi organisé une manifestation qui a réuni plusieurs centaines d'agents en fin de matinée devant la préfecture de Marseille, tandis que de nombreux bureaux de poste ont été fermés spontanément tout ou partie de la journée à Marseille. La CGT-Poste, dont Noël Guérin, l'employé tué, était délégué, a publié un communiqué précisant que « par ces actions le personnel entend exiger que l'administration fasse ce qu'elle doit faire pour la sécurité des agents. Ne pas mourir au travail, s'opposer à la dégradation des conditions de travail, c'est un droit ». Elle a exigé « des pouvoirs publics que soit assurée la sécurité des postiers et de l'ensemble de la population ». Enfin les fédérations FO et CFDT ont publié des communiqués allant dans le même sens et demandant au ministère de « garantir la sécurité des personnels ».

JEAN CONTRUCCI

A Toulon

Une femme dans le coma après une intervention de chirurgie esthétique

Depuis le 26 avril, M^{me} Catherine Esvan, une Toulonnaise de trente-huit ans, est dans un coma profond à la suite d'un accident anesthésique survenu au cours d'une banale opération de chirurgie esthétique visant à faire disparaître une disgrâceuse « culotte de cheval ».

TOULON

de notre correspondant

Comme tant d'autres patientes, M^{me} Esvan a été séduite par une publicité vantant la « liposculpture » comme étant « la seule manière pour mincir à fond sans hospitalisation, sans anesthésie générale ». Le 25 avril dernier, elle se rend au siège de l'AMV (Association Minceur et Vitalité), à Toulon, pour se renseigner sur la méthode miracle. Une hôtesse, après quelques questions et un examen sommaire, certifie à cette femme qu'elle aura changé de silhouette pour le mariage de sa fille Patricia prévu pour le 29 juillet.

Elle pourra être opérée, « sans douleur, par un médecin spécialiste de la micro-chirurgie », dont le cabinet, par bonheur, jouxte les locaux de l'AMV.

Sans tarder, M^{me} Catherine Esvan rencontre le docteur Jean-Charles Laurent, qui l'assure qu'avec 8 kilos de moins cette femme modeste, mesurant 1,70 mètre et pesant 70 kilos, sera métamorphosée en vingt-quatre heures. Coût de l'opération fixé au lendemain : 10 000 francs.

Munie d'une ordonnance comportant des médicaments nécessaires à l'anesthésie, des sédatifs et autres comprimés, M^{me} Esvan quitte le cabinet, rassurée par la série de titres énumérés sous le nom du médecin : sexologie, thérapie

manuelle, médecine physique, mésothérapie, laser, médecine esthétique. Le lendemain à 9 h 30, elle franchit à nouveau la porte du cabinet. Sa fille, qui l'accompagne, décide de l'attendre chez une tante qui habite en face. Vers 11 heures, des sirènes attirent l'attention de Patricia. Des véhicules des pompiers et des services médicaux d'urgence sont arrêtés devant le siège de l'AMV. Présentant le pire, la fille de M^{me} Esvan se précipite dans la rue. Sa mère, sans connaissance, est emportée sur un brancard.

Le docteur Laurent auquel elle demande ce qui s'est passé lui répond affolé : « Elle a eu un malaise. J'ai tenté de la ramener durant vingt minutes. Sans succès. Mais ne vous inquiétez pas. On l'a conduite à l'hôpital. Tout va s'arranger ».

Au centre hospitalier de Brunet (Toulon), les médecins diagnostiquent un « coma de stade 3 dû à un arrêt cardio-circulatoire par anesthésie ». Elle est placée en réanimation puis transférée à l'hôpital Sainte-Marguerite à Marseille, au service de neuro-chirurgie du professeur Pellet, où son état est toujours jugé critique.

Cette affaire a jeté la consternation dans le milieu médical toulonnais, où bon nombre de praticiens, soucieux de réputation, avaient attiré l'attention du conseil de l'Ordre des médecins sur les rapports de dépendance existant entre l'AMV (association sans but lucratif de type loi de 1901) et le docteur Laurent.

Certains s'étonnent que le praticien, contre toutes normes chirurgicales et opératoires, ait pu pratiquer plusieurs dizaines d'interventions dans son cabinet, à même sa table d'examen, sans le contrôle d'un médecin anesthésiste. Opération légitime la « liposuction » reste un acte chirurgical délicat nécessitant un bilan de santé complet, une prise en charge pré et post-opératoire en milieu hospitalier, comme c'est généralement le cas.

Le conseil alerté

Particulièrement gêné, le conseil départemental de l'Ordre des médecins reconnaît avoir été saisi de plusieurs plaintes émanant d'anciennes patientes du docteur Laurent, qui s'élevaient dans cette assemblée avant d'avoir fait l'objet d'une suspension de six mois, suite à une affaire — toujours en cours — dans laquelle la Sécurité sociale lui reproche des « erreurs » dans la notation d'actes médicaux et un non-respect de certaines nomenclatures. Un appel rendant suspensive cette mesure permettrait au docteur Laurent de poursuivre son exercice médical.

En attendant les résultats de l'enquête diligentée par le parquet après un dépôt de plainte avec constitution de partie civile par M. Esvan, l'Ordre départemental des médecins est à présent catégorique : « S'il est établi que le médecin a commis une faute déontologique contraire à l'éthique ou une faute professionnelle, il fera l'objet d'une sanction, qui peut aller du blâme à la radiation à vie ».

On peut toutefois s'étonner de l'attentisme de ce conseil, alerté à de nombreuses reprises par d'autres praticiens. Si du point de vue déontologique le docteur Laurent avait tout latente et responsabilité pour des interventions, même précieuses, en revanche la collusion entre l'AMV et le praticien serait illicite.

A ce sujet le conseil de l'Ordre avait alerté la DASS (Direction des affaires sanitaires et sociales), qui, très administrativement, il y a trois ans, comme en avril dernier, n'avait pu « apporter la preuve matérielle que ces actes médicaux étaient effectués dans le cadre des activités et des locaux de l'AMV ». Un conseil sépare le bureau de l'association de cet ancien garage transformé en cabinet médical... « Mais on nous a certifié que cette porte était fermée à clé et qu'il n'y avait pas possible de franchir. Nos ne pouvions aller plus loin », certifie le docteur Mégnier, médecin inspecteur de la DASS, qui laisse entendre que « tous de même l'Ordre des médecins avait dans un rapport que nous lui avons transmis en juillet, des éléments d'appréciation qui auraient pu l'alerter ».

Tardivement malgré tout, quand on sait que ces pratiques existent depuis plus de trois ans, et que, sur le réseau minitel de l'AMV entre conseils de beauté, messageries de l'esthétique et du sexe, on trouve toujours que « la quasi-totalité des patientes peut reprendre le travail dans les quarante-huit heures » suivant cette opération grâce à laquelle « depuis un an, 90 % des lipodystrophies vues à l'AMV ont été réduites par une méthode d'aspiration totalement ambulatoire grâce à une anesthésie locale bien dosée parfaitement efficace ».

JOSÉ LENZINI

La technique de la liposuction

Lancée en 1977 par le docteur Yves Gérard Ilouz, la liposuction est une technique permettant d'éliminer, des zones grasses localisées et de plus ou moins grande importance, par aspiration. L'opération s'effectue par voie sous-cutanée après une légère incision de la peau et au moyen de canules de quelques millimètres de diamètre.

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voir notice)
2 semaines	90 F	180 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	160 F	281 F
2 mois	280 F	482 F
3 mois	385 F	700 F

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-88-72

« LE MONDE » ABONNEMENTS
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____

du _____ au _____

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES : NOM _____ PRÉNOM _____

N° _____ RUE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____

● VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) _____

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

Dans la Loire-Atlantique

Du plomb pour deux serins

Eddy Chauvet a construit une volière. Mais elle était désespérément vide. Alors ce jeune homme de vingt-deux ans a cru trouver le bon sens filaire pour se procurer un couple de serins. Mercredi 26 juillet, vers 1 h 30, il s'est rendu avec un ami à Saint-Herblain, une banlieue de Nantes.

Quand, dans son sommeil, Georges Lucas, un retraité de soixante ans, a entendu du bruit, il a tout de suite pensé à la volière qui jouxte son pavillon. Il a aperçu une ombre sur le toit de l'annexe et s'est précipité : « J'ai pris ma carabine, et j'ai fait feu à 6 ou 7 mètres. Puis je suis retourné

me coucher, après avoir vu l'ombre s'enfuir », a-t-il confié aux policiers. Ce n'était pas la première fois que des voleurs s'en prenaient à ses oiseaux.

Pendant que son ami s'enfuit, Eddy Chauvet parvient à rejoindre la route, où il s'écroule. Le thorax perforé par une cartouche de plomb, Admis au service de soins intensifs au CHU de Nantes, il est dans un état grave et les médecins réservent leur diagnostic.

Georges Lucas a été inculpé de « coups et blessures volontaires » et incarcéré, jeudi 27.

مكتبة الأناضول

Société

Trois points de vue sur le carmel d'Auschwitz

Juifs-catholiques : le fossé

Les relations entre juifs et catholiques sont au plus bas en raison du non-respect par l'Eglise catholique polonaise des accords signés à Genève en vue du transfert du carmel polonais du camp d'Auschwitz, qui aurait dû être achevé le 22 juillet dernier. Le cardinal Decourtray a pris acte récemment, avec regret, de ce nouveau retard. Son partenaire juif dans la négociation ouverte sur le sujet il

y a trois ans, M^r Théo Klein, a souhaité, de son côté, une suspension de toutes les relations officielles entre juifs et catholiques (le Monde du 18 juillet et daté 23-24 juillet).

De retour d'Auschwitz, où il a accompagné le 24 juillet un pèlerinage d'anciens déportés juifs de France, le grand rabbin René-Samuel Sirat, l'un des négociateurs de Genève, expli-

que les raisons du silence que réclament, comme seule manifestation de souvenir, les communautés juives du monde entier mobilisées par cette affaire. De son côté, le Père Jean Dujardin, secrétaire du comité épiscopal français pour les relations avec le judaïsme, explique le conflit d'urgence entre la nécessité pour les catholiques de quitter au plus vite les lieux et la lenteur requise, dans un pays

comme la Pologne, pour la prise de conscience de la dimension symbolique d'Auschwitz. Enfin, Patrick-Pierre Kaltenbach, président des Associations familiales protestantes, et Emile Malet, directeur de Passages, regrettent le bruit fait par les uns et les autres, pour des raisons différentes, autour du carmel et demandent que l'Eglise n'essaie pas d'« évangéliser » Auschwitz.

Respecter la douleur à l'état pur

par René-Samuel Sirat
Ancien grand rabbin de France.
Grand rabbin du Consistoire central

FORCE est de déplorer et de condamner le manque de respect à la parole donnée, puisque les catholiques occupent encore le bâtiment du vieux théâtre d'Auschwitz et qu'une immense croix (qui, en vertu des accords de Genève), n'aurait jamais dû se trouver là) est toujours dressée devant le carmel et étend son ombre sur tout le camp d'Auschwitz-Birkenau.

Nous pensons en ce moment à la prophétie de Jérémie (VII, 32) : « Voici que des jours viendront, oracle du Seigneur, où l'on ne nommera plus cet endroit le « Tophet » (lieu où l'on brûlait des enfants vivants en l'honneur du Moloch), ou la vallée de la Géhenne, mais la vallée de la Tuerie. » Au milieu du vingtième siècle, « la vallée de la Tuerie » a pour symbole définitif pour les siècles à venir, Auschwitz. On y a brûlé des enfants juifs par centaines de milliers à l'industrialisme moderne — le nazisme — qui a pris naissance sur une terre chrétienne.

On y a mis en œuvre les méthodes les plus barbares pour asphyxier, brûler, assassiner 3 685 chrétiens en majorité polonais, 1 063 prisonniers de guerre soviétiques, 6 430 Tziganes et 1 315 000 juifs. Nos frères ont subi le martyre pour le seul crime

d'être nés juifs et de rester fidèles — pour la quasi-totalité d'entre eux — malgré les vicissitudes d'une histoire tragique entre toutes, à la foi de leurs patriarches.

Cette « vallée de la Tuerie », Auschwitz, a été le lieu où cette destruction fut rendue possible par le silence de Dieu et des hommes. Au silence de Dieu, à cette indifférence coupable des hommes, ne peut répondre que le silence des survivants. Prier aujourd'hui à Auschwitz revient à banaliser le mal absolu, à relativiser la crime contre l'homme qui y fut perpétré.

Persone au monde n'a le droit de transformer en lieu de prière un endroit où fut pratiquée l'idolâtrie la plus épouvantable, celle où l'homme, proclamant la mort de Dieu, se divinisait lui-même et réduisait d'autres créatures humaines à l'état d'objet, de non-personne. Ces prières requerraient d'être, selon l'expression biblique, une « abomination » (Proverbes, XXVIII, 9). Auschwitz doit absolument redevenir un lieu de silence absolu, de non-prière, de non-parole, témoignage du paroxysme de l'horreur.

C'est cette attitude de respect de la douleur à l'état pur, qui ne saurait être atténuée d'aucune manière, fut-ce par la prière ou l'étude, que le christianisme d'après-guerre a comprise et admise. Cette humilité face à la souffrance du peuple juif a permis

les remarquables avancées du dialogue judéo-chrétien après la conférence de Seelisberg en 1947.

Retour

au temps du mépris ?

La rupture, à l'heure actuelle du moins, des engagements pris à conduit à un « gel » du dialogue judéo-catholique. Cette attitude, si les accords n'étaient pas immédiatement appliqués, donnerait raison à ceux qui, dans l'Eglise, n'ont jamais admis le bien-fondé de la thèse juive sur la Shoah, et permettrait à certains membres de notre communauté d'affirmer que l'Eglise, après une courte période de repentance, retourne aux errements anciens du « temps du mépris ».

Les catholiques sont-elles conscientes de la gravité de leur acte et des conséquences dramatiques qu'il entraîne, en refusant d'honorer la parole donnée en leur nom ? Peuvent-elles refuser à d'anciens déportés juifs qui ont tant souffert dans leur chair, dans leur esprit, dans leurs sentiments familiaux, le droit absolu au respect de leurs convictions : laisser à tout jamais en l'état la « Vallée de la Tuerie » ? Ces interrogations confèrent sa plénitude de sens au pèlerinage d'aujourd'hui sur ce lieu de souffrance, de mort et de déshérence. Faisons nôtre tout ensemble la parole du psalmiste : « Pour toi, Seigneur, le silence seul est prière » (Psaumes, LXXV, 2).

Un lien entre la Shoah et le martyre polonais

par le Père Jean Dujardin
prêtre de l'Oratoire,
secrétaire du Comité
épiscopal français
pour les relations avec le judaïsme.

La terre d'Auschwitz appartient au peuple juif à un titre très particulier. Elle a recueilli ses morts. C'est le plus grand cimetière de son histoire. Quelle que soit la gravité extrême de la souffrance de tous les hommes assassinés en ce lieu — qui oserait d'ailleurs établir une hiérarchie des souffrances devant la mort ? — nous avons à reconnaître le caractère unique de la Shoah. Que signifie une telle perversion ? De quelle abîme surgit la profondeur de ce crime ? Shoah est la plus monstrueuse des extermiations jamais tentées contre le peuple juif.

Mais cette terre demeure une terre polonaise. Auschwitz, c'est aussi l'Osviecim. Cette terre est à la fois un lieu de souffrance et de mort, et cela n'est pas facile.

Au lendemain de la guerre, ébranlée par son propre malheur, submergée par une multitude de problèmes aujourd'hui encore mal résolus, n'étant plus en relation vivante avec une communauté juive puisque, hélas ! celle-ci avait disparu dans la tourmente, la pensée et l'action du peuple polonais ont été dominées par leur rapport personnel avec ce lieu. Le peuple polonais a vécu, vit toujours dans le sentiment que son propre martyre a

été aussi un véritable génocide, même si, au regard de la vérité historique, il n'est pas comparable à la Shoah. Une terrible question s'est alors posée. Faut-il livrer les jeunes générations, sans cesse accueillies en ces lieux, à une vision matérialiste et partielle de l'histoire ? L'Eglise de Pologne a voulu que soit présente une dimension de prière. Telle était l'intention qui a présidé à la fondation du carmel. C'est une intention droite.

Hélas ! il restait à la Pologne la tâche de prendre la mesure de la Shoah. Du fait d'une histoire officielle occultée, elle n'a pas perçu la profondeur du lien symbolique que le monde entier a établi entre la Shoah et le camp d'Auschwitz-Birkenau, sans distinction de distance et de bâtiment. Comment faire comprendre qu'à Auschwitz, parmi tous les souvenirs, celui de la Shoah donne la mesure symbolique des attitudes à prendre et des présences possibles ?

On mesure le travail qui reste à accomplir. Il pourrait y avoir un conflit d'urgence entre la nécessité de résoudre au plus vite le problème des lieux et la lenteur requise par l'éducation des consciences si l'on veut éviter crispations, blocages et peut-être violences.

Tel est le dilemme aujourd'hui. Une seule démarche peut conduire à transcender l'histoire, y compris celle du plus légitime des nationalismes. Elle est nécessairement spirituelle. Elle prend sa racine dans l'obéissance au commandement du

« Souviens-toi, n'oublie pas ». Ce commandement s'adresse aussi aux chrétiens, comme il a été donné d'abord aux juifs. Mais la mémoire religieuse du chrétien s'enracine dans la mémoire juive. La reconnaissance de cette dépendance originelle et perpétuelle peut nous éclairer dans le lien entre la Shoah et le martyre des chrétiens de Pologne et de toutes les autres nations.

Le souvenir, racine de notre conscience morale, nous conduit à accepter, sans réserve, le temps du deuil, plus encore à reconnaître l'immense souffrance du peuple juif, sa manière propre de considérer l'événement qu'il a vécu et le lieu qui le rappelle. Le souvenir nous permet d'accepter qu'aucun signe, aucun geste ne soit posé qui ne respecte son insurmontable douleur.

Il nous invite, enfin, à renoncer à toute apparence d'accaparement, « pour ne pas consentir à ce que la passion d'Auschwitz soit, même en noble pensée, arrachée au mystère d'Israël », selon l'expression du grand rabbin Gutman dans son discours au pape Jean-Paul II, à Strasbourg.

Certes, cela pose à la conscience chrétienne de nombreuses questions. Et, en particulier, celle-ci : n'est-ce pas renoncer à notre identité chrétienne que d'accepter qu'une croix placée sur la tombe de nos morts soit déplacée ? Il faudra les abandonner à peu, lucidement et courageusement. Puisse le temps qui vient, par des gestes irréparables, ne pas compromettre l'approfondissement nécessaire, l'œuvre de paix entreprise à Genève.

Retrouver le silence d'Auschwitz

(Suite de la première page.)

Ils se sont retrouvés une première fois, le 22 juillet 1986, pour rendre « provisoire » le carmel, et une deuxième, le 22 février 1987, aboutissant à octroyer aux quarante carmelites un délai de vingt-quatre mois pour se reloger. L'établissement juif, notamment l'ancien président du CRIF, Théo Klein, et, lui faisant écho, les autres responsables, critèrent victoire. Comme si une négociation « à vingt-quatre mois », avec des partenaires aussi diplomatiquement coriaces et avertis que le pape de l'Eglise polonaise, était jouée d'avance.

L'affaire du carmel d'Auschwitz, là où s'est produite « l'éclipse de Dieu » (Martin Buber), doit être restituée dans le contexte international et appréhendée à l'aune de la dimension historique de la Shoah (l'Holocauste) pour comprendre son « explosion » médiatique et la dimension passionnelle des réactions suscitées.

De Jean-Paul II à Franciszek Macharski, ancien et actuel archevêque de Cracovie, dont dépend le diocèse d'Auschwitz, l'Eglise de Pologne est en phase avec ses prestigieux chefs de file : on a souhaité depuis longtemps l'édification d'un carmel à Auschwitz. Comme le dit Jerzy Turowiec, l'un des plus proches amis de Jean-Paul II : « Nous ne pouvons pas accorder aux juifs le droit d'exclusivité sur Auschwitz ».

En termes plus diplomatiques et à la manière du Saint-Siège : « Il faut prendre en compte ce qui fut la souffrance polonaise pendant la seconde guerre mondiale ». Bref, que la mémoire juive ne s'accapare pas Auschwitz.

Désastre et viol

Dans l'attitude du pape et de l'Eglise polonaise, il y a une démarche à visée quelque peu hégémonique de l'Eglise. Personne ne conteste que les morts d'Auschwitz ne furent pas tous juifs. Mais, et laissons la parole à l'ami de Jean-Paul II : « A Auschw-

witz, les juifs périssent uniquement parce qu'ils étaient juifs ». La symbolique d'Auschwitz est à ce niveau. C'est à ce titre qu'Auschwitz est le symbole de la Shoah. L'établissement d'un carmel à Auschwitz constitue quelque part un « viol » de l'Holocauste.

Dans une tentative de banaliser l'affaire du carmel d'Auschwitz, l'Eglise catholique observe qu'à Dachau et à Sobibor, autres lieux à forte charge symbolique de la déportation massive des juifs, sont implantés d'autres carmelites, « signe, selon le cardinal Macharski, que l'amour est plus fort que le mal ». Cette obsession de l'Eglise à faire résonner la prière chrétienne partout où la mort a rôdé, y compris, quand les victimes furent juives, est dans la tradition d'évangélisation. Mais Auschwitz ne saurait être « évangélisé », sous peine de mettre en colère les grands témoins du Génocide.

Bien entendu, personne ne peut répondre seul à la question biblique que pose la Shoah, qu'il soit juif, chrétien, ou simplement un homme tout court. Pour avoir vu le Struthoff, Mauthausen, Teresin, Auschwitz, jamais plus ne quittera notre esprit la découverte de cette incompréhensible vérité : l'Israël de l'Alliance reste, plus qu'aucun autre peuple, l'enjeu, la victime, la question.

Le rôle de Jaruzelski

C'est pourquoi la Shoah, dont l'exemplarité et le symbole ne doivent pas être banalisés, doit concerner tous les hommes de bonne volonté. Sans qu'en aucune manière, on cherche à relativiser la dimension éthique de l'Holocauste, les juifs doivent, de par leur histoire et de par leur destin, faire prendre conscience aux chrétiens, aux musulmans et à tous ceux qui sont épris de paix que ce qui s'est joué à Auschwitz a trait à l'avenir de l'humanité. Ils doivent se montrer à leur tour solidaires de tous les grands combats en faveur des droits de l'homme.

C'est ainsi que le combat de la Shoah deviendra le combat de tout un chacun épris du droit et de l'homme.

Pour Jaruzelski, qui a besoin de « neutraliser » l'Eglise en vue de gouverner, lui donner un os à ronger sur le « théâtre » d'Auschwitz ne peut que lui attirer des sympathies dans la « Pologne profonde » où le sentiment antisémite reste vivace. Il paraît facile dès lors de faire procès à ceux qui lui le trouble est survenu, nous entendons : le carmel, l'évêque du lieu, l'Eglise catholique romaine de Pologne, enfin Rome et le pape. Ont-ils été prévenus ? Pouvaient-ils s'opposer ? Persone ne pourra se prononcer tant que ces responsables n'auront pas répondu à ces questions à côté desquelles les difficultés de permis de construire ou de financement apparaissent cruellement dérisoires. Persone ne pourra décemment parler de la « bête immonde » s'il continue à prendre comme sérieux de tels alibis.

Ajoutons que si Auschwitz était en France et si le pape était italien, les risques de suspicion seraient moindres. Ils seraient moindres aussi si le pape n'avait béatifié la conversion d'une juive morte dans le camp et si le Vatican, cet Etat comme un autre, acceptait de reconnaître Israël, cet Etat comme un autre.

Et l'attitude des responsables juifs ? Elle a été tout entière tournée vers la négociation dans l'espoir de faire « céder » l'Eglise. Il y a une bonne dose de naïveté dans ce comportement qui a conduit parfois à négliger les grands talents et les grandes vertus de diplomatie des princes de l'Eglise. Entre les deux rencontres de Genève, et alors qu'aucun résultat concret n'avait été obtenu à la première table de négociation, le cardinal-primat de Pologne, Franciszek Macharski, a partagé la vedette avec Jacques Chirac comme « invité d'honneur » des assises nationales du CRIF, à l'invitation de son président Théo Klein. N'était-ce pas là vendre la peau de l'ours polonais avant d'avoir fait définitivement démanteler ses ossements d'Auschwitz ?

Aujourd'hui, le comportement de M. Théo Klein paraît bien dangereux et peu légitime. De quel droit et pourquoi déclarer la catholicité « interdite de dialogue » ? Est-ce un signe d'impuissance que d'envoyer des commandos à Auschwitz ? Si les lieux de l'horreur doivent être ceux du silence, pourquoi tant de bruits médiatiques ? Pourquoi s'en prendre aux cardinaux français Mgr Lustiger et Mgr Decourtray ? Alors que nous savons irrémédiablement l'attitude de ces deux prélats sur la question du carmel. Pas plus qu'il n'y a justification à pénaliser les juifs et les catholiques français en leur « interdisant » un dialogue entrepris depuis des décennies. D'ailleurs, qui peut parler au nom du peuple juif pour décréter la mise en ghetto des juifs et de la catholicité française ? Alors, laissons ces réactions sans lendemain pour suggérer quelques attitudes sans démagogie ni faux fuyant :

— que le lieu d'Auschwitz soit déclaré « Lieu saint », à l'égard de tous, vide et libre pour tous. Et que chacun médite sur la promesse : « Je te donnerai des murs que tu n'as pas construits » ;

— que tous interrogent les autorités catholiques locales et à Rome pour savoir si elles avaient, si elles pouvaient, si elles voulaient éviter ce trouble ;

— que le pape ne cherche pas à récrire une partie de l'histoire du clergé polonais ;

— qu'on évite à tout prix l'abomination d'un combat au nom de Dieu sur le lieu de l'Holocauste ;

— qu'on organise une collecte de fonds au profit d'un compte qui serait géré par la Commission de Bruxelles, pour aider les responsables polonais à surmonter les difficultés administratives et financières soulevées par le démantèlement du carmel ;

— qu'on console M. Théo Klein au point qu'il accepte de faire un peu silence et qu'il cesse d'alourdir notre peine ;

— que le pape Jean-Paul II prenne la décision de rapatrier les carmelites hors du « périmètre de la mort ».

PATRICK-PIERRE KALTENBACH
et EMILE MALET.

OCDE

NOUVELLES PUBLICATIONS
OCDE - Perspectives de l'emploi 1989
(à paraître le 28 juillet)

Examine les perspectives à court terme du marché du travail et la nature de la croissance de l'emploi au cours de la dernière décennie. Traite de questions comme le niveau d'instruction à l'entrée de la vie active et son incidence sur l'emploi, la répartition régionale du chômage dans les pays de l'OCDE et l'évolution des accidents du travail. Compare également de façon détaillée les caractéristiques de l'emploi dans les secteurs où le part de l'emploi est en progression et dans ceux où il est en recul. Présente enfin une carte en couleur montrant les tendances régionales du chômage dans les pays de l'OCDE.

(81 89 02 2) F700

Nouvelles technologies : une stratégie socio-économique pour les années 90

(81 88 07 2) F90

Etudes économiques de l'OCDE - Série 1988-1989

Etudes annuelles, très détaillées, pour les pays de l'OCDE, des tendances et des politiques économiques.

France (10 89 14 2) - ex Suisse (10 89 26 2) - ex

Italie (10 89 19 2) - ex Espagne (10 89 24 2) - ex

Portugal (10 89 23 2) - ex Allemagne (10 89 15 2) - ex

Chaque étude :

F50. Abonnement à la Série (17 à 18 études) : F720

Politiques, marchés et échanges agricoles, Sati et perspectives 1989

(81 89 03 2) F50

Bibliographie. Effets économiques et autres répercussions

(81 89 01 2) F5

Politique de concurrence dans les pays de l'OCDE 1987-1988

(24 89 01 2) F160

Prix d'édition

(24 89 02 2) F70

Politique de concurrence et propriété intellectuelle

(24 89 03 2) F10

La concurrence dans le secteur bancaire (à paraître)

(21 89 01 2) F240

Série PIC : Politiques d'information, d'informatique et de communications

N° 17 - L'internationalisation du logiciel et des services informatiques

(81 88 06 2) F120

N° 18 - Les services reposent sur les réseaux de télécommunications : conséquences pour la politique

(81 89 02 2) F200

N° 19 - Technologies de l'information et les nouveaux domaines de croissance

(81 88 05 2) F100

Catalogue des publications de l'OCDE 1989 : gratuit

On peut se procurer ces ouvrages, soit à la :

Libririe de l'OCDE, 33 rue Octave-Faurel, 75016 Paris (tél. 45.24.81.67 ou 45.24.81.81),

soit par correspondance en joignant à cette annonce votre règlement (chèque ou mandat : frais de port gratuits par poste aérienne) à envoyer à :

OCDE

ORGANISATION DE COOPÉRATION
ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

Service des Publications
2 rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16

Société

Polémique dans les Yvelines

Autoroute publique, bretelle royale

Résidence Saint-Cyr, Fontenay-le-Fleury, Yvelines. Piscine, jardins, tennis. Comme dit l'un des habitants, « tout serait parfait sans elle ». Elle, c'est l'autoroute A 12 qui passe à moins de 100 mètres des bâtiments les plus proches, charriant jour et nuit son flot motorisé, pollueur et bruyant. Les résidents se barricadent derrière leurs vitres closes, malgré la chaleur, et rêvent de week-ends calmes.

A quelques kilomètres en amont, La Faisanderie, château du dix-huitième siècle récemment acheté par le roi Fahd d'Arabie saoudite, attend la restauration promise par son illustre acquéreur. Entre l'ensemble plutôt huppé d'une petite ville de la banlieue ouest et le plus-à-terre français du monarque, un lien géographique et maintenant politique : l'autoroute.

A priori pourtant, rien ne semblait devoir les unir. Rien, si ce n'est une série de supplices et doléances à l'encontre de l'axe autoroutier. Le souverain wahabite, dont le choix s'est porté sur cette propriété d'une quarantaine d'hectares dans la plaine de Versailles justement en raison de sa proximité de Paris via l'autoroute, a demandé — et aurait obtenu — le principe d'un accès direct à l'A 12.

Les riverains, eux, réclament qu'il soit enterré l'autoroute, si ce n'est pas le cas, ils se voient assaillir par les travaux d'entretien (passage de 4 à 6 puis à 8 voies

entre Rocquencourt et Bois-d'Arcy) pour demander le recouvrement complet de la portion la plus urbanisée, soit environ 1,5 kilomètre. Dans cette zone, l'autoroute, comme les tympans des résidents, est au bord de la saturation : 85 000 véhicules circulent chaque jour sur cette voie prévue, lors de sa construction en 1954, pour un trafic quotidien de 15 000 passages. Les nuisances, et en particulier le bruit, ont suivies cette courbe ascendante.

Les deux affaires, distinctes mais parallèles, ont été rapprochées par la force des choses et surtout par la volonté du maire (UDF) de Fontenay-le-Fleury, M. Anne Le Pivain : « Un seul homme, un privé — qu'il s'agisse du roi Fahd n'a aucune importance, je n'ai aucune animosité personnelle à son égard, bien au contraire — obtiendrait d'un coup ce qu'il veut, alors ce que je réclame depuis des mois des aménagements pour des centaines de riverains ? C'est une chose que je n'admets pas. » Et M. le maire de fustiger, non sans quelques talents médiatiques, le « deux poids, deux mesures ». Elle qui, depuis plusieurs mois, s'est vue la porte-parole des mécontents de la direction départementale de l'équipement (DDE), responsable du chantier. A l'équipement, qui propose de construire un

mur en béton de 8 mètres de haut, elle demande en vain depuis le mois de mai « une tranchée recouverte ou un tunnel ». Et n'obtient, à ce jour, aucune réponse.

« Désenclaver la propriété »

Face à ces attermoiements, le « traitement de faveur » dont pourrait bénéficier le roi Fahd en mécompte plus d'un. Jusqu'à ce conseiller municipal socialiste qui trouve « étrange qu'un privé n'ait pas de problèmes parce qu'il peut payer, alors que peu d'efforts sont faits pour la collectivité ». A Fontenay, la rumeur va bon train : le roi, rûlé sur l'ongle, aurait signé un chèque de 4 millions de francs ; il aurait reçu des assurances au plus haut niveau... « Entre monarques, on s'entraide », assure un habitant.

La préfecture trouve que c'est aller un peu vite en besogne et affirme n'être qu'au « stade de l'étude » de la demande royale. Démentant formellement l'existence de tout versement d'argent, le préfet n'en admet pas moins que « toutes les solutions sont à envisager pour désenclaver la propriété ». Y compris l'accès direct à l'autoroute — que la DDE juge pourtant « inacceptable » dans le cas d'une personne privée — et une éventuelle « contribution de l'utilisateur au financement ». Une

hypothèse que l'ambassade d'Arabie saoudite ne repousse d'ailleurs pas.

« On pourrait peut-être lui demander de payer la couverture de l'A 12 », propose en riant M. Jean-Pierre Blanchard, président d'une association locale de défense des riverains de l'autoroute, l'ARA. Pour lui, la présence du roi Fahd ne fait que compliquer une situation qui met en jeu des forces bien supérieures à la mairie de Fontenay. C'est une partie du grand réaménagement en cours de l'île-de-France qui se joue sur ce tronçon autoroutier, avec en toile de fond les projets d'achèvement de la rocade A 86.

Et, au-delà des luttes entre municipalités, département et Etat, la réclamation croissante d'une population « qui se sent véritablement agressée, alors qu'il s'agit d'un accès à 30 mètres des jardins du centre de loisirs ».

A l'ambassade saoudienne, on est à la fois navré et un peu irrité de tout ce tapage. « La municipalité en a profité pour essayer de résoudre ses problèmes », estime-t-on. A ses « amis socialistes » qui le rappellent aux exigences de l'intérêt national, le maire de Fontenay a, en effet, répondu : « Oui, mais à condition qu'il n'obère pas l'intérêt local ».

JUDITH RUEFF.

1 000 hectares dévastés dans l'Hérault

La garrigue en feu

NIMES

de notre envoyé spécial

Une semaine après l'incendie qui avait ravagé 300 hectares de garrigues au nord et à l'ouest de Nîmes, dans le Gard, la région de Montpellier (Hérault) a été touchée à son tour jeudi 27 juillet : 1 000 hectares de pins, chênes verts et végétation basse ont été détruits par le feu, malgré une intervention massive des moyens de lutte. Plus grave, trois villages ont été directement menacés sans toutefois que la situation nécessite leur évacuation.

Le feu s'est déclaré à 10 h 45 près de Saint-Baudille-de-Montmel, au nord-est de la capitale languedocienne. Selon certaines sources, il aurait une origine criminelle : la police recherchait deux personnes à moto.

Dans l'après-midi, à Montaud, puis Guarguag, Assas et Teyran, on préparait l'évacuation des habitants de ces villages.

A Guarguag, à 14 kilomètres de Montpellier, les flammes sont même venues lécher les murs de la mairie.

Vers 17 heures, des renforts sont arrivés des départements voisins mais également des régions Rhône-Alpes et Auvergne. A ce moment, six Canadair, deux Fokker et deux Tracker ainsi que deux hélicoptères

déversaient des dizaines de tonnes d'eau et de retardants.

A Saint-Mathieu-de-Tréviers, à l'ouest de la région incendiée, l'armée avait préparé un centre d'accueil pour les évacués potentiels, avec une roulotte, une cuisine, des tentes abritant 120 lits.

L'incendie n'a été maîtrisé et que dans la nuit aux environs de Teyran, à 8 kilomètres de Montpellier.

Partout dans la région, les pompiers sont sur le qui-vive : la végétation sèche, le vent chaud et persistant, rendent la situation précaire. Pendant que 600 hommes luttent pied à pied près de Montpellier, des incendies se déclaraient dans le Gard, entre autres près du Vigan, Alès, Barjac et Pujaut.

O. C.

● Arrestation d'un pyromane en flagrant délit près de Lacanau (Gironde). — Un homme âgé de quarante-huit ans a été interpellé, jeudi 27 juillet, par les gendarmes de Lacanau, surpris en flagrant délit alors qu'il allumait un feu de broussailles à Lacanau-Océan, apprend-on de bonne source.

L'incendie a été rapidement maîtrisé par les sapeurs-pompiers. Le pyromane, dont l'identité n'a pas été révélée, a été placé en garde à vue. Il s'agit d'un malade mental sorti de l'hôpital psychiatrique il y a trois semaines.

EN BREF

● Nouvelle plainte contre Paul Touvier. — M. Robert Nathan, dit le père, André Nathan, fut fusillé le 17 août 1944, à Bron, dans la banlieue lyonnaise, a déposé plainte, mercredi 26 juillet, pour crime contre l'humanité contre Paul Touvier, ancien chef de la milice à Lyon. En présentant cette plainte devant le doyen des juges d'instruction lyonnais, M. Jacques Hanny, M. Nathan souhaite que le procès ait lieu où les faits se sont déroulés. Quatre plaintes pour crimes contre l'humanité ont déjà été déposées à l'encontre de Paul Touvier, arrêté le 24 mai dernier (Le Monde du 25 mai 1989).

● Alain Giresse condamné. — Le tribunal de commerce de Bordeaux a condamné, jeudi 27 juillet, l'ancien joueur de football Alain Giresse — aujourd'hui directeur sportif des Girondins de Bordeaux — et son conseiller en matière de placements, M. Michel-Henri Ladoux, à verser chacun 2 500 000 F à la Banque Worms en tant que caution de la société Idéal sport centrale. Cette centrale d'achat d'articles de sport, gérée par M. Michel-Henri Ladoux, avait déposé son bilan le 10 juillet, laissant un passif de 17 millions de francs. Depuis le 2 février 1989, elle avait fait l'objet de trois jugements lui enjoignant de payer ses dettes à la banque. Aucun jugement n'ayant été suivi d'un commencement d'exécution, la Banque Worms avait donc décidé de faire jouer les cautions — notamment celle d'Alain Giresse — sur les prêts consentis à cette société.

● Trafic d'Ecstasy : six inculpations. — Six membres d'un réseau de trafic d'Ecstasy — René Demorissi, Jo Maille, Fabienne Raspentino, Antoine Calabrese, Catherine Vénin et Bernard Genzan — ont été inculpés par M. Denis Vanbremer, juge d'instruction à Avignon (Vaucluse), et inculpés, mardi 25 juillet, à la prison Sainte-Anne de cette ville. Une vingtaine de personnes originaires du sud-est de la France, notamment d'Avignon, de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône) et de La Seyne (Var), avaient été interpellées, lundi 24 juillet, par la brigade des stupéfiants, après une enquête de six mois (Le Monde du 25 juillet). La police avait saisi, à leur domicile, deux mille pilules d'Ecstasy, un hallucinogène puissant, de la cocaïne et de l'héroïne.

● Forte concentration d'ozone dans la région bâloise. — L'Office de l'hygiène de l'air de la région de Bâle (Suisse) a prévenu, le 27 juillet, la population que l'air de la région contenait de fortes concentrations d'ozone. Trois stations de mesure, en effet, ont relevé des taux supérieurs à la valeur-limite de 120 microgrammes d'ozone par mètre cube d'air. Il est donc recommandé à la population d'éviter de violents efforts prolongés. Et surtout les personnes souffrant de problèmes respiratoires, ainsi que les enfants, sont invités à ne pas sortir de chez eux. — (AFP.).

● MISE AU POINT : Alcotest est une marque. — Dans notre numéro du 24 décembre 1988, sous le titre « Sous-préfet au bâillon », nous avons employé le terme « Alcotest ». Or cette dénomination est une contrefaçon de la marque Alcotest appartenant à la société Drägerwerk qui l'a déposée. Elle ne peut donc être utilisée que pour désigner les produits de cette société et le dépliant pratique à l'aide de ce nom. Le nom générique officiel est « éthylotest » ou « éthylomètre » selon la catégorie de cas appareils. Nous donnons bien volontiers acte de cette précision à la société Drägerwerk.

Le Carnet du Monde

Naissances

— M. et M^{me} PIERRE-BLOCH ont la joie d'annoncer la naissance de leur arrière-petite-fille.

Salomé IDE.

le 22 juillet 1989.

— M. Daniel JESSULA, et M^{me}, née Nancy Salzman, naissent à

Emilie

la joie d'annoncer la naissance de

Samuel,

le 25 juillet 1989.

— Julien Karim et Alexandre Samy ont la joie de faire part de la naissance de leur petite sœur,

Soraya Jeanne,

à Paris, le 26 juillet 1989.

M. et M^{me} Françoise GOUYETTE, 84, rue d'Alsace, 75015 Paris.

Décès

— L'inspecteur d'académie, président du Comité départemental de la jeunesse au plein air, président de l'Association départementale des pupilles de l'enseignement public, ainsi que les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active, font part du décès de

M. Michel FARCY,

chevalier des Palmes académiques.

Selon la volonté du défunt, les obsèques ont eu lieu le mardi 25 juillet 1989, au cimetière du Mont, dans l'intimité familiale et en présence de quelques amis.

— L'abbé Alain Farret, M^{me} Maryvonne Farret, M. Michel Farret, ont la douleur de faire part du décès de leur sœur,

Geneviève FARRET,

survenue à son domicile, 14, place Etienne-Péret, dans sa soixante et unième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, le 26 juillet, à Paris.

97, rue du Mont-Cenis, 75018 Paris.

La Roseville B, 208, avenue de Pont-Trinquet, 34000 Montpellier.

17, boulevard Jean-Jaurès, 92100 Boulogne-Billancourt.

— Sa famille, Et ses amis, garderont toujours vivant le souvenir de

Pascal FERRARI,

décédé à l'hôpital de la Salpêtrière, le 26 juillet 1989, à l'âge de vingt-huit ans.

Les obsèques auront lieu le lundi 31 juillet, à 10 h 45, au cimetière du Père-Lachaise.

57, rue de Tocqueville, 75017 Paris.

— Les familles Garnier, Sevey, Moulin, Lorient, Laurent, Trédès, Et leurs alliés, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Michel GARNIER,

survenu, le 26 juillet 1989, dans sa soixante-septième année.

Il a rejoint sa femme.

M^{me} Roseme GARNIER,

décédée le 13 octobre 1988.

On se réunira au cimetière du Montpermeux, le lundi 31 juillet, à 11 h 30.

9, rue Armand-Moisant, 75015 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les abonnements à « Le Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Tiemoen, Paris.

M. Gaston Medioni, M. et M^{me} Claude Medioni, M. et M^{me} Gilbert Medioni, M. et M^{me} Pierre Medioni, et leurs enfants,

M^{me} Paulette Chourauqui

et ses enfants,

M. et M^{me} Albert Medioni

et ses enfants,

M. et M^{me} Etienne Sobbag

et leurs enfants,

Les familles Sannes, Lassy, Azérad,

Adar, Hassan, Cohen,

Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Sarah Fernande MEDIONI,

née Cohen,

survenue le 27 juillet 1989, à l'âge de

soixante-douze ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi

28 juillet, à 15 heures, au cimetière par-

isien de Pantin.

85, boulevard Pasteur,

75015 Paris.

— M. Robert Figeaud,

M. et M^{me} Philippe Figeaud

et leurs enfants,

M. et M^{me} Michel Figeaud

et leurs enfants,

Ses oncles,

Ses tantes,

Et ses cousins,

M. Francis Carlin,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. François PIGEAUD,

rédacteur en chef

de « Monde de la musique »,

chevalier des Arts et des Lettres,

survenue le 26 juillet 1989.

La cérémonie religieuse aura lieu le

lundi 31 juillet, à 8 h 30, en l'église des

Billettes, rue des Archives.

— Le moment de mon départ est

venu ; j'ai combattu jusqu'au bout

le bon combat ; j'ai achevé la

course.

(Lettre de Paul à Timothée,

IV-6.7.)

(Le Monde du 28 juillet.)

— M^{me} Sheryl Rahal,

ses filles,

Et l'ensemble de la famille Rahal,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mohammed Abdelkader RAHAL,

chercheur au CNRS,

survenue le 17 juillet 1989, à l'âge de

quarante-six ans.

Les obsèques ont eu lieu à Espenac,

en Haute-Garonne.

Anniversaires

— Pour le quinzième anniversaire de

la mort de

Paul BANCHERIT,

une pensée est demandée à tous ceux

qui l'ont connu, aimé et sont restés

fidèles à son souvenir.

— Il y a quinze ans,

Béatrice CRESTINU

quittait les siens.

M^{me} Pauline Crestinu,M. et M^{me} Jacques Crestinu,

Et toute la famille.

— Il y a un an disparaisait

René TOURAINE,

médecin des hôpitaux de Paris,

professeur de dermatologie.

Il est demandé une pensée à ses amis,

ses collaborateurs, ses élèves, ses

patients, à ceux qui connaissent son

combat.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-95-03

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F

Abonnés et actionnaires 73 F

Communications diverses 86 F

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :

André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Favre (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wuits.

Rédacteur en chef :

Daniel Verzet.

Correspondant en chef :

Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91, 45-55-91-71

Téléx MONDPUB 206 136 F

Imprimé

de « Monde »

7, rue de la Harpe

PARIS 12

1989

7, RUE DES ITALIENS,

75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27

Téléx MONDPAR 85072 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles,

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2027

Renseignements sur les microfilms

et index du Monde au (1) 42-47-95-41

Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF FRANCE BENELUX SUISSE AUTRES PAYS

3 mois 345 F 399 F 594 F 700 F

6 mois 720 F 762 F 972 F 1 400 F

9 mois 1 030 F 1 089 F 1 404 F 2 040 F

1 an 1 300 F 1 380 F 1 800 F 2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre

règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

Tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à for-

muler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande

Le Monde SANS VISA

Le Monde sans visa • Samedi 29 juillet 1989 11



Le Snake River.



Parc de Yellowstone: renaissance après les incendies.

L'Idaho pleine nature

par Brigitte Taunais

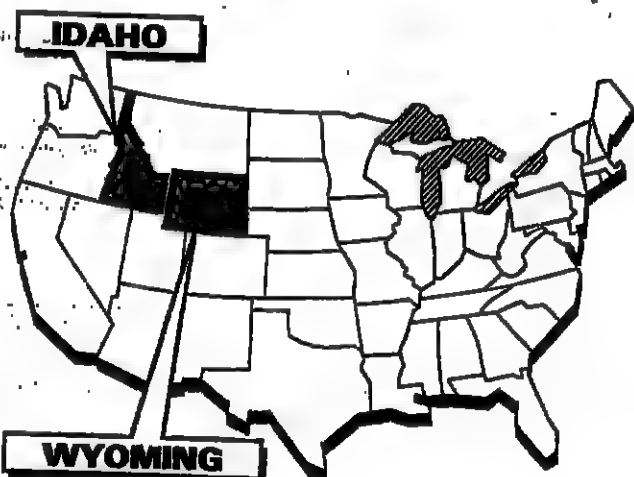
QUAND le soleil se couche à Pittsburg-Landing, Idaho, la roche devient ocre, puis rose, les crêtes du Hell's Canyon se détachent si nettement sur le ciel qu'on pourrait en distinguer les moindres détails. Le Snake River vire au bleu profond, le bruit des rapides devient plus intense tandis que les serpents à sonnette investissent les berges blanches.

Pittsburg-Landing. Un point sur une carte d'état-major. Quelques maisons abandonnées, une piste défoncée et pas âme qui vive. Un point qui semble inaccessible. Après avoir quitté la route des chercheurs d'or à Riggins, il faut couper à travers la montagne et le parc national des Nez Percés (prononcez : « nispenceaux »). Pittsburg-Landing n'est qu'à une trentaine de kilomètres de Highway 95, pourtant c'est le bout du monde et personne n'y va jamais. Pittsburg-Landing n'existe plus.

A l'époque où le transport se faisait par voie fluviale jusqu'à Lewiston, à 120 kilomètres plus au nord, quelques fermiers téméraires s'étaient installés là. Un jour, les bateaux disparurent, et Pittsburg-Landing, Idaho, sombra dans l'oubli. C'est ici pourtant que Wally Beamer nous attend avec son jet-boatz.

Wally n'est pas un fermier. Il joue avec les rapides qu'il ne prend jamais de front, sauf pour arroser les touristes naïfs. Il s'amuse aussi à pêcher l'esturgeon, qu'il combat parfois pendant une heure tant l'animal est gros. Et, lorsqu'il l'a vaincu, il le remet à l'eau. Wally habite un peu plus en aval, à Copper-Creek, à une demi-heure de bateau. Au milieu de nulle part. Avec sa femme, Myrna, il a installé une dizaine de bungalows pour accueillir les « aventuriers » qu'il va chercher à Lewiston ; il a tout apporté par bateau car il n'y a pas de route.

Les Beamer ont planté des peupliers, et l'endroit est devenu une surprise oasis. Depuis treize ans, avec leurs jet-boatz, ils promènent les vacanciers sur la Snake River à travers le Hell's Canyon, là où les gorges - 1 600 à 2 000 mètres - sont encore plus vertigineuses que dans le Colorado. Tous les mercredis, ils distribuent le courrier aux quelques



éleveurs de moutons qui sont restés, en même temps qu'ils commentent la visite du canyon. Solitude infinie et silence profond. On n'y croise que des groupes d'amateurs de rafting à l'équipement coloré, quelques pêcheurs assidus, un convoi de chevaux conduit par des cowboys, là où les terres sont un peu plus hospitalières.

Lors de la grande dépression des années 30, le président Roosevelt fit ouvrir un chemin à flanc de montagne pour donner du travail aux victimes de la crise. Dérrière témoin d'un passé douloureux, dangereuse voie d'accès destinée aux rangers et qui n'est plus empruntée aujourd'hui que par des élan et des pumas effrayés.

Wally amène son bateau à un ponton vétuste pour une halte à Kirkwood Ranch, orgueil de la région et résidence des Jordan, une famille arrivée en 1932. Le *Lewiston Morning Tribune* leur consacrait récemment une page entière. Fuyant la misère, Len et Grace Jordan construisirent ce ranch (transformé aujourd'hui en musée), élevèrent 3 000 moutons, installèrent une baignoire en 1934 - que l'on nous fait visiter car c'est la première du canyon - et firent fortune.

Len Jordan se lança dans la politique, devint gouverneur de l'Idaho puis du district de Washington avant d'être sénateur des Etats-Unis. Grace s'employait à donner une éducation irréprochable à leurs trois enfants. Saga exemplaire que racontent encore aujourd'hui avec une fierté non dissimulée les gens du canyon.

Il n'est pas facile de réussir dans une région aussi désertée ;

le Hell's Canyon, 85 000 hectares d'inquiétantes falaises basaltiques, des vallées profondes qui séparent les Etats de l'Idaho et de l'Oregon. Lorsque la nuit tombe, les parois se rapprochent jusqu'à l'effroi. La légende veut qu'un Indien perdu dans la montagne ait vu sept diabolos danser sur la crête ; pour les Indiens, ce sont les « gorges de l'enfer ».

Lorsque les deux explorateurs Meriwether Lewis et William Clark pénétrèrent dans l'Idaho sur leur canot, ils ne se doutaient pas que, bien des années plus tard, ils seraient suivis par des passionnés de raft de tous âges, amateurs de sensations fortes. Car, bien que découvert en 1805, l'Etat de l'Idaho - « pierre précieuse » en langue indienne - fait partie de l'*undiscovered America*, et ces dernières années ont vu fleurir d'innombrables entreprises de rafting qui proposent aux touristes la découverte de la région d'une manière « sportive ».

D'ailleurs, en existe-t-il une autre ? L'Idaho est recouvert par 900 000 hectares de conifères et de bouleaux - le Wilderness, toujours impénétrable, car il n'y a pas de routes. Le côté sauvage, inexploré et inamalgamable écologique de cet Etat un peu oublié et très peu peuplé (1 million d'habitants) est un atout de poids que les responsables du tourisme local ne manquent pas de promouvoir. Avec succès, malgré la concurrence de leur célèbre voisin, le parc de Yellowstone, Wyoming. Du coup la tumultueuse rivière Payette et la Salmon ressemblent à certaines époques de l'année à des... autoroutes.

(Lire la suite page 12)

Cendres vertes au Yellowstone

Le premier feu débuta à l'entrée sud du parc, causé, dit-on, par la cigarette d'un bachelon imprudent, puis un autre naquit un peu plus au nord : une ligne à haute tension venait de céder, puis un troisième à l'ouest ; là, c'est un immense poêle qui s'était renversé - une cuisinière comme celles qu'utilisent habituellement les ranches d'accueil pour les repas campagnards. En tout, ce sont sept incendies qui se propagèrent en divers points du parc de Yellowstone, Wyoming, plus ou moins simultanément, en ce mois de juin 1988. A la vitesse d'un météore.

Au début, personne n'y fit vraiment attention - les rangers avaient pourtant localisés dès le départ tous ces foyers d'incendie, comme avant - explique Mary Watson Davis, chargée des relations de presse au Parc national de Yellowstone.

Le bilan est lourd. Seule une moitié du parc a échappé au désastre. Des fameux sapins Douglas - vieux de cent cinquante ans - et des pins Lodgepole qui servaient autrefois à la construction des tipis indiens, un bon quart ont été la proie des flammes et transformés en torchères.

Sécheresse, chaleur et vent ont en raison de la politique de non-intervention dans les parcs nationaux américains. « Les incendies de forêts font partie du système écologique normal », explique Mary Watson Davis. Les feux naissent et s'éteignent d'eux-mêmes. Il faut certes préserver la

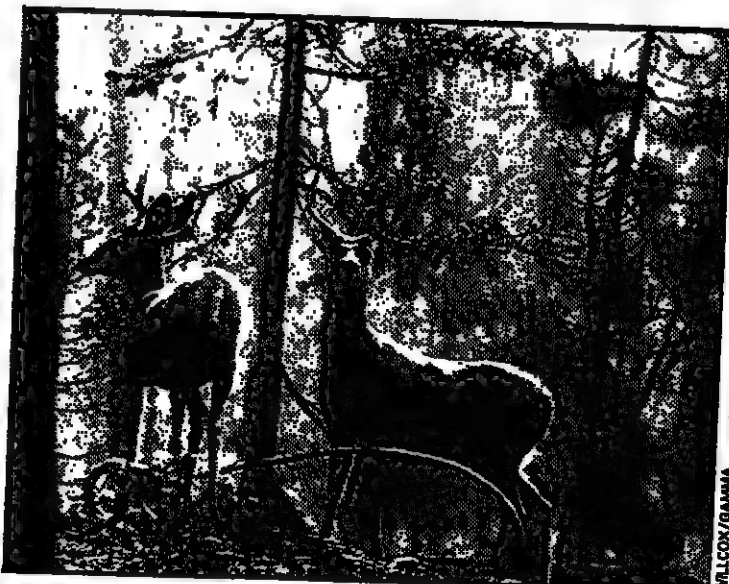
En effet, la vie renaît. La prairie, elle aussi brûlée, reverdit. Au printemps, de nouvelles pousses ont jailli sous la cendre. Des fleurs même apparaissent. Et les animaux, un temps désorientés, reviennent. Ce sont les élan, asphyxiés par la fumée, qui ont le plus souffert des feux de l'été - les rangers ont dénombré 345 cadavres, - les cerfs, les bisons et les fameux ours, plus malins, avaient émigré vers le nord au fur et à mesure que les feux devenaient plus intenses.

Le « let it burn » - la politique de non-intervention de William Penn Mott, le directeur du parc, un temps contestée, - semble avoir trouvé, aujourd'hui, ses partisans. « Même si ces feux restent une catastrophe, ils ne manquent pas de renouveler l'écosystème », affirme Mary Watson Davis. L'élimination d'insectes nuisibles est inéluctable. A l'inverse, on va voir émerger de nouvelles plantes, surtout dans les anciennes zones boisées, là où, auparavant, elles ne pouvaient pas pousser. On peut facilement imaginer que les animaux y trouveront un surcroît de nourriture. Les oiseaux vont, eux aussi, bénéficier de nouveaux espaces.

Ces incendies seraient-ils donc des maux nécessaires ? Les rapports officiels affirment que les conséquences sur la pollution des eaux et sur la faune aquatique sont infimes, que l'érosion des sols n'en sera pas accrue pour autant, que le sous-sol n'a pas été affecté et que racines et germes ont été préservés. En revanche, on espère que ces ravages pourront permettre au public - qui continue d'affluer - d'aborder la nature d'une nouvelle manière. Et de la comprendre. A cet égard, des programmes éducatifs ont été prévus, de nouveaux chemins sont en construction pour mieux approcher les zones dévastées. Nous n'osons pourtant pas imaginer que les responsables du parc font feu de tout bois !

Oui, Yellowstone renaît à la vie ; la nature émerge lentement de cet immense cauchemar, il n'en reste pas moins que ces collines transformées en mosaïques, parsemées de longues tâches brunes, jaunes ou verdâtres, ne provoquent rien d'autre qu'un sentiment de tristesse et de profonde amertume.

B. T.



courant dans les parcs, éphémères, insignifiants. Puis une rampe de feu s'est élevée, foudroyante, avec des flammes de 80 mètres de haut, encerclant petit à petit le parc de Yellowstone : une barrière orange et grise surgie de nulle part, attisée par un vent sec, violent et, surtout, constant.

Les 25 000 pompiers, les 9 500 mangers et volontaires, les 117 bombardiers d'eau n'y parent strictement rien. Le parc brûla pendant trois mois. Résultat : 560 000 hectares de végétation se consumèrent à divers degrés, pendant que 120 millions de dollars partaient en fumée. « Il faudra attendre au moins cinquante ans pour que le parc redevienne

nature, mais il faut surtout la laisser telle quelle. Nous intervenons lorsque des vies humaines, des habitations sont en danger, ou lorsque les feux ne sont pas d'origine naturelle. Le parc de Yellowstone n'est peut-être pas beau à voir en ce moment, mais les gens doivent l'accepter ainsi. Jusqu'à présent, aucun programme de reforestation n'est prévu. »

Le constat est terrible. Des pans entiers de montagne au sol noirci, où trônent d'immenses troncs d'arbres calcinés, et puis, tout à coup, un îlot de verdure, surprenant et minuscule oasis rescapée on ne sait trop comment. Pour nous rappeler, sans doute, que, quoi qu'il advienne, la vie est toujours là.

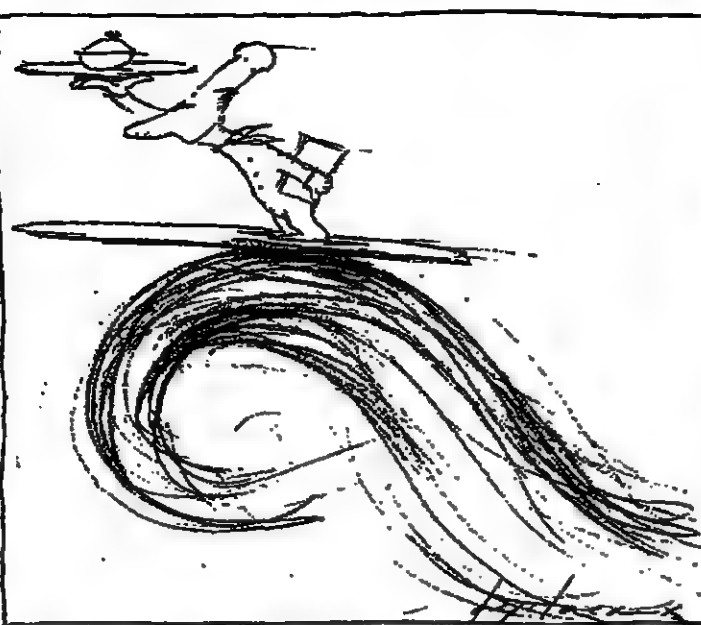
LA TABLE

Retour à Biarritz

On se réjouira d'une nouvelle direction pour l'Hôtel du Palais. Jean-Louis Lumbacher est un homme de métier et d'enthousiasme. Sans doute, ne pourra-t-il pas changer le nom de son restaurant gastronomique, *Grand Stèle* (qui préférait à l'ère en cette maison de l'impératrice Eugénie pour ceux qui ignorent que ce n'est là qu'un hommage à la cavée du même nom, dont le charmant producteur, Bernard de Nonancourt, fut aussi le neveu de Gabrielle Dorziat, une « star » du pays), mais du moins fera-t-il le lyrisme de l'excellent chef qu'est Grégoire Sein et nous délivrera-t-il de la « réduction d'un potager par le diable de mer », du « rêve d'un dormeur sur un blini moelleux de maïs », de « l'école buissonnière d'un saumon de l'Idaho sur la route des épices », etc.

Mieux vaut aller à La Rotonde, panoramique et agréable, où la carte est plus simple (admirable poularde en vessie par exemple, après la dorade rôtie en croûte de sel). La princesse Margarita de Roumanie qui doit présider le 25 août Le bal « Impérial » donné au des œuvres de la ville, sera aussi la visite à Biarritz de la reine Victoria, demandera-t-elle traduction de ce « carnaval perpétuel de bœuf gras entouré de grosses légumes à la fleur de sel » ? Passons.

Biarritz est une « capitale du golf » : à celui de la ville, à ceux de Chiberta, La Nivelle, Chantaco,



Hossegor vient s'ajouter le practice international d'Ilbarritz, et l'on en construit deux autres, à Larraia et à Arcangues (ce dernier sur les « terres » du cher marquis d'Arcangues, avec bar, snack et restaurant).

Mais, à Chiberta, il faut signaler aussi un complexe hôtelier thalasso-sportif et, pour ce qui nous intéresse, en cet Atlantide, un restaurant hap-

tié Le Gulf Stream (153, boulevard des Plages à Anglet-Chiberta - tél. : 59-52-75-75). Belle salle dominant l'océan et fort bonne cuisine signée de J.-C. Ladaurade avec un menu-carte « La ronde du marché » : entrée, plat au choix, plateau des fromages, desserts, vin, café à 190 F.

A Biarritz même, en dehors des « incontournables », l'ancien tonnerre Jeanne Café de Paris et le superbe Miramar (abritant le centre thalassothérapeutique Louise-Bobet, animé par son frère Jean), où l'équipe d'André Gallère démontre, chaque repas, que cure peut rimer avec Epicure (1), il faut saluer deux petits nouveaux.

D'abord, Le Petit Dopen (pour une fois, on rendra grâce à M^{me} Régine, qui, en s'installant chez Ledoyen, a libéré un des premiers adjoints du chef, Guy Dagorette).

Cet enfant du pays revient s'y installer sous cette enseigne au 87 de l'avenue de la Marne (tél. : 59-24-01-51). Cadre agréable, accueil aimable de Dominique Dagorette, deux menus à 160 F et 210 F. Les rillettes de saumon, le panaché de poissons pâtes fraîches en crème safranée et la noix de ris de veau braisée sur un lit d'épinards champignons ont de la classe.

Ensuite et inattendu, un restaurant de cuisine russe, le Kalinka (142, avenue de Verdun - tél. : 59-41-20-90). Olga Plourier nous vient d'URSS et cuisine rustiquement et plaisamment ses plats du terroir dans un cadre et sur une musique d'ambiance.

Que dire encore ? Le Vaudeville serait à vendre.

Enfin, comment ne pas indiquer encore l'adresse du bon M. Ariste-Guy (5, avenue Victor-Hugo - tél. : 59-24-00-52), qui, à ses « Cinq mille articles des cinq continents », ajoute, pour les « buticula microphiliques », une collection de plus de deux mille cinq cents mignonnettes ?

LA REYNÈRE.

(1) Gallère vient de publier chez Flammarion sa *Grande Cuisine allégée*. Des cocktails et des jus de légumes aux desserts, toute une gamme de plats de gastronomie diététique avec des tables de composition des aliments signées Lucie Randoin et de superbes photos. Recettes bien et simplement expliquées.

VOYAGE

L'Idaho, pleine nature

(Suite de la page 11)

Mais l'Idaho ne mise pas que sur les sports à la mode : ses stations de ski, avec notamment Sun Valley, sont fréquentées depuis longtemps. D'autre part, l'Etat jouit d'une capacité hôtelière importante et de haute qualité. Mac-Call, petite ville de 2 500 habitants lovée au bord du lac Payette, totalise à elle seule 15 restaurants et pas moins de 14 hôtels.

Pour aller à Mac-Call, lorsqu'on vient de Boise, la capitale de l'Idaho, on longe la rivière Payette et très vite on pénètre dans une vaste et souriante vallée entre d'un côté le Wilderness et de l'autre la forêt nationale de Payette. L'endroit est aimable et verdoyant. Riche aussi. Elevages nombreux, fermes aux granges rouges, forêt proche sur fond de montagne.

Le paradis se mérite

Bagarreuse, Mac-Call se consacre entièrement au tourisme. Située au pied de la Brundage Mountain, à 1 500 mètres d'altitude, devenue station de ski, la petite ville, entourée de glaciers organisés depuis vingt-cinq ans un étonnant carnaval d'hiver, célèbre dans toute la partie nord des Etats-Unis.

Mais c'est surtout le parc de Ponderosa qui fait sa fierté. Cette avancée terrestre qui surplombe le lac jusqu'en son milieu, dominant ainsi toute la région, attire

pendant les mois d'été 10 000 vacanciers amoureux de la nature, amateurs de pêche et de chasse, de golf et de « mountain bike ». Sur 300 hectares, le parc rigoureusement balisé offre une topographie variée.

La végétation, comme les animaux, y est évidemment protégée, et plus particulièrement les pins Ponderosa appelés aussi *yellow pines* à cause de la couleur jaune orangé de leur tronc. On dit qu'ils étaient là bien avant l'arrivée des pionniers, il y a 400 ou 500 ans de cela. Ces pins de 45 mètres de haut, qui donnent leur nom au parc, firent dès la conquête de l'Ouest la fortune des bûcherons, qui en détruisirent vaillamment plusieurs milliers au fil des ans avant qu'une loi, au début du siècle, ne mit fin au massacre.

Là aussi, le silence est total : à peine entend-on le cri d'un aigle-chauve dans les arbres ou le bruissement des feuillages lorsqu'une biche ou un cerf étonné s'éloigne à l'arrivée des promeneurs, dûment chapitrés à l'entrée par les rangers qui distribuent au public des brochures très détaillées sur la flore du parc et la conduite à suivre. Faune et flore sont ici chez elles. Les feux de camp sont soumis à des horaires précis, comme sont strictement réglementés campings, aires de jeux, panoramas. Aux Etats-Unis, les paradis terrestres doivent se mériter...

BRIGITTE TAUNAS.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Best Western ***NN
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
50 CH. INSONORISÉS ET CLIMATISÉS
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurants de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-62-56 - Tél. 478-416.
Téléfax 93-16-17-99.

HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-39-60
Petite centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Pays rég. Site classé. Village XVIII^e s.
Plus haute comm. d'Europe, 2040 m.
Randonnée, pédestre.

LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
Tennis, billard, Chambres, studios
gd confort de 55 F à 160 F par jour.

BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Pensions de 189 F à 275 F par jour,
promo en sept. Piscine, tennis, billard.

L'ÉTÉ EN SAVOIE
CHALET-HOTEL de L'ÉTOILE ROUGE ***NN
LOGIS DE FRANCE. Gîte Auto-Joural. 1 600 m.
Espace piscine
Calme, détente, nature.
Familie SURRIER
La Chaî, 73300 SAINT-JEAN-PIERRE
Tél. : 79-59-70-99.

Paris

SORBONNE

HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.
Tél. direct.
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-85.

Sud Bretagne

LORIENT

HOTEL RESTAURANT *NN**
LE GABRIEL
Port de pêche. Larmor-Plage.
1/2 pen. 180 F - 2 pers. ensemble 250 F.
Ch. T.V. couleur. Tél. direct
43, avenue de la Perrière 56100
Tél. 97-37-60-76 et 97-37-00-75.

Orlando-Bretagne

68 - QUEENSGATE

EDEN PLAZA HOTEL
68 QUEENSGATE,
SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7
Tél. 19-44-1-378-6111. Tél. 916-222.
Téléfax 19-44-1-378-6578.
Hôtel moderne et accueillant.
Près de Knightsbridge, Harrods
Hyde Park, musées.

Suisse

LEYSIN (Alpes valaisannes)
1300 m, à 4 h 30 de Paris
TGV. Site alpin + climat
bien. *** Sports.
Randonnée. Déjeuner. Soleil. Belle vue.
Hôtels de famille E & G ***.
FORAÏT 71. (douche/proc)
1/2 pen. 1690 FF. 1/1 pen. 1950 FF.
Préfixe tél. Leysin : 19-41/25.
HOTEL PRIMEVÈRE, tél. 34-11-46.
Prêt centre et sports. Spéc. du pays.
HOTEL ORCHIDÉES, tél. 34-14-21.
Vue panoramique, prix spéc. familles.
HOTEL PAIX/VEUX PAYS, tél. 34-13-73.
Accès train idéal. Tranquillité, gîte-maison.

St-MONTZ (Engadine)
Kuhn - Hôtel
L'hôtel 5 étoiles avec
la plus grande tradition.
Centre moderne et sportif.
CH 7590 St-Montz. Tél. : 1941 82/2 11 51.
Fax 82/3 27 38, Tx. 82/2 12.

CH-3960 Sierre
AUBERGE DES COLLINES
Proximité du Lac de Géronde
Idéal pour familles et étudiants
Tél. 1941-27-65-12-48

TOURISME

ÉTÉ 1989

SÉJOURS ENFANTS A LA MONTAGNE
(agréé Jeunesse et Sports)
Haut-Doubs. Alt. 900 M.
TGV 3 heures de PARIS
Yves et Liliane accueillent vos enfants
(5 à 14 ans) dans ambiance très familiale
dans ancienne ferme XVII^e siècle, confort-
tablement restaurée, en milieu des pânu-
rages et des forêts. Accueil limité à
15 enfants. Activités proposées : tennis,
poney, jeux collectifs, découverte des
fleurs, milieu rural, peinture sur bois,
fabrication du pain.
Prix : 1 650 F par semaine / enfant.
Tél. (0) 81-38-12-51.
LE CRÉT L'AGNEAU
25650 MONTBENOIT

SEMAINE GOURMANDE

Le Café de Paris

Sur cette place Bellevue, la mal nommée (la municipalité en a fait un parking et l'océan, en face, est invisible), le Café de Paris est symbole de la pérennité, en son cadre d'une classe-que d'élégance. Il est de bon ton d'ironiser sur cette cuisine sachant raison garder, mais le tourmeos au foie gras, pour n'être point signé Rossini, n'en est pas moins somptueux, tout comme sont d'aimables allégres les canneloni de légumes rissolés d'une mousseline de poissons ; et si le foie de canard chaud est « à la façon de mon père » (le cher Robert Laporte, dont le souvenir demeure pour moi inséparable d'une gerbe gargantuesque qui nous régala, voilà des lustres, au Relais de Ferme - à l'école-dronne de Beyonne-Biarritz) - la loutine de ligne aux asperges sauce cresson, le blanc de turbot crème d'oursins et aux huîtres, le gratin de fraises au sabayon de champagne, la glace cannelle accompagnant la tarte fine aux pommes sort d'aujourd'hui.

A signaler, sur le plateau des fromages, les chèvres fermiers du domaine d'Alminoretz (à Saint-Pierre-d'Irube) et les divers et remarquables pains maison. Parmi les desserts, un sorbet au chocolat succulent. Enfin, cave exceptionnelle. Le tout mis en valeur par un service d'une urbanité quasi oubliée. Menu à 320 F. A la carte, compter 500/600 F.

● Le Café de Paris, 5, place Bellevue, 64200 Biarritz. Tél. : 59-24-19-53. Salons, C.B. - A.E. - D.C. Chiens acceptés.

Les Jardins de l'Océan

C'est le restaurant de l'hôtel Régina (petit frère du Miramar). Georges Amestoy, le chef (que l'on peut voir à travers les vitres diriger sa brigade), est un amoureux de ce qui vient de l'océan, en face. Les viandes sont donc bien garnies, et la carte propose (entre la vichyssoise à la julienne de saumon fumé et la tarte fine aux pommes avec sa crème d'armagnac) un mixed grill de l'océan, un dos de merlu cuit à l'étouffée et coquillages en persillade, des médaillons de lotte poêlés au beurre d'algues marines, etc.

Le bœuf des Pyrénées est originalement servi avec une mar-

melade de carottes d'Alsace. Et s'il faut compter, à la carte, avec une addition de 400 F, deux menus (à 175 F et à 220 F) permettent moins onéreusement de découvrir cette table bien dirigée par Philippe Touati.

● Les Jardins de l'Océan, 52, avenue de l'Impératrice, 64200 Biarritz. Tél. : 59-41-33-00. Salons, C.B. - A.E. - D.C.

Le Gallon

Une cuisinière solide, Monique Lissar, se cache dans les soutes de ce cours des mers ancré face à la grande plage et dont M. Barbé et son aimable épouse peuvent être fiers. C'est ici la certitude d'une cuisine et de prix sages, de la soupe de poissons (45 F) au fillet de dorade aux bigorneaux (86 F), de la salade de ris de veau (55 F) à la choucroute de turbot et saumon (78 F), du plateau de fruits de mer (120 F) à la morue fraîche cuite sur sa peau sur fondue d'herbes (75 F). Quelques viandes et, parmi les desserts, un nougat glacé au chocolat noir et à l'izarna. Menu à 120 F. A la carte compter 250 F.

● Le Gallon, 17, boulevard de Gaulle, 64200 Biarritz. Tél. : 59-24-20-32. Ouvert tous les jours. Carte bleue. Chiens acceptés.

Pavillon du Coq hardi

Après une maladie nécessitant une longue fermeture, François Doyembourg est revenu, heureusement, au « piano » de cette petite maison cachée au décor réjoui, avec un jardin doté d'un toit de verre pour les jours de pluie. Beaucoup de crustacés et de poissons bien cuisinés (des gambas grillées aux chipirones farcis), du fofloro (du gaspacho au magret), la broche pour les volailles et le feu de bois pour les viandes, un superbe rognon de veau « Coq Hardi » (entier, c'est rare en ces temps) ! Compter 200/250 F ; un menu d'été à 80 F.

● Pavillon du Coq Hardi, 12, rue Louis-Barthou, 64200 Biarritz. Tél. : 59-24-24-96. Ouvert tous les jours. A.E. - D.C. - Visa. Chiens admis.

L.R.

Carnet de route

Y aller

Delta Air Lines, 14, rue Scribe, 75009 Paris. Tél. : 47-68-92-92. En vols vacances : Paris/Boise (Idaho) : 6 305 F, via Atlanta et Salt-Lake-City. Paris/Jackson-Hole (Wyoming) : 8 125 F, via Atlanta et Salt-Lake.

Où loger

A Mac-Call, au bord du lac Payette, le Shore Lodge - luxueux complexe de 115 chambres construit par John Edwards, un Anglais francophile (de 33 dollars à 80 dollars). Cuisine internationale (le chef est helvétique). Carte des vins excellents. P.O. Box 1008, Mac-Call, Idaho 83638. Tél. : 208.634.2244. Possibilité de promenades sur le lac : l'hôtel possède ses propres bateaux.

En plein cœur du village, l'Hôtel Mac-Call (22 chambres), très fleuri, ce qui lui donne un air intimiste, malgré une architecture extérieure typiquement western-début de siècle (1101 North, Third Street P.O. Box 1778, Mac-Call, Idaho 83638. Tél. : 208.634.8105).

Excursions

La compagnie Pioneer Aviation organise un survol d'une heure au-dessus de la région, à partir de l'aérodrome de Mac-Call.

Dans le Hell's Canyon, Beamer's Landing : P.O. Box 1223, Lewiston, Idaho. 83501. Tél. : 208.743.4800. Excursions en jet boat. Pêche à l'esturgeon, de 55 dollars la demi-journée à 695 dollars la voyage de cinq jours. Hébergement (bungalows) et repas inclus. Jusqu'au 14 septembre. Cascade Raft Co./Cascade Adventures and Row - River Odysseys West.

Raft

Sur les rivières Payette, Salmon et affluents. De 25 dollars la demi-journée à 850 dollars l'excursion de six jours - 180 km environ - hébergement (camping) et repas inclus. Jusqu'au 14 septembre. Cascade Raft Co./Cascade Adventures and Row - River Odysseys West.

Renseignements

Office du tourisme des Etats-Unis, ambassade des Etats-Unis, 75382 Paris Cedex 08. Tél. : 42-60-57-15. Minitel : 36.16 code USA.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

CHAMPAGNE Dir. de ppte.
Gîte en fond de cave, entièrement restauré, pour vous.
AMATEURS, profitez de nos ventes spéciales :
REDEMPTEUR brut mill. 1983 et blanc de blanc.
Tarif sur demande à
R.M. DUBOIS & F. (S), Les Alouettes -
VENDEUIL, 51200 KERNAY. 26-58-37.

GRANDS VINS DE JURANÇON
CHATEAU DE ROUSSE
Direct. du producteur au consommateur.
Qualité et millésimes en sec et moelleux.
J. LARAT-LARONNETTE, 64010 JURANÇON.
Tarif sur demande.

+ SUISSE LA BONNE ADRESSE

Hôtel-Auberge des Collines - CH-3960 Sierre
Proximité du lac. Situation calme. Idéal pour familles et étudiants.
Direction fam. Takini. Tél. : 1941-27-55 12-48.

Hôtel National - CH-3963 Crans-sur-Sierre, M. Hervé Rey
Etablissement très confortable. Situé dans le centre de Crans. Renommé pour sa cuisine française et sa cave. Prix spéciaux pour le 3^e âge. - Tél. : 1941-27-41 26-81.

Hôtel Carlton - CH-3963 Crans-sur-Sierre
Quelques jours de vacances dans un cadre agréable. Calme français.
DEMI-pension dès 70 FS. - Tél. : 1941-27-41 37-73, télex 473308.

Pension-rest. Edelweiss - CH-3905 Saas-Almagell, Fam. A. Zurbriggen
Ambiance familiale. Demi-pen. à prix abordable. Enfants jusqu'à 12 ans 30 % rabais. Sol natal du champion de ski Pirmin Zurbriggen. - Tél. : 1941-25-53 15-51.

Vacances pour parents et enfants à l'Hôtel Ermitage aux Diablerets, Suisse
Demandez notre programme spécial été avec jardiniers d'enfants, sports et loisirs à gogo. Prix avantageux tout compris. Renseignements au 1941-25-53 15-51.

Hôtel Les Papillons, CH-1884 Villars-sur-Ollon
Pension familiale, style chalet. Cadre tranquille et verdoyant.
Tél. : 1941-25-53 34-54, Fax 1941-25-53 42-31, M. et M^{me} Mang vous attendent.

SOCIÉTÉ DES HOTELIERS de CHATEAU-POUX ET SES ENVIRONS
Vous recommandons ses établissements
ACCUEIL • GASTRONOMIE • CONFORT.
Téléphone : 1941-29-4 77-88, fax 1941-29-4 77-89.

JEUX

échecs

N° 1343

LA DECOUVERTE

(Coupe du monde, Rotterdam, juillet 1989)
Blancs : J. VAN DER WIEL
Noirs : SILVEST
Défense sicilienne

1. e4 e5 2. f3 f6 3. g3 g6 4. f4 g7 5. f5 g6 6. f6 g7 7. f7 g8 8. f8 g9 9. f9 g10 10. f10 g11 11. f11 g12 12. f12 g13 13. f13 g14 14. f14 g15 15. f15 g16 16. f16 g17 17. f17 g18 18. f18 g19 19. f19 g20 20. f20 g21 21. f21 g22 22. f22 g23 23. f23 g24 24. f24 g25 25. f25 g26 26. f26 g27 27. f27 g28 28. f28 g29 29. f29 g30 30. f30 g31 31. f31 g32 32. f32 g33 33. f33 g34 34. f34 g35 35. f35 g36 36. f36 g37 37. f37 g38 38. f38 g39 39. f39 g40 40. f40 g41 41. f41 g42 42. f42 g43 43. f43 g44 44. f44 g45 45. f45 g46 46. f46 g47 47. f47 g48 48. f48 g49 49. f49 g50 50. f50 g51 51. f51 g52 52. f52 g53 53. f53 g54 54. f54 g55 55. f55 g56 56. f56 g57 57. f57 g58 58. f58 g59 59. f59 g60 60. f60 g61 61. f61 g62 62. f62 g63 63. f63 g64 64. f64 g65 65. f65 g66 66. f66 g67 67. f67 g68 68. f68 g69 69. f69 g70 70. f70 g71 71. f71 g72 72. f72 g73 73. f73 g74 74. f74 g75 75. f75 g76 76. f76 g77 77. f77 g78 78. f78 g79 79. f79 g80 80. f80 g81 81. f81 g82 82. f82 g83 83. f83 g84 84. f84 g85 85. f85 g86 86. f86 g87 87. f87 g88 88. f88 g89 89. f89 g90 90. f90 g91 91. f91 g92 92. f92 g93 93. f93 g94 94. f94 g95 95. f95 g96 96. f96 g97 97. f97 g98 98. f98 g99 99. f99 g100 100. f100 g101 101. f101 g102 102. f102 g103 103. f103 g104 104. f104 g105 105. f105 g106 106. f106 g107 107. f107 g108 108. f108 g109 109. f109 g110 110. f110 g111 111. f111 g112 112. f112 g113 113. f113 g114 114. f114 g115 115. f115 g116 116. f116 g117 117. f117 g118 118. f118 g119 119. f119 g120 120. f120 g121 121. f121 g122 122. f122 g123 123. f123 g124 124. f124 g125 125. f125 g126 126. f126 g127 127. f127 g128 128. f128 g129 129. f129 g130 130. f130 g131 131. f131 g132 132. f132 g133 133. f133 g134 134. f134 g135 135. f135 g136 136. f136 g137 137. f137 g138 138. f138 g139 139. f139 g140 140. f140 g141 141. f141 g142 142. f142 g143 143. f143 g144 144. f144 g145 145. f145 g146 146. f146 g147 147. f147 g148 148. f148 g149 149. f149 g150 150. f150 g151 151. f151 g152 152. f152 g153 153. f153 g154 154. f154 g155 155. f155 g156 156. f156 g157 157. f157 g158 158. f158 g159 159. f159 g160 160. f160 g161 161. f161 g162 162. f162 g163 163. f163 g164 164. f164 g165 165. f165 g166 166. f166 g167 167. f167 g168 168. f168 g169 169. f169 g170 170. f170 g171 171. f171 g172 172. f172 g173 173. f173 g174 174. f174 g175 175. f175 g176 176. f176 g177 177. f177 g178 178. f178 g179 179. f179 g180 180. f180 g181 181. f181 g182 182. f182 g183 183. f183 g184 184. f184 g185 185. f185 g186 186. f186 g187 187. f187 g188 188. f188 g189 189. f189 g190 190. f190 g191 191. f191 g192 192. f192 g193 193. f193 g194 194. f194 g195 195. f195 g196 196. f196 g197 197. f197 g198 198. f198 g199 199. f199 g200 200. f200 g201 201. f201 g202 202. f202 g203 203. f203 g204 204. f204 g205 205. f205 g206 206. f206 g207 207. f207 g208 208. f208 g209 209. f209 g210 210. f210 g211 211. f211 g212 212. f212 g213 213. f213 g214 214. f214 g215 215. f215 g216 216. f216 g217 217. f217 g218 218. f218 g219 219. f219 g220 220. f220 g221 221. f221 g222 222. f222 g223 223. f223 g224 224. f224 g225 225. f225 g226 226. f226 g227 227. f227 g228 228. f228 g229 229. f229 g230 230. f230 g231 231. f231 g232 232. f232 g233 233. f233 g234 234. f234 g235 235. f235 g236 236. f236 g237 237. f237 g238 238. f238 g239 239. f239 g240 240. f240 g241 241. f241 g242 242. f242 g243 243. f243 g244 244. f244 g245 245. f245 g246 246. f246 g247 247. f247 g248 248. f248 g249 249. f249 g250 250. f250 g251 251. f251 g252 252. f252 g253 253. f253 g254 254. f254 g255 255. f255 g256 256. f256 g257 257. f257 g258 258. f258 g259 259. f259 g260 260. f260 g261 261. f261 g262 262. f262 g263 263. f263 g264 264. f264 g265 265. f265 g266 266. f266 g267 267. f267 g268 268. f268 g269 269. f269 g270 270. f270 g271 271. f271 g272 272. f272 g273 273. f273 g274 274. f274 g275 275. f275 g276 276. f276 g277 277. f277 g278 278. f278 g279 279. f279 g280 280. f280 g281 281. f281 g282 282. f282 g283 283. f283 g284 284. f284 g285 285. f285 g286 286. f286 g287 287. f287 g288 288. f288 g289 289. f289 g290 290. f290 g291 291. f291 g292 292. f292 g293 293. f293 g294 294. f294 g295 295. f295 g296 296. f296 g297 297. f297 g298 298. f298 g299 299. f299 g300 300. f300 g301 301. f301 g302 302. f302 g303 303. f303 g304 304. f304 g305 305. f305 g306 306. f306 g307 307. f307 g308 308. f308 g309 309. f309 g310 310. f310 g311 311. f311 g312 312. f312 g313 313. f313 g314 314. f314 g315 315. f315 g316 316. f316 g317 317. f317 g318 318. f318 g319 319. f319 g320 320. f320 g321 321. f321 g322 322. f322 g323 323. f323 g324 324. f324 g325 325. f325 g326 326. f326 g327 327. f327 g328 328. f328 g329 329. f329 g330 330. f330 g331 331. f331 g332 332. f332 g333 333. f333 g334 334. f334 g335 335. f335 g336 336. f336 g337 337. f337 g338 338. f338 g339 339. f339 g340 340. f340 g341 341. f341 g342 342. f342 g343 343. f343 g344 344. f344 g345 345. f345 g346 346. f346 g347 347. f347 g348 348. f348 g349 349. f349 g350 350. f350 g351 351. f351 g352 352. f352 g353 353. f353 g354 354. f354 g355 355. f355 g356 356. f356 g357 357. f357 g358 358. f358 g359 359. f359 g360 360. f360 g361 361. f361 g362 362. f362 g363 363. f363 g364 364. f364 g365 365. f365 g366 366. f366 g367 367. f367 g368 368. f368 g369 369. f369 g370 370. f370 g371 371. f371 g372 372. f372 g373 373. f373 g374 374. f374 g375 375. f375 g376 376. f376 g377 377. f377 g378 378. f378 g379 379. f379 g380 380. f380 g381 381. f381 g382 382. f382 g383 383. f383 g384 384. f384 g385 385. f385 g386 386. f386 g387 387. f387 g388 388. f388 g389 389. f389 g390 390. f390 g391 391. f391 g392 392. f392 g393 393. f393 g394 394. f394 g395 395. f395 g396 396. f396 g397 397. f397 g398 398. f398 g399 399. f399 g400 400. f400 g401 401. f401 g402 402. f402 g403 403. f403 g404 404. f404 g405 405. f405 g406 406. f406 g407 407. f407 g408 408. f408 g409 409. f409 g410 410. f410 g411 411. f411 g412 412. f412 g413 413. f413 g414 414. f414 g415 415. f415 g416 416. f416 g417 417. f417 g418 418. f418 g419 419. f419 g420 420. f420 g421 421. f421 g422 422. f422 g423 423. f423 g424 424. f424 g425 425. f425 g426 426. f426 g427 427. f427 g428 428. f428 g429 429. f429 g430 430. f430 g431 431. f431 g432 432. f432 g433 433. f433 g434 434. f434 g435 435. f435 g436 436. f436 g437 437. f437 g438 438. f438 g439 439. f439 g440 440. f440 g441 441. f441 g442 442. f442 g443 443. f443 g444 444. f444 g445 445. f445 g446 446. f446 g447 447. f447 g448 448. f448 g449 449. f449 g450 450. f450 g451 451. f451 g452 452. f452 g453 453. f453 g454 454. f454 g455 455. f455 g456 456. f456 g457 457. f457 g458 458. f458 g459 459. f459 g460 460. f460 g461 461. f461 g462 462. f462 g463 463. f463 g464 464. f464 g465 465. f465 g466 466. f466 g467 467. f467 g468 468. f468 g469 469. f469 g470 470. f470 g471 471. f471 g472 472. f472 g473 473. f473 g474 474. f474 g475 475. f475 g476 476. f476 g477 477. f477 g478 478. f478 g479 479. f479 g480 480. f480 g481 481. f481 g482 482. f482 g483 483. f483 g484 484. f484 g485 485. f485 g486 486. f486 g487 487. f487 g488 488. f488 g489 489. f489 g490 490. f490 g491 491. f491 g492 492. f492 g493 493. f493 g494 494. f494 g495 495. f495 g496 496. f496 g497 497. f497 g498 498. f498 g499 499. f499 g500 500. f500 g501 501. f501 g502 502. f502 g503 503. f503 g504 504. f504 g505 505. f505 g506 506. f506 g507 507. f507 g508 508. f508 g509 509. f509 g510 510. f510 g511 511. f511 g512 512. f512 g513 513. f513 g514 514. f514 g515 515. f515 g516 516. f516 g517 517. f517 g518 518. f518 g519 519. f519 g520 520. f520 g521 521. f521 g522 522. f522 g523 523. f523 g524 524. f524 g525 525. f525 g526 526. f526 g527 527. f527 g528 528. f528 g529 529. f529 g530 530. f530 g531 531. f531 g532 532. f532 g533 533. f533 g534 534. f534 g535 535. f535 g536 536. f536 g537 537. f537 g538 538. f538 g539 539. f539 g540 540. f540 g541 541. f541 g542 542. f542 g543 543. f543 g544 544. f544 g545 545. f545 g546 546. f546 g547 547. f547 g548 548. f548 g549 549. f549 g550 550. f550 g551 551. f551 g552 552. f552 g553 553. f553 g554 554. f554 g555 555. f555 g556 556. f556 g557 557. f557 g558 558. f558 g559 559. f559 g560 560. f560 g561 561. f561 g562 562. f562 g563 563. f563 g564 564. f564 g565 565. f565 g566 566. f566 g567 567. f567 g568 568. f568 g569 569. f569 g570 570. f570 g571 571. f571 g572 572. f572 g573 573. f573 g574 574. f574 g575 575. f575 g576 576. f576 g577 577. f577 g578 578. f578 g579 579. f579 g580 580. f580 g581 581. f581 g582 582. f582 g583 583. f583 g584 584. f584 g585 585. f585 g586 586. f586 g587 587. f587 g588 588. f588 g589 589. f589 g590 590. f590 g591 591. f591 g592 592. f592 g593 593. f593 g594 594. f594 g595 595. f595 g596 596. f596 g597 597. f597 g598 598. f598 g599 599. f599 g600 600. f600 g601 601. f601 g602 602. f602 g603 603. f603 g604 604. f604 g605 605. f605 g606 606. f606 g607 607. f607 g608 608. f608 g609 609. f609 g610 610. f610 g611 611. f611 g612 612. f612 g613 613. f613 g614 614. f614 g615 615. f615 g616 616. f616 g617 617. f617 g618 618. f618 g619 619. f619 g620 620. f620 g621 621. f621 g622 622. f622 g623 623. f623 g624 624. f624 g625 625. f625 g626 626. f626 g627 627. f627 g628 628. f628 g629 629. f629 g630 630. f630 g631 631. f631 g632 632. f632 g633 633. f633 g634 634. f634 g635 635. f635 g636 636. f636 g637 637. f637 g638 638. f638 g639 639. f639 g640 640. f640 g641 641. f641 g642 642. f642 g643 643. f643 g644 644. f644 g645 645. f645 g646 646. f646 g647 647. f647 g648 648. f648 g649 649. f649 g650 650. f650 g651 651. f651 g652 652. f652 g653 653. f653 g654 654. f654 g655 655. f655 g656 656. f656 g657 657. f657 g658 658. f658 g659 659. f659 g660 660. f660 g661 661. f661 g662 662. f662 g663 663. f663 g664 664. f664 g665 665. f665 g666 666. f666 g667 667. f667 g668 668. f668 g669 669. f669 g670 670. f670 g671 671. f671 g672 672. f672 g673 673. f673 g674 674. f674 g675 675. f675 g676 676. f676 g677 677. f677 g678 678. f678 g679 679. f679 g680 680. f680 g681 681. f681 g682 682. f682 g683 683. f683 g684 684. f684 g685 685. f685 g686 686. f686 g687 687. f687 g688 688. f688 g689 689. f689 g690 690. f690 g691 691. f691 g692 692. f692 g693 693. f693 g694 694. f694 g695 695. f695 g696 696. f696 g697 697. f697 g698 698. f698 g699 699. f699 g700 700. f700 g701 701. f701 g702 702. f702 g703 703. f703 g704 704. f704 g705 705. f705 g706 706. f706 g707 707. f707 g708 708. f708 g709 709. f709 g710 710. f710 g711 711. f711 g712 712. f712 g713 713. f713 g714 714. f714 g715 715. f715 g716 716. f716 g717 717. f717 g718 718. f718 g719 719. f719 g720 720. f720 g721 721. f721 g722 722. f722 g723 723. f723 g724 724. f724 g725 725. f725 g726 726. f726 g727 727. f727 g728 728. f728 g729 729. f729 g730 730. f730 g731 731. f731 g732 732. f732 g733 733. f733 g734 734. f734 g735 735. f735 g736 736. f736 g737 737. f737 g738 738. f738 g739 739. f739 g740 740. f740 g741 741. f741 g742 742. f742 g743 743. f743 g744 744. f744 g745 745. f745 g746 746. f746 g747 747. f747 g748 748. f748 g749 749. f749 g750 750. f750 g751 751. f751 g752 752. f752 g753 753. f753 g754 754. f754 g755 755. f755 g756 756. f756 g757 757. f757 g758 758. f758 g759 759. f759 g760 760. f760 g761 761. f761 g762 762. f762 g763 763. f763 g764 764. f764 g765 765. f765 g766 766. f766 g767 767. f767 g768 768. f768 g769 769. f769 g770 770. f770 g771 771. f771 g772 772. f772 g773 773. f773 g774 774. f774 g775 775. f775 g776 776. f776 g777 777. f777 g778 778. f778 g779 779. f779 g780 780. f780 g781 781. f781 g782 782. f782 g783 783. f783 g784 784. f784 g785 785. f785 g786 786. f786 g787 787. f787 g788 788. f788 g789 789. f789 g790 790. f790 g791 791. f791 g792 792. f792 g793 793. f793 g794 794. f794 g795 795. f795 g796 796. f796 g797 797. f797 g798 798. f798 g799 799. f799 g800 800. f800 g801 801. f801 g802 802. f802 g803 803. f803 g804 804. f804 g805 805. f805 g806 806. f806 g807 807. f807 g808 808. f808 g809 809. f809 g810 810. f810 g811 811. f811 g812 812. f812 g813 813. f813 g814 814. f814 g815 815. f815 g816 816. f816 g817 817. f817 g818 818. f818 g819 819. f819 g820 820. f820 g821 821. f821 g822 822. f822 g823 823. f823 g824 824. f824 g825 825. f825 g826 826. f826 g827 827. f827 g828 828. f828 g829 829. f829 g830 830. f830 g831 831. f831 g832 832. f832 g833 833. f833 g834 834. f834 g835 835. f835 g836 836. f836 g837 837. f837 g838 838. f838 g839 839. f839 g840 840. f840 g841 841. f841 g842 842. f842 g843 843. f843 g844 844. f844 g845 845. f845 g846 846. f846 g847 847. f847 g848 848. f848 g849 849. f849 g850 850. f850 g851 851. f851 g852 852. f852 g853 853. f853 g854 854. f854 g855 855. f855 g856 856. f856 g857 857. f857 g858 858. f858 g859 859. f859 g860 860. f860 g861 861. f861 g862 862. f862 g863 863. f863 g864 864. f864 g865 865. f865 g866 866. f866 g867 867. f867 g868 868. f868 g869 869. f869 g870 870. f870 g871 871. f871 g872 872. f872 g873 873. f873 g874 874. f874 g875 875. f875 g876 876. f876 g877 877. f877 g878 878. f878 g879 879. f879 g880 880. f880 g881 881. f881 g882 882. f882 g883 883. f883 g884 884. f884 g885 885. f885 g886 886. f886 g887 887. f887 g888 888. f888 g889 889. f889 g890 890. f890 g891 891. f891 g892 892. f892 g893 893. f893 g894 894. f894 g895 895. f895 g896 896. f896 g897 897. f897 g898 898. f898 g899 899. f899 g900 900. f900 g901 901. f901 g902 902. f902 g903 903. f903 g904 904. f904 g905 905. f905 g906 906. f906 g907 907. f907 g908 908. f908 g909 909. f909 g910 910. f910 g911 911. f911 g912 912. f912 g913 913. f913 g914 914. f914 g915 915. f915 g916 916. f916 g917 917. f917 g918 918. f918 g919 919. f919 g920 920. f920 g921 921. f921 g922 922. f922 g923 923. f923 g924 924. f924 g925 925. f925 g926 926. f926 g927 927. f927 g928 928. f928 g929 929. f929 g930 930. f930 g931 931. f931 g932 932. f932 g933 933. f933 g934 934. f934 g935 935. f935 g936 936. f936 g937 937. f937 g938 938. f938 g939 939. f939 g940 940. f940 g941 941. f941 g942 942. f942 g943 943. f943 g944 944. f944 g945 945. f945 g946 946. f946 g947 947. f947 g948 948. f948 g949 9

Sports

FOOTBALL : l'Olympique lyonnais

Carton noir

A peine de retour en première division, l'Olympique lyonnais est déjà en crise. A la suite de la défaite concédée à domicile face à Marseille (1-4), lors de la première journée de championnat vendredi 21 juillet, les relations, déjà très tendues, entre le président du club et la municipalité se sont dégradées. Accusé par le président, M. Jean-Michel Aulas, de ne pas aider suffisamment une équipe qui aurait besoin d'être renforcée, M. Michel Noir riposte ici très violemment en déclarant : « Il n'est pas question d'accorder quoi que ce soit au club. »

LYON
de notre envoyé spécial

C'EST l'histoire d'un retour manqué, celui de l'Olympique lyonnais (OL) en première division. Après six années passées à l'étage inférieur, les joueurs de l'OL se sont présentés le cœur léger et l'âme en fête, vendredi 21 juillet, pour affronter le champion de France en titre, l'Olympique de Marseille. Certes, le calendrier ne les avait pas gâtés en leur proposant d'entretenir l'équipe de M. Bernard Tapie. Secrètement pourtant, le public, (30 000 spectateurs), espérait sans doute une défaite moins lourde (1-4), qui aurait pu tourner à la déroute tant la supériorité des Marseillais fut grande.

L'équipe, bien que jeune (vingt-quatre ans de moyenne d'âge) et enthousiaste, est bien trop faible pour espérer figurer honorablement dans cette compétition. Seuls deux éléments de renom — le défenseur international irlandais Mickey McCarthy (trente ans) et le milieu de terrain lyonnais François Brissson (trente et un ans) — sont arrivés à l'intersaison. « Nous sommes encore une équipe de seconde division », avoue l'entraîneur, Raymond Domenech, avant d'ajouter à propos de ses jeunes : « Ils n'imaginent pas une telle différence entre première et seconde division. Il leur faudra une dizaine de matches pour s'habituer. »

Afin d'éviter de nouvelles déceptions, il conviendrait donc de renforcer l'effectif. Les dirigeants ont jusqu'au 6 août pour engager un ou plusieurs nouveaux joueurs, de préférence un attaquant ou un milieu de terrain britannique. En auront-ils les moyens ? La question est là. Car depuis la défaite contre l'OM, le débat a quitté la pelouse du stade Gerland et pris l'allure d'un conflit entre le maire, M. Michel Noir (RPR), et M. Jean-Michel Aulas, président du club et PDG de la CEGID (Compagnie européenne de gestion informatique décentralisée). Au centre de cette dispute l'aide financière de la municipalité.

Lundi 10 juillet, le conseil municipal avait voté à l'unanimité, une subvention de 9 millions de francs assortie de la suppression d'une dette de 4 millions due à la municipalité. Fort de l'énorme travail accompli dans ce



Le match Lyon-Olympique de Marseille. Il y a une semaine.

club qu'il a repris en main en juin 1987 alors qu'il accusait un déficit de 10 millions de francs, M. Jean-Michel Aulas, espérait beaucoup plus : « Je tablais sur 14 millions complétés par un prêt de 14 millions. »

Il ne les a pas eus : M. Michel Noir est resté fidèle à la ligne de conduite qu'il s'était fixée bien avant son élection : le football professionnel coûte trop cher. N'aurait-il pas déclaré le 7 décembre 1987, à quelques jours d'un conseil municipal dirigé par son prédécesseur, M. Francisque Collomb : « J'ai un peu honte d'être invité à voter 2 millions de francs pour le football professionnel alors que je n'ai que 350 000 francs pour l'aide à l'insertion des chômeurs de longue durée » (le Monde daté 24-25 janvier 1988).

Un budget révisé à la baisse

M. Jean-Michel Aulas savait donc à quoi s'en tenir quand le vote de la subvention 1990 fut soumis au conseil municipal. Pourtant, déçu par l'enveloppe de neuf millions qu'il juge insuffisante pour un club de première division, le président de l'OL avance, à titre personnel, entre 15 et 20 millions de francs et note avec amertume : « On ne touchera l'argent de la mairie qu'en janvier 1990 alors que nous en avons besoin maintenant. Que se serait-il passé si je ne m'étais pas substitué à la municipalité ? Dans notre situation, bien des clubs auraient déposé le bilan. »

L'Olympique lyonnais ne dépose pas son bilan. Simplement, le budget est revu à la baisse : il passe de 65 à 55 millions. Et M. Aulas semblait avoir en partie digéré sa déception lorsque les joueurs marseillais sont arrivés à Gerland et ont surclassé la jeune formation. Au lendemain de cet échec, arguant de l'évi-

dente faiblesse de son équipe, le président s'est tourné vers le maire. « Si l'on veut maintenir le cap que l'on s'est fixé, c'est-à-dire rester en première division et jouer les premiers rôles en 1992, nous devons nous renforcer. Au total, il nous faut, sous forme de prêt ou d'avance sur subvention, 20 millions de francs pour engager deux joueurs. » Et le président lyonnais de revenir, d'un ton calme, mais offensif, sur le montant de la subvention : « 9 millions, ce n'est jamais que l'équivalent de ce que reçoivent des clubs comme Avignon ou Tours qui montent de troisième en seconde division. » En clair, pour Lyon, ville au destin européen, c'est insuffisant.

M. Aulas se veut plus ou moins diplomate mais son entraîneur, l'ancien joueur Raymond Domenech, est beaucoup plus incisif. Très rugueux sur le terrain autrefois, il l'est demeuré : « Michel Noir est l'unique responsable de l'insuffisance de notre recrutement ! Si on ne veut pas nous aider qu'on le dise, il faut que cela soit clair. Mais que personne ne nous demande de représenter la ville, d'être sa vitrine en Europe... On veut faire plaisir à tout le monde. Aux amateurs d'opéra par exemple, même s'il ne sont que cinq cents par an à assister à un spectacle qui coûte cinq fois plus à la ville que le foot. »

Les gens du ballon rond ont visiblement choisi de passer à l'attaque, n'hésitant pas à prendre le public à témoin dans une ville où la discrétion est vertu : « Que Noir assume ses responsabilités devant les Lyonnais », lance Raymond Domenech, quand à M. Aulas, il menaçait, mardi 23 juillet, dans Lyon-Matin : « S'il y en a qui veulent se mettre en travers de notre route, il faudra qu'ils en supportent les conséquences. »

Du côté de la municipalité, ces propos ont été interprétés comme

des déclarations de guerre. M. Michel Noir est longtemps resté silencieux sur cette affaire qui l'agace. Mais, mercredi 26 juillet, il a violemment contre-attaqué : « Il n'est pas question d'accorder quoi que ce soit. Ausserre reçoit 2,4 millions de subvention et Bordeaux 8,8 millions. M. Aulas doit désormais cesser de tenir le langage qui est le sien. Je ne suis pas homme à accepter que l'on crache ainsi dans la soupe lorsque l'on bénéficie de 9 millions de francs d'argent public. De qui se moque-t-on ? Des six cents quarante-neuf présidents de clubs lyonnais qui en ont assez des conséquences verbales d'une personne qui ne pense qu'à manger et à mener ! La subvention a été votée. M. Aulas doit respecter les règles de la démocratie. C'est un bon chef d'entreprise et il gère bien le club mais qu'il n'ait pas fait des OPA avec l'argent des contribuables. Il est président, je suis maire. »

L'ancien ministre paraît décidé à admonester les dirigeants de l'OL. Le conflit pourrait aboutir à une brutale rupture des relations entre les deux camps : « Je suis trop gentil, M. Nicolas (président de l'OM) me l'a dit. Je n'ai pas le droit de leur tenir de tels propos à l'approche de leurs mariages respectifs. M. Aulas a souvent posé la bouchon trop loin. Il récidive. Je vais mettre les points sur les i : s'il veut 0 F, qu'il renouvelle ce genre de déclaration. Ce sera vite fait ! Je suis prêt à tout arrêter. »

L'histoire de l'Olympique lyonnais depuis sa fondation en 1950 a été marquée par des conflits en tous genres, souvent attisés par les rivalités politiques locales. Samedi 29 juillet, les Lyonnais reçoivent Toulouse au stade Gerland. Une victoire déstabiliserait l'atmosphère.

PHILIPPE BROUSSARD.

AÉRONAUTIQUE : Tour de France

S'affermir les ailes

Le trente-septième Tour de France des jeunes pilotes s'achève samedi 29 juillet, au Touquet, après une boucle de 4 000 km. Les soixante-cinq concurrents ont pris les commandes de leur quadriplace le 19 juillet à Coulommiers, avant d'effectuer une dizaine d'ascensions. A chaque étape, un meeting aérien est offert au public, tandis que les jeunes pilotes doivent prouver leur habileté à manier le manche. Les compagnies aériennes, qui manquent de personnel navigant, les attendent à leur descente.

NIMES
de notre envoyée spéciale

SEPT filles et cinquante-huit garçons, les yeux fixés sur un tableau couvert de signes cabalistiques, un gros cartable aux pieds, suivent les instructions du maître. Une classe de maths sup ? On le croirait volontiers si ces « élèves » n'étaient pas assis sous le hangar de l'Aéroclub nimois, vêtus d'une même combinaison bleu ciel. Les jeunes pilotes assistent à leur briefing matinal, une bonne heure et demie de consignés (route, météo) dispensées par les commissaires de course. En combinaison jaune, ils offrent un cours de navigation aux concurrents, qui ont depuis peu de temps leurs brevets et licence de pilote privé. Le Tour de France est un excellent complément de formation, pour des jeunes âgés de dix-sept à vingt et un ans.

La plupart des concurrents qui volent, souvent depuis l'âge de quinze ans, souhaitent travailler dans l'aéronautisme, et la moitié d'entre eux rêvent de devenir pilotes de ligne ou d'essai. Aussi retrouvent-ils ces filles et ces garçons dans les séries C des lycées, les écoles d'ingénieurs ou des classes préparatoires qui donnent accès à l'Ecole nationale de l'aviation civile, la piste royale. Les autres obtiendront leurs titres de pilote professionnel après avoir volé un certain nombre d'heures et obtenu leurs certificats à grands frais.

Cependant, les participants au Tour de France ne sont pas forcément issus des milieux les plus favorisés. Pour voler une heure le week-end, ils disposent de leur argent de poche ou d'une bourse de la Fédération nationale aéronautique. Christophe, vingt et un ans, qui a abandonné ses études pour se consacrer au pilotage, passe de petit boulot en petit boulot pour financer sa passion. Il fait partie des concurrents les plus confirmés avec trois cents heures de vol. Les autres oscillent entre cinquante et cent heures. Pour ceux-là, la trentaine d'heures gagnées sur le Tour représente un

supplément toujours bon à prendre.

Au mois de mai, les aéroclubs proposent leurs poulains aux épreuves de sélection. On n'en retient que soixante. Si les clubs mettent en général leur meilleur avion à la disposition du candidat sélectionné, certains financent extrêmement leur champion. Les autres devront déboursier de leur poche environ 10 000 francs. « C'est difficile de trouver un sponsor personnel, explique un concurrent, car nous n'avons pas le droit de mettre de publicité sur les avions. »

Les clubs qui prennent tous les frais apprécient les avantages d'une sélection au Tour de France : on y apprend à voler avec rigueur et précision au cours d'épreuves écrites ou pratiques qui mettent l'accent sur la sécurité.

Un esprit de compétition

Le Tour n'est pas seulement une balade pédagogique et touristique mais une épreuve sportive qui demande une grande résistance physique. « Toute une aventure quand on se contente, d'habitude, de survoler sa région ou d'aller à la plage à Deauville avec des copains », explique Arnaud Lombardini, dix-sept ans, le plus jeune monté à bord.

Cette année, l'esprit de compétition a soufflé sur le Tour. Air Inter, qui parraine l'épreuve pour la quatrième fois, a décidé d'offrir aux cinq premiers la formation théorique de pilote professionnel. La compagnie, qui manque de pilotes, a trouvé en ces amateurs un vivier précieux : « Je suis impressionné par la qualité », souligne M. Alain de Valence, commandant de bord à Air France. « Des jeunes sont capables d'avoir un comportement professionnel alors que certains n'ont pas même l'âge de passer leur permis de conduire. »

Un esprit de compétition qui, selon M. Michel Cupa, commissaire général, entraînerait un manque de sportivité. La promesse qu'Air Inter agit pour les cinq premiers avait conduit certains pilotes à « omettre » de réveiller leurs camarades le matin et à brouiller des émissions radio en vol.

Malgré ces espiègleries, les candidats jugent de leur côté qu'il y a une « super ambiance ». « On a la même passion, le même âge, le même niveau, ce qui n'est pas le cas dans les clubs », estime la « première » des filles. Les cinq étrangers sont les plus enthousiastes. « Je vais être désemparé quand je rentrerai en Belgique car c'est trop petit pour faire une boucle. Mais on pourrait organiser un Tour du Benelux », dit une jeune fille d'Anvers.

CÉCILE LE COZ.

VOILE : Course de l'Europe

Des catamarans ivres de vitesse

Le maxi-catamaran Jet-Services-V, barré par Serge Madec, a remporté, jeudi 27 juillet, à Southampton (Grande-Bretagne), la deuxième étape de la Course de l'Europe. Le premier parcours, entre Hambourg (RFA) et Scheveningen (Pays-Bas), a confirmé la puissance du catamaran de Serge Madec, vainqueur de la dernière édition de l'épreuve en 1987. Mais la seconde place, à moins de 4 minutes, du trimaran de Jean Maurel, Elf-Aquitaine, signifie que la lutte va être constante dans une course sur les trois mers, avant l'arrivée à Toulon le 12 août. La revanche de la transat Lorient-Saint-Barthélemy-Lorient, en somme, que ces bateaux n'avaient pu terminer, pour cause d'incidents techniques ou de chavirement.

A la fin du mois d'avril, vingt-trois géants des mers appareillaient de Lorient pour une épreuve qui, étant donnée sa date dans la saison, s'apparentait plus à une régate qu'à une course sur l'océan. Mais la route des Antilles allait se révéler difficile pour une flotte composée de catamarans multicoques et monocoques. Un mois plus tard, ils n'étaient que quatorze à rejoindre le port breton. La vitesse, plus que les intempéries, avait décimé la troupe.

Vainqueur à Saint-Barthélemy, Jean Maurel a connu le grand plongeon sur la route du retour, alors qu'il menait la course. Le navigateur se souvient de ce petit matin du 21 mai, son trimaran « surfe » sur une faible houle, à plus de 22 nœuds. Solidement saisi à la barre, il dirige la manœuvre. Et il pense à son rival,

Eric Tabarly, qui navigue lui aussi à pleine vitesse à quelques milles de là. Soudain les trois étraves fonce dans un mur d'eau ; il sent le trimaran ralentir et l'arrière se soulever. Avant qu'il n'ait pu chiquer l'écoute de grand-voile, l'engin décrit une large courbe avant de se retourner.

Une mésaventure semblable survient deux heures plus tard à Eric Tabarly. Boutin-Entreprise chavire « très vite », « il souffre d'une mauvaise vague conjuguée à une saute de vent pour que le trimaran se cabre », explique Jean Le Cam, compagnon d'infortune d'Eric Tabarly. A l'époque des matériaux très résistants, des voiles en Kevlar, le trimaran s'emballe, court de plus en plus vite, jusqu'à ce que ses étraves se plantent dans une vague. L'obsta-

cle peut alors stopper d'un coup l'engin devenant impossible à freiner.

Eric Tabarly, recueilli par un cargo, n'a pas retrouvé son trimaran, la balise de bord ayant cessé d'émettre. Jean Maurel a eu plus de chance. Au large des Açores, une opération de sauvetage rapidement organisée a permis à des plongeurs de redresser son bateau : premières réparations indispensables et transport jusqu'à Lisbonne, avant que le skipper et son commanditaire n'entament une course contre la montre pour faire construire un nouveau mât et réarmer le trimaran, afin d'être prêt pour l'épreuve européenne.

Renouveau de la « garde-robe »

Jean Maurel a frôlé la victoire dans cette transat, il veut poursuivre sur cette lancée. L'année 1989 est peut-être celle de la chance pour cet ancien étudiant en médecine qui se dit aujourd'hui un marin et qui aimerait bien voir s'évanouir ses mauvaises fortunes. Car depuis qu'il traîne son sac sur les pontons, Jean Maurel a connu régates hantées, il a choisi, au début des années 80, de se mettre

au service de Marc Pajot. La tâche ingrate de préparateur ne lui fournit pas l'occasion de conquérir des titres, mais il apprend son métier.

En 1985, lorsque le « maître », sacré champion de la course au large, abandonne son parrain, Elf Aquitaine, pour se consacrer à la Coupe de l'America, il recommande son jeune équipier. A vingt-quatre ans, Jean Maurel hérite d'un catamaran très rapide et surtout d'une « écurie » à défendre. L'affaire commence mal puisque, en séjour à La Baule, il ne peut s'empêcher d'aller faire une démonstration des qualités de son bateau devant le front de mer, démonstration qui se termine par un chavirement.

Légerement réprimandé par ses employeurs, mais pas sanctionné, il figure dans les courses, mais n'obtient que des honneurs comme une troisième place lors de l'édition 1987 de la course La Baule-Dakar. Les « parrains généreux » ne tiennent pas compte de ces maigres performances ni des propos souvent critiques du skipper, et dès 1988 ils lui fournissent un nouveau bateau. Le fin trimaran, baptisé Elf-Aquitaine-III, ne lui permet encore pas d'améliorer sa position dans la Transat en solitaire.

Jean Maurel choisit alors d'aborder la voile « en vrai professionnel ». Il s'oblige à suivre une préparation physique digne d'un athlète, consulte des spécialistes en sophrologie et suit les conseils de diététiciens : bref, il se prépare. Lors du Trophée des multicoques, à La Trinité, ce « nouveau régime » semble produire ses effets. Le trimaran aux bandes rouges et bleues, plus puissant que plus tôt, domine la compétition.

Le bain forcé de la Transat n'a pas atteint le moral du skipper. Il a même profité de cet imprévu pour se faire construire un mât-àile plus grand de 80 cm. L'accablant a été revu, puisque dans la Course de l'Europe l'équipage est fixé à cinq personnes. Enfin la « garde-robe » du trimaran a été repensée, un prototype de voile pivotante fixée entre l'avant d'un flotteur et la tête de mât doit même être testée pendant cette épreuve. Jean Maurel semble avoir oublié les risques qu'entraîne la vitesse. Il poursuit la course à l'armement, redoublant tous les moyens pour propulser encore plus vite son engin de 16,28 m.

SERGE BOLLOCHES.

LES HEURES
DU STADE

Automobilisme

Grand Prix de formule 1 de RFA. — Hockenheim, dimanche 30 juillet. (TF1 en direct à partir de 14 h 05).

Championnat du monde des rallyes. — Rallye d'Argentine à partir du mercredi 2 août.

Boxe

Réunion de Deauville. — Christophe Tiozzo (F)-Frank Minon (E-U), samedi 29 juillet. (TF1, en direct à partir de 23 h 05).

Motocyclisme

Championnat du monde d'endurance. — 8 heures de Suzuka (Japon), dimanche 30 juillet.

Sports équestres

CSIO de Stockholm. — Jusqu'au dimanche 30 juillet.

Voile

Admiral's Cup. — Cowes (G.-B.), jusqu'au mardi 8 août.

Course de l'Europe des multicoques. — Arrivée à Toulon le samedi 12 août.

La solitaire du Figaro. — Arrivée le mardi 15 août à La Trinité (Morbihan).

FESTIVAL D'AVIGNON

On dirait que sur la fin, le Festival engage et attire les éternels singuliers. Ainsi Jean-Marie Patti qui, d'année en année, approche les mystères de la folie. Ou les danseurs d'Alis qui portent et égareront des objets. Ou Jean-Marie Villégier qui se met « en état d'autoflagellation » quand il assiste à un spectacle raté.

En attendant Mieu d'Alis Vestiges de pub

Un ballet ? Oui, puisque tout est dans les yeux d'Alis

Mieu sans x n'est pas une coquette d'orthographe, c'est le nom d'un petit diplotocour tout à fait charmant, un bonnet de diplotocour, qu'on aperçoit à deux ou trois reprises posé sur un petit bureau blanc entre, un téléphone et un verre de menthe. Chaque représentation, nous dirons, lui est soumise, comme l'exposé d'une science à l'exécution délicate, inventée par deux vagues archéologues qui, dans un avenir lointain, manipuleront les vestiges de nos connaissances d'aujourd'hui.

Ces deux archéologues sont Pierre Fourny et Dominique Sorin, qui se dissimulent sous le nom d'Alis (Association libérale images son). Ils portent d'étranges jockeys et des chemises beiges. Leur rôle, tout au long du spectacle, est celui des serviteurs silencieux du burlesque japonais : debout ou agenouillés sur la scène tendue de blanc, ils apportent, manipulent et ramportent des objets. Ces objets sont des photographies en carton découpé : comme les images projetées sur le mur-décor du fond, ils empruntent essentiellement à l'information et à la publicité, avec les chamboulements de proportions et de perspectives que cela implique.

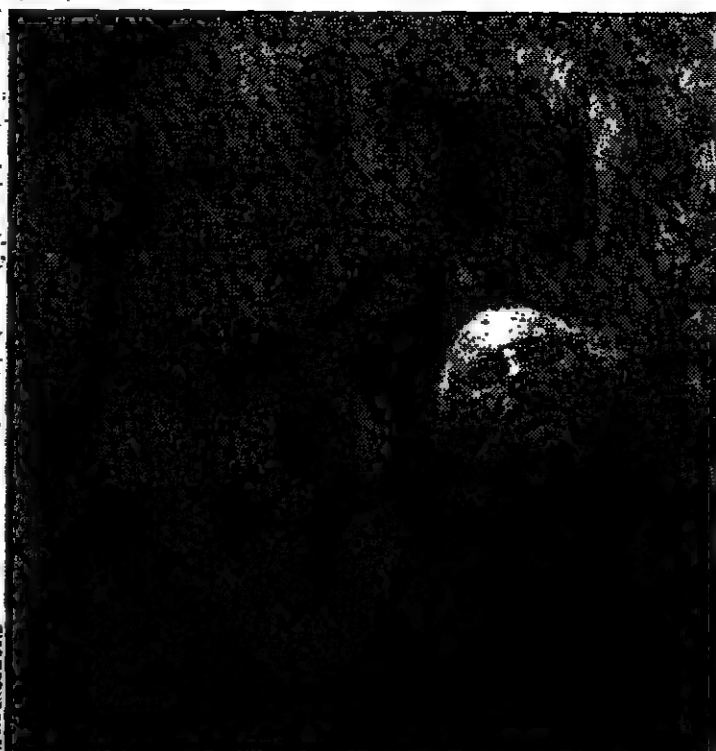
On voit ainsi se succéder dans ce théâtre d'images de longues et soyeuses jambes de femme, des mains tenant des lunettes, des caisses d'emballage de formats variés, une allumette, un paysage urbain, des rochers, des petites croix et des chiffres lumineux, une roue de voiture, un front géant planté de cheveux hirsutes, etc. À gauche, dans une petite boîte noire genre théâtre de marionnettes, surmontée d'un miroir, une main complète des hiéroglyphes sur une feuille de papier et au bout d'un moment, on peut lire : « à-bas y a pas de cuillères ».

Tout cela est très bien huilé, très sophistiqué, et accompagné d'une bande-son de Karl Biscuit, elle aussi très manipulée, qui ressemble à tout et à rien. Et la danse ? demanderez-vous. Quelle question réactionnaire et déplacée ! Il n'y a pas un pas de danse au sens communément admis du terme, mais tout est dans les yeux de Daniel Larjé, à qui le Festival d'Avignon a laissé « carte blanche ». Il faut admettre avec lui que les choix technologiques audiovisuels d'Alis situent ses méthodes de création dans le domaine des arts plastiques, alors que les modalités de perception et de lecture sont celles d'une chorégraphie... SYLVIE DE NUSSAC.

MODE

Le Dé d'or à Gianfranco Ferré

Le vingt-septième Dé d'or de la haute couture a été attribué, jeudi 27 juillet, à Gianfranco Ferré pour la collection automne-hiver 1989-1990 de Dior. Le couturier italien qui succédait à Marc Bohan s'est imposé par treize votes contre huit à Paco Rabanne.



Jean-Marie Villégier en quête d'un mythe

Jean-Marie Villégier doit sa notoriété d'abord à saint Antoine. A la Tentation de ce saint, dont il a fait son cheval de bataille. Il en a donné trois versions : à Nancy, à Marseille, à Paris - plus la lecture qu'il en a faite il y a deux ans au Festival. Saint Antoine lui a permis d'être reconnu par la profession. Depuis il y a eu Alys, la complicité d'une reconstruction parfaitement érudite mais délicate avec élégance, dans une manière qui pourrait faire penser aux statues imitées de l'antique, au siècle de Louis XIV. Alys a été un grand succès public. Jean-Marie Villégier a mis le théâtre baroque à la mode, et en est devenu le spécialiste. Il est donc venu à Avignon pour voir la Céléstine.

Méduse, sans aucun doute, la fille de Céléstine. Je viens assez souvent au Festival, mais pas depuis longtemps, et je me reproche de ne pas y avoir vu les spectacles de Villégier. J'étais un fidèle de Chaillot, pourtant. Je suis d'abord descendu, comme ça. Par amitié. La première fois, j'y ai vu Planchon, Tarruffa, Bleus Blancs Rouges. Bizarrement, c'est lui qui m'a fait découvrir Avignon. Je ne sais pas si, sans la Céléstine, je serais venu cette année. En dehors du Fidéle, je prépare le Malade imaginaire en comédie-ballet pour le Châtelet, et Alceste. C'est assez varié, un projet me distrait suffisamment de l'autre. Je ne m'enferme pas dans une spécialité, mais depuis que j'ai un peu défini la ligne théâtrale que j'envisage, je me prive du reste. Par exemple, je crois, en tant qu'auditeur, connaître mieux Verdi que l'opéra baroque, seulement la pratique m'enlève vers des goûts qui ne seraient pas forcément les miens.

Je ne me force pas, je me passionne et je ne pense pas qu'il serait bon de monter Alys puis la Traviata. Je crois de plus en plus que mon métier ne se réduit pas à diriger des ouvrages séparés. On met en scène un parcours de mises en scène. On les limite pour que le dessin appartienne net. Une Traviata dans mon parcours, ce serait un brouillard. Le « message » passe mieux dans la chaîne qui va d'Alys au Fidéle, que dans celui d'un seul spectacle. Dans un spectacle, on ne peut pas dire grand-chose, et pas des choses très complexes. Je ne sais pas exactement ce que je veux dire, pas entièrement l'espérer. En tout cas, je sais quelles terres j'ai envie de cultiver. Villégier m'a donné le goût du théâtre. Malgré l'énormité de ce que je lui dois, j'ai moins appris par le théâtre que par le cinéma. En particulier par les écrits d'Eisenstein. Ce qu'il dit sur l'image, le montage, la musique. Il a été comme un gosse qui tape du pied dans une mare et ça rejait partout. Il est un maître puissant et musclé.

« Tant qu'il fait jour, Robert Schumann »

Il erre, elle joue

recroquevillé sur lui-même. De la poche de sa redingote froissée pend un long ling blanc, jusqu'à terre, comme dans le portrait qu'a fait de lui le peintre Karl Spitzweg.

Cette scène a-t-elle lieu à l'aula d'Endenich, près de Bonn, où Schumann s'est fait enfermer en 1854, à quarante-quatre ans, parce qu'il ne se sentait plus maître de sa tête, parce qu'il avait peur de tuer, sans s'en rendre compte, Clara ou quelqu'un d'autre ? Ou bien sommes-nous encore à Düsseldorf, quand Schumann a des hallucinations auditives, quand il entend la note la vibrer dans son oreille et se lancer dans des arabesques sonores affreuses, quand il va se jeter dans le Rhin pour mettre fin à ses délices ?

Toujours est-il que les œuvres que joue Clara datent de 1853. Ce sont les dernières qu'il a écrites. Schumann, Clara, en 1854, attend son huitième enfant. Elle se lève, s'approche de son mari, lui caresse les yeux, s'éloigne. Schumann ne réagit pas. « Le combat lui est étranger, aussi préfère-t-il rêver en

silence », écrivait, parlant de lui-même, Schumann lorsqu'il n'avait que dix-huit ans. Mais déjà, dans l'ombre des fenillets et de la nuit, Clara s'est de nouveau mise au piano, elle joue l'opéra 126, les Pâques en forme de fugues. Schumann semble ne pas entendre, il s'est égaré, il tourne dans ses doigts un bout de bois.

Co spectacle, « Tant qu'il fait jour, Robert Schumann », est le premier d'une série de « biographies » qu'envisage de réaliser Jean-Marie Patti. Clara est interprétée par la pianiste argentine Andrea Cohen. L'art de Jean-Marie Patti, ainsi, onirique, « minimal » comme l'on dit à présent, fait merveille dans l'évocation d'événements illogiques comme l'angoisse qui assombrit les derniers jours de Robert Schumann. Le public d'Avignon a le talent de voir et d'écouter avec une sorte d'attention attentive ce spectacle fantôme.

MICHEL COURNOT

* Cour de la faculté des sciences, 22 heures, jusqu'au 30 juillet.

THÉÂTRE

A Fort-de-France

Un festival en poussière d'îles

Danse, musique, théâtre, animation et débats au programme du dix-huitième Festival de Fort-de-France

Aimé Césaire peut être à Paris à l'Assemblée nationale, à Avignon où on lui rend hommage, il demeure présent à Fort-de-France, inscrit dans la terre martiniquaise comme le père spirituel et le chef politique. Le Festival de Fort-de-France procède de lui. Il l'a créé en 1972. L'année dernière, Mehmet Uysal mettait en scène Une saison au Congo. Si son nom ne figure pas au programme du dix-huitième Festival, on peut imaginer, du moins, que le titre de la manifestation, « Poussière d'îles », a été imaginé par lui. Les îles, c'est les terres émergées du bleu des Caraïbes, qu'un sémur oiseau a distribuées en forme d'archipel et sur lesquelles l'histoire a passé, les soumettant à la pluralité des langues colonisatrices. Aussi le Festival de la Martinique parle-t-il le français, l'anglais, l'espagnol et le créole.

Jean-Paul Césaire, fils du poète et directeur du SERMAC (1), le service municipal d'action culturelle, anime le Festival en pleine conscience des problèmes matériels liés à l'insularité et à l'éloignement de la métropole. L'ensemble fonctionne assez bien puisque cinquante mille spectateurs sont attendus cette année.

L'événement artistique, cette année, c'est le Workshop Ensemble du Dance Theater of Harlem qui, sur la scène du Grand Carbet, chapiteau de mille places, agit des cocktails de danses classiques et traditionnelles venues d'Afrique noire ou du Maghreb. Les notables et un public de bonne compagnie, la bourgeoisie de l'île, applaudissent avec conviction. Électrique, le Festival englobe tout, amateurs et gens de métier. Au centre culturel André-Ailler, dans un quartier de cahanes de planche et de tôle, les enfants de l'école interprètent une fable sur la pollution. Les comédiens du Théâtre, une des trois troupes profession-

nelles de l'île, spécialistes du théâtre de rue, jouent gros une farce en créole écrite par un auteur de Fort-de-France, Vincent Placoly. Le même écrivain a composé pour le centre dramatique régional une pièce qui se passe dans un village de pêcheurs, manifestement inspirée de Goldoni, qu'Annick Justina Joseph, directrice du Théâtre de la Soif nouvelle, a mise en scène dans un style de comédie de l'art créole.

Dans le même théâtre municipal aux allures de bombonnière, Dido Lykoudis a soutenu l'honneur de la métropole en réglant le Woyzeck, de Büchner, avec une juste rigueur poétique. Une musique d'Olivier Dejourns au steel drummers, ces barils coupés aux sonorités étranges, fait résonner un mystère romantique sur ce drame de noir et blanc, l'une des réussites de ce festival prolifique.

JEAN-JACQUES LERRANT.

* « Poussière d'îles » à Fort-de-France, jusqu'au 29 juillet.

(1) Un autre foyer est le Centre martiniquais d'action culturelle dirigé par Fanny Agnès. Il organise, notamment, les Rencontres caribéennes de théâtre, le Carrefour mondial de la guitare et les Rencontres de jazz et musique populaire, tous de solide réputation.

Pour Minerve, site aux lignes sévères, Léon Cordes, poète et dramaturge de langue d'oc, récemment disparu, avait écrit en 1985 un drame historique, Membra 1210, inspiré de la résistance et de la chute du village-crocelle assiégé par les croisés de Simon de Montfort. Tout le village avait participé à cette création, dont le succès fut immédiat.

Mais un festival doit se renouveler. Pour son édition 1989, le fils du poète, Michel Cordes, n'a cependant pas voulu rompre brutalement avec le cycle populaire. Se rapprochant du temps présent, il a choisi une autre époque populaire, écrite, mise en scène et jouée par lui-même, 1907, les Guettes de la Saint-Jean, rappelant les grandes manifestations vigneronnes conduites par Marcelin Albert, un petit propriétaire d'Argence, village voisin (1).

Clémentine Célarié à l'Espace européen

Le matelas de Marcella

On attendait beaucoup du talent de Clémentine Célarié. Des temps morts gâchent un peu ce sympathique spectacle.

La lumière noire de la salle et le silence des spectateurs l'ont brusquement réveillée. Voici Clémentine Célarié, perdue pour une heure et demie de monologue. Monologue, pas vraiment. Elle a attribué d'office le second rôle aux spectateurs, qu'elle les secoue un peu pour les transformer en porteur d'échelle, de matelas ou de couverture. Les plus réticents dégringolent ensuite un verre de circonférence. Car Marcella est contente. Elle a trouvé de la compagnie, de quoi occuper son été pendant que ses quinze garçons sont en vacances. Tantôt sanglée dans une robe style vieux richelieu du salon recyclo, ou dans un défilé de plumes et de tins aux couleurs tapageuses, cette drôle de bonne femme chante, danse, crie aux fenêtres et hèle les passants dans la rue toute proche.

La valise des fiancés, la saga illustrée de toute sa tribu, sans laquelle elle a peur de sortir, le marché du dimanche, tout ce qu'elle va en traquer, toutes les aventures de Marcella passent à la moulinette de sa langue affûtée. Les

yeux et la voix aux aguets, elle ne s'essouie que pour mieux rebondir sur un matelas, lourde méduse blanche échouée sur la scène, puis gigantesque sac à malices. C'est le refuge de Marcella. De là, elle dirige le public comme une petite classe.

Après la radio, le cinéma et un brin de chanson, le personnage multiforme de Clémentine Célarié efforce le saut périlleux du one-woman-show, très en vogue ces derniers temps. Seulement, ce genre d'exercice est difficile. La comédienne et son metteur en scène Christophe Reichert ont singulièrement manqué de rigueur là où elle est indispensable, et le talent de l'actrice ne suffit pas à donner de l'épaisseur au personnage. On est plus attendri par la comédie qu'il y a dans Clémentine Célarié et la salle, que par la truculence de Marcella. Le jeu avec le public, sans cesse pris à témoin, est lassant. Que se passerait-il, d'ailleurs, si les spectateurs restaient passifs et ne lui donnaient aucun signe d'encouragement ? C'est un peu mon, comme le grand-mère de Marcella. Heureusement qu'il y a Clémentine.

BÉNÉDICTE MATHIEU.

* Marcella, de et avec Clémentine Célarié. L'Espace européen, 5, rue Biot (17). Tél. : 42-93-69-68. Du lundi au samedi à 20 h 30. Jusqu'au 31 août.

Minerve et son passé

Il s'orientait donc vers d'autres thèmes, axés sur l'actualité, en rapport avec l'évolution économique et agricole de la région. Il envisage une œuvre sur le travail et le rôle de l'eau, liée à la vie de Minerve, ou les changements intervenus dans un département où peu à peu la vigne s'efface, où la vie évolue sous la pression de nouveaux habitants, français ou étrangers.

ROGER BÉCHIAUX.

(1) Huit représentations (de mardi le dimanche 6 août) à 22 heures, alternées avec des animations dans les villages. Renseignements à Minerve (tél. 68-91-12-52 ou 68-91-12-54).

Farid Chopel joue « la Belle Carlo »

Le zappeur du Café de la Gare

Farid Chopel fait tout passer sur scène à force de charme et de virtuosité. Son numéro est cependant léger.

Il entre en scène en Fred Astaire approximatif, déguisé d'une queue-de-pie dentée et entonne un numéro de claquettes qui vise à la charge de cavalerie au bout de quelques instants. Tout de suite il se met dans la peau d'une star américaine abrutie par les sun-fights et la cocotte. Et pendant une heure et demie, « la Belle Carlo » (autrement dit la belle caravane, objet d'un pot-pourri à mi-spectacle), derrière une main-show en date de Farid Chopel, accumule ces tout petits instants. Chopel a la constitution d'un homme caennais, et il se sert de cette faculté merveilleuse, changer son corps et son visage à volonté, ressembler à Robert De Niro ou à un chef de village du Haut-Atlas.

Si l'on bouge, émettre des sons, imiter la parole sans rien dire, Farid Chopel est éloquent, drôle, intuitivement juste. Mais dès qu'il se sert des mots, il devient timide, maladroit. La plupart des moments (on ne peut pas vraiment parler de sketches) de « la Belle Carlo » tournent autour d'un gag. Quand il faut faire exister les personnages au-delà de la situation, ils se dissolvent dans l'air - à l'exception d'un clown psychotique plutôt risqué.

Chopel se permet aussi des pleurs égoïstes : il profite de la présence d'un (bon) groupe de rock derrière lui pour chanter deux titres d'Otis Redding et Susie Q, le vieux standard. Pendant le spectacle, et c'est là le principal, Chopel fait tout passer à force de charme et de virtuosité physique. Mais quand les lumières se rallument, la frustration vient, comme si on avait vu un acteur répéter devant sa glace sans jamais arriver jusqu'à la représentation finale.

THOMAS SOTINEL.

* « La Belle Carlo », de et par Farid Chopel. Tous les soirs à 20 heures au Café de la Gare, 41, rue du Temple, Paris-4. Tél. : 42-78-52-51.

Culture

ARTS

A la Fondation de l'Hermitage à Lausanne

Le Musée de Lyon parade

Pendant qu'on y engage des travaux de rénovation, le Musée de Lyon voyage... Avec, dans ses bagages, les peintures du cru, ceux de l'école lyonnaise du dix-neuvième siècle, encore mal connus.

Le Musée de Lyon s'exporte. Par son côté d'exportateur, sa réputation de « petit Louvre », mais aussi pour des raisons économiques. Le conservateur, M. Philippe Durry, a besoin de fonds pour la restauration de peintures anciennes, et les voyages promotionnels en rapportent.

Première étape avant le Japon : la Fondation de l'Hermitage à Lausanne. La calme opulence de l'hospitalité vaudoise convient bien au charme discret des collections lyonnaises. Au point que l'Hermitage de Bourdelle, placé devant le porche de la villa du banquier Bugnion, semble avoir fait depuis toujours de la tension muséale dans ce site champêtre au-dessus du Léman. Les œuvres sont habilement réparties, du grenier au sous-sol,

selon les grands mouvements de l'histoire de l'art, du dix-neuvième siècle jusqu'à Picasso. Des œuvres majeures illustrent cette pédagogie, appuyée sur d'autres de moins grande importance car le Musée de Lyon ne pouvait se démunir entièrement des pièces de sa couronne.

Plutôt qu'aux chefs-d'œuvre, on peut s'attacher aux tableaux plus secrets, comme la superbe nature morte enroulée de Monticelli, l'autoportrait de Fantin-Latour traité dans une pâte tendre, le paysage lumineux et douloureux de Daubigny, les dessins d'atelier de Puy de Chavannes, le nu innocent et gracieux, dans sa légère déformation, de Maurice Denis, celui de Dufy entre fauvisme et cubisme ou le portrait de Juliette Rieu, par Gleizes, dont la structure rythmique s'apparente à celles de Delaunay ou de Villon.

Mais l'insolite tient à la présence des peintures proprement lyonnaises qui, en s'exportant, sortent de la réclusion à laquelle la vie provinciale les avait condamnées.

Dans le grenier, sous les charpentes, éclosent les œuvres modestes des pein-

tres de la fleur, souvent associées à la soierie, et des premiers paysagistes chez lesquels la minute s'allie à la justesse atmosphérique. Le plus surprenant est Louis Janot dont on a réuni dans une salle quelques toiles de la suite : le Poème de l'âme. Leur surréalisme angélique a de quoi exciter le regard. C'est peut-être l'œuvre d'un artiste hanté d'ambitions obscures. Une sorte de William Blake de sacristie ondoie par la piété lyonnaise.

Janot reste un mystère dans la froideur académique du métier. Les peintures volumineuses comme Guichard, Ravier, Vernet, entre romantisme, baroque et l'ingratitude, sont plus faciles à déchiffrer. Leur lumière, pourtant, est souvent cachée. Comme chez Louis Carrand qui cuisine ses pâtes, les grates et les ravines, pour d'insolentes transparences. Le voyage leur vaudra sans doute d'autres complicités.

JEAN-JACQUES LERRANT.

* Chefs-d'œuvre du musée de Lyon. Fondation de l'Hermitage à Lausanne : jusqu'au 21 septembre.

La collection Daniel Templon à Fréjus

Domicile fixe

La zone industrielle de Fréjus est désormais la plus chère de la Côte. Entre un ferrailleur et un charpentier s'est installé un musée, musée temporaire, préfiguration de celui qui devrait être construit tout près de là, dans une pinède. Avec l'aide de l'architecte Didier Guichard, Daniel Templon a réussi à changer un entrepôt prêt par la municipalité en galerie propre et blanche, un

peu trop chaude sans doute, mais vaste et claire. Là ont été disposées les quatre-vingt peintures et sculptures contemporaines qui doivent former le premier noyau de la Fondation Daniel Templon quand celle-ci aura pris ses quartiers dans un bâtiment conçu pour elle.

Le délai annoncé est de trois ans. En 1992 donc, dans le parc Aurélien, vaste domaine sur une colline qui domine la ville de Fréjus et que celle-ci vient d'acquérir, un architecte aura achevé la construction d'un musée. Quel architecte ? A l'époque où la Fondation devait s'établir au-dessus d'Antibes, Daniel Templon avait sollicité le Japonais Isosaki, dont le projet fut exposé à la FIAC. Aujourd'hui, il est question d'un concours auquel Isosaki pourrait fort bien participer, et qu'il pourrait même fort bien gagner.

Le lieu trouvé, un plan fait, reste la question du financement. Il semble que, de mécènes privés en aides publiques et avec l'aide de la Ville de Fréjus, qui serait propriétaire des murs, le problème puisse se régler. Il ne manque plus qu'une dizaine de millions de francs pour boucler le budget.

S'il en est ainsi, les tableaux de la Fondation, venus pour l'essentiel de la collection de Daniel Templon, les autres ayant été donnés ou prêtés par des artistes et des marchands dont l'illustre Léo Castelli, trouveront enfin leur destination définitive : les collections nationales, auxquelles ils seront offerts. Pour l'heure, ils forment un ensemble qui, par sa richesse en nous fait, n'est pas une collection de musée. La plupart des stars des vingt dernières années, de Warhol à Pollock et de Rauschenberg à Kiefer y ont une œuvre, et souvent de qualité.

Plus qu'un goût personnel, on sent dans chaque salle la volonté de ne rien négliger des courants internationaux de l'époque et d'enregistrer au plus vite tendances et modes. Aussi ce musée éphémère est-il pédagogique et explicatif : mieux qu'un livre, il retrace en détail l'histoire la plus récente, reportage permanent plus que panthéon. Encore enrichi de dons et d'acquisitions, un fonds d'une telle opulence attirerait visiteurs et touristes à Fréjus, qui manque pour l'heure de curiosités et de monuments.

PHILIPPE DAGEN.

* Zone industrielle du Capiton, Fréjus, jusqu'au 10 septembre.

(Publicité)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU GAZ DE FRANCE

Préparez-vous à un hiver tranquille

A l'entrée de l'hiver, il est nécessaire, quel que soit le combustible utilisé, de faire vérifier par des professionnels qualifiés que :

- les installations de chauffage et de production d'eau chaude fonctionnent bien ;

- les conduits d'évacuation des gaz brûlés ne sont pas obstrués ;

- si votre chaudière est raccordée à une installation de ventilation mécanique contrôlée (VMC), nous vous rappelons qu'il est obligatoire (arrêté du 25 avril 1985) de faire effectuer :

- chaque année un entretien de l'appareil et de l'installation de ventilation ;

- tous les cinq ans, un contrôle et un réglage des débits permettant d'assurer le maintien de l'hygiène, du confort et de la sécurité.

Aidez-vous auprès du syndicat de votre immeuble que le contrat d'entretien prévoit ces dispositions.

Sans attendre la visite d'un professionnel, assurez-vous que les entrées et sorties d'air de ventilation ne sont pas obstruées, que la date limite figurant sur le flexible de votre cuisinière n'est pas dépassée et que celui-ci est bien fixé.

CINÉMA

Jean-Claude Gallotta derrière la caméra

Un bastion spirituel

Le chorégraphe Jean-Claude Gallotta tourne son premier film long métrage *Rei Dom*, dans d'étranges décors naturels de la région grenobloise.

Une usine de sidérurgie vouée à la démolition, une scierie délabrée, une fabrique de papier désaffectée : le réalisateur de *Rei Dom* a préféré de tels sites aux verts paysages touristiques alpins. Encore cherche-t-il, dans ces bêtises épurées par le temps, tout autre chose qu'un pittoresque d'« archéologie » : l'étrange de lieux équivoques où des machines non identifiables peuvent côtoyer des objets de culte mystérieux.

Le sol d'un atelier aux murs éventrés a été jonché de pétales effeuillés de quarante mille roses. La scierie s'est transformée en salle d'entomologie d'un musée, avec des grouillements d'insectes dans les bœufs des vitrines. Le décorateur, Yves Cassagne, a ajouté au trouble en disposant des moules d'usage incertain, jouant sur les nuances de brun et de rouille comme un plasticien patinant une installation d'art pauvre. Les extérieurs : une cascade sur le Drac, les rochers des gorges du Furon, des espaces de dépaysement sauvage, décors naturels du « mythe ».

C'est de ce mythe qu'il est question dans *Rei Dom*, autrement dit le « lieu imaginaire commun », celui de l'« histoire essentielle » souvent racontée dans les créations chorégraphiques de Jean-Claude Gallotta.

Découverte d'un court métrage inédit de Bunuel

Un court métrage inédit réalisé en 1930 par Luis Bunuel a été découvert il y a environ un mois à Cadaqués (Catalogne), dans le fonds d'archives de l'Hermitage Ana Delí, la sœur de l'artiste décédé récemment.

Longue de cinq à six minutes, cette œuvre a sans doute été tournée peu avant que Bunuel ne réalise *l'Âge d'or*, le deuxième et dernier film créé en collaboration avec Salvador Dalí. S'appuyant à des photos de famille, elle montre le père du peintre arrosant le jardin, buvant son café ou dormant sous le tonnelier de la maison de la famille à Cadaqués. L'ensemble de ces archives a été confié à la mairie de la ville.

Communication

En installant des comités régionaux

Le CSA décentralise le suivi des radios privées

Alors que les professionnels de l'audiovisuel attendent avec impatience la nomination du futur président d'Antenne 2 et de FR 3 tout en suivant la partie de bras de fer entre les actionnaires des chaînes privées et le gouvernement (le Monde du 28 juillet), le monde de la radio, lui, retient son souffle : les neuf membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) planchent enfin sur leur média. Une série d'auditions a même été organisée, mardi 25 juillet, qui devrait faire défiler, devant le CSA au complet — et pas seulement MM. Faure et Barnet, officiellement chargés du dossier — des

représentants des différents secteurs de la FM : radios associatives (Radio Notre-Dame), radios thématiques (Superloustic), fournisseurs de programmes (AFP Audio), régisseurs, stations périphériques et réseaux. Une réflexion qui devrait aboutir à la rédaction d'un document de synthèse, établissant, en quelque sorte, la doctrine du CSA en matière de politique radiophonique : quelles priorités ? Quelle répartition de la bande entre réseaux commerciaux, radios indépendantes, radios associatives ? Quelle politique en matière de rachat ? etc.

Ces questions se posent en effet avec acuité cet été, où le désordre de la FM en province est à son comble, où les chaînes de stations se font de façon anarchique et sans contrôle et où quel contrôle de Nostalgie par RMC notamment — attendent le feu vert du CSA.

Mais il est une seconde échéance, attendue à la fois par les radios et par le CSA, qui devrait changer notablement la procédure, donc le rythme d'instruction des dossiers de radio. C'est la publication du décret prévu par la loi du 17 janvier 1989, instituant les comités techniques radiophoniques, déjà appelés les CTR. Afin de désengorger le service radio du CSA, il a été en effet prévu de créer des services déconcentrés, chargés, une fois l'appel à candidatures lancé par le Conseil, sur une zone, d'instruire les différents dossiers de radio et d'émettre des avis devant le CSA, seul habilité à prendre les décisions.

Outre ce travail, qui devrait les occuper quelques mois tous les cinq ans (durée d'une autorisation), les CTR devront également assurer le suivi des dossiers, vérifier que les radios respectent leurs engagements

(puissance d'émission, format de la programmation, etc.) et alerter le CSA des manquements constatés à une amélioration notable, qui devrait permettre à la fois plus de pragmatisme, de souplesse et de rapidité.

Examiné mercredi 19 juillet, lors d'une réunion interministérielle, le texte devrait être soumis dans les jours qui viennent à la signature des différents ministres concernés. Conci, il précise, comme prévu, le nombre des CTR et celui de leurs membres, leur répartition géographique et leurs modalités de fonctionnement et comporte plusieurs des modifications suggérées par le CSA, consulté pour avis.

La France compte donc seize CTR au lieu des quinze prévus initialement. Un léger redécoupage a permis notamment d'isoler la Polynésie, de regrouper Bretagne et Pays de Loire, d'élargir la région Haute et Basse-Normandie aux départements de l'Eure-et-Loir, de la Mayenne et de la Sarthe et d'ajouter l'Aquitaine et le Poitou-Charentes. Chaque comité est compétent pour les appels à candidatures lancés dans sa région.

Cependant, « lorsqu'un appel à candidatures porte sur un service dont la zone de diffusion s'étend sur le ressort de plusieurs comités, le CSA peut

Le débat sur les quotas de programmes

Le protectionnisme européen irrite les Américains

Le grand marché européen n'en finit pas d'inquiéter les Américains. Pas une semaine, depuis un an, sans que les publications professionnelles, consacrées à l'audiovisuel, s'interrogent sur la détermination des Européens à faire preuve d'un nouveau protectionnisme en matière de produits culturels et interrogent patrons de majors, producteurs indépendants et distributeurs de programmes sur le danger d'une politique de quotas décidée par la CEE.

Débat purement hollywoodien ? Non. Débat national puisque, après la Maison Blanche, le Congrès a décidé, lui aussi, de se pencher sur le dossier. Des représentants de la télévision et du cinéma y ont été reçus le 16 juillet pour y justifier le principe des quotas, selon lequel les télévisions du Vieux Continent devront diffuser majoritairement des produits européens. « Les raisons sont économiques bien plus que culturelles », ont-ils notamment déclaré. « Si Dallas était produite en France, avec les mêmes thèmes et sur le même scénario, il serait considéré comme une œuvre européenne », a même affirmé le sous-secrétaire d'Etat, M. Michael Farren devant la sous-commission sur les télécommunications. Plusieurs sociétés américaines n'ont-elles pas pris d'ailleurs

le parti de s'établir à cette fin en Europe ?

La France, en tout cas, était bel et bien dans le collimateur des professionnels américains. N'a-t-elle pas, la première, souhaité étendre à toute l'Europe les restrictions qu'elle impose à l'intérieur de ses frontières ? Une attitude dénoncée notamment par M. Richard Frank, président des studios Disney, « alors que le gouvernement français a coopéré à la création d'un parc Disneyland près de Paris, à 44 dit, d'autres instances gouvernementales cherchent à limiter la diffusion à la télévision des programmes Walt Disney ».

Mais l'Europe a trouvé en M. Robert Maxwell, présent lui aussi à Washington, un avocat de choix. « Seules cinq mille heures, des quelques cent mille heures de films diffusés en Europe, sont produites sur ce continent », a observé le magnat de la presse britannique, devenu patron d'un empire multi-médias. « Les Européens n'accepteront pas de voir leur culture remplacée par des images fabriquées à Hollywood, Mexico ou Tokyo ». Une façon d'inquiéter davantage encore les Américains, de plus en plus dépendants, il est vrai, de leurs exportations.

A. Co.

M. Jérôme Seydoux prêt à remettre le pied à l'étrier pour la 5 à certaines conditions

« La 5 nous inspire », déclare M. Jérôme Seydoux, PDG des Châteaux et actionnaire de la Cinq, dans une interview au *Nouvel Economiste*, publiée, le 28 juillet. « Je suis prêt à remettre le pied à l'étrier, à condition que ce soit avec des partenaires qui s'entendent sur la stratégie, les investissements et une équipe de direction compétente. Avec déjà 15 % d'audience, si on voulait s'en donner la peine, cette chaîne pourrait bien marcher ».

Interrogé sur la qualité de « partenaire possible » de M. Robert Hersant, M. Seydoux, qui n'a pas suivi les récentes augmentations de capital, répond en citant une réflexion que lui fit jadis l'actuel PDG de la 5 : « Dans ma vie, j'ai toujours travaillé seul. Travailler avec d'autres, comme nous l'imposent ces nouvelles lois, je ne sais pas faire. Et je ne suis pas sûr d'être capable d'apprendre ». Et M. Seydoux de conclure : « Il a été honnête, il a fait ce qu'il avait dit ».

En proposant un « tarif publicitaire unique »

Le groupe Bauer à la conquête de la presse féminine en Europe

L'éditeur ouest-allemand Bauer propose aux annonceurs depuis le début juillet, un « tarif européen unique » pour les pages de publicité qui paraîtront dans quatre de ses magazines féminins. Il s'agit, pour la République fédérale d'Allemagne de *Tina*, son hebdomadaire féminin vedette (avec un tirage de 1,6 million d'exemplaires) et de *Bella* (600 000 exemplaires) ; pour la France, de *Mad* et, pour la Grande-Bretagne, de *Bella* (600 000 exemplaires chacun).

Cette opération baptisée « the European Four Sisters » (les quatre sœurs européennes) devrait permettre au groupe Bauer de posséder le sup-

port publicitaire le plus vaste d'Europe en matière de presse féminine, avec dix millions de lectrices potentielles disposant de 70 milliards de francs de budget.

Fort de ses trente-trois titres allemands et de ses sept titres publiés à l'étranger, d'un chiffre d'affaires en 1988 de 1,964 milliard de deutsche marks (5,2 milliards de francs), soit une augmentation de 6,3 % par rapport à 1987, dont 307 millions ont été réalisés à l'étranger (soit 29 % de croissance), le groupe Bauer accomplit un pas de plus dans le marché européen de la presse écrite féminine.

désigner le comité chargé d'assurer l'instruction des dossiers de candidatures, lequel sollicite l'avis des comités concernés ». Cette disposition importante, souhaitée par le CSA (qui préférerait toutefois confier au CTR d'Ile-de-France la responsabilité de ce type de dossier), intéressera au premier chef les réseaux puisqu'elle ouvre la faculté de lancer des appels d'offres à l'échelon régional ou national.

Outre son président — un magistrat issu d'une juridiction administrative et désigné par le vice-président du Conseil d'Etat —, chaque comité comprend quatre membres (trois pour les régions du Pacifique et de l'Océan Indien), désignés par le CSA pour une durée de quatre ans renouvelable, indemnisés sur ses crédits et tenus de garder le secret sur les délibérations et les documents dont ils auront connaissance. Le décret ne précise pas la qualification des membres, mais l'on peut s'attendre à y trouver obligatoirement un technicien (la plupart du temps issu de TDF) et, si possible, un homme de programme, un juriste et une personnalité de la région, issue ou non du monde associatif.

Des négociations ont eu lieu avec le ministère du budget sur la teneur de l'évaluation de crédits supplémentaires nécessaires à cette nouvelle structure. Une convention doit également être conclue entre le président du CSA et le ministre de l'Intérieur à propos des infrastructures que les préfets mettront à sa disposition. Les premiers comités créés pourraient être ceux de Franche-Comté et de Provence-Côte-d'Azur, où des appels à candidatures seront lancés à la rentrée. Celui de Paris Ile-de-France devrait suivre sans tarder puisque c'est ce dernier, à titre transitoire, sera compétent pour les zones dans lesquelles le comité technique radiophonique n'aura pas encore été constitué.

ANNICK COJEAN.

● Un décret sur l'organisation interne du CSA. — Le décret sur l'organisation interne du Conseil supérieur de l'audiovisuel a été publié jeudi 27 juillet au *Journal officiel*. L'ordonnance stipule que le directeur général du conseil est nommé par décret du président de la République, sur proposition de celui du CSA. Ce directeur général assiste aux délibérations du conseil, sauf dans le cas où les neuf membres, à la demande de l'un d'entre eux, décident de siéger à huis clos. Le poste est aujourd'hui détenu par M. Jean-Eric Schoettl, nommé en juin par le président du CSA pour succéder à M. Pierre-François Racine.

● Les professionnels du cinéma contre la limitation des films interdits aux moins de treize ans à la télévision. — L'association des organisations professionnelles du cinéma (producteurs, réalisateurs, distributeurs...) ont été reçues par le CSA le 25 juillet. Elles souhaitent que le CSA revienne sur sa décision d'interdire la diffusion télévisée après 22 h 30 des films interdits aux moins de treize ans. Estimant cette mesure « injuste et inadaptée à son objet », les professionnels se déclarent prêts à participer à l'élaboration d'un code de déontologie applicable à l'ensemble des émissions de télévision.

● Les Echos rachète le groupe Tonus. — Le groupe de presse Les Echos a racheté 75 % des actions du groupe de presse médiatique Tonus. Les 25 % restants lui seront cédés dans un délai maximum de cinq ans. Cette opération vise à développer la branche « communication médicale » du groupe Les Echos pour lui faire atteindre un chiffre d'affaires annuel d'environ 200 millions de francs et 30 % du chiffre d'affaires du groupe. L'activité de cette branche s'appuie désormais sur les quotidiens *Paroisses* du médecin et *Médical Satellite*, sur l'hebdomadaire *Revue du praticien*, sur les éditions médicales J.-B. Baillière et enfin sur les deux bihebdomadaires du groupe Tonus, *Tonus médical* et *Tonus dentaire*.

● Prolongement de l'indivisibilité du service public au Roland-Garros. — Antenne 2, FR 3 et la Fédération française de tennis ont prolongé jusqu'en 1992 le droit de retransmission du tournoi de Roland-Garros et de l'Open de Bercy. Cet accord d'indivisibilité a été signé le 25 juillet par les PDG des deux chaînes publiques M.M. Claude Compagnie et René Han, ainsi que par le président de la Fédération française de tennis, M. Philippe Catinet.

PARIS EN VISITES

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

Économie

Revenant à 2,8 milliards de francs

SOMMAIRE

■ Le commerce extérieur de la France est à nouveau déficitaire en juin. Un résultat qu'il faut savoir dédramatiser, affirme Jean-Marie Rausch (lire ci-contre).

■ En s'alliant avec le numéro deux allemand Colonia, le groupe Victoire prend la deuxième place dans les assurances françaises (lire ci-dessous).

■ Il faut apprendre à réintégrer les demandeurs d'emploi dans la vie active, préconise l'OCDE (lire p. 21).

■ Nouveau regroupement dans l'industrie pharmaceutique américaine (lire ci-dessous).

Le déficit commercial s'est réduit en juin

Le déficit du commerce extérieur de la France s'est réduit en juin, revenant à 2,8 milliards de francs après correction des variations saisonnières, contre 6,7 milliards en mai et 3,7 milliards en avril. Sur les six premiers mois de l'année, le déficit est de 17,2 milliards de francs, soit 2,9 milliards de francs en moyenne mensuelle.

En juin, la France a exporté pour 106 milliards de francs de marchandises, contre une nouvelle fois en dessous du plan des 100 milliards de francs par mois. Nos importations ont également été très élevées : 108,9 milliards de francs. Après correction des variations saisonnières, les exportations atteignent 97,2 milliards de francs et les importations 100 milliards de francs tout juste. Par rapport à juin 1988, ces chiffres font apparaître de fortes progressions : +14,7 % pour les ventes, +17,3 % pour les achats.

Ce dynamisme à double sens se retrouve dans un certain nombre de domaines : dans celui du commerce des

biens d'équipement notamment. Le solde y reste certes négatif (-1,1 milliard de francs en juin), mais beaucoup moins qu'en avril (-2,6 milliards) et en mai (-2,9 milliards). Surtout, les entreprises exportent beaucoup (23 milliards de francs après 19,7 milliards en mai), ce qui est la preuve de leur compétitivité, en même temps que la constance du succès d'Airbus. En important beaucoup de biens d'équipement (24,1 milliards de francs en juin après 22,6 milliards en mai), les entreprises montrent aussi qu'elles poursuivent un gros effort d'investissement.

On retrouve les mêmes signes de dynamisme dans le commerce automobile et des pièces détachées. Excédentaire de 2,7 milliards en juin (1,5 milliard chaque mois en mai, avril et mai), grâce à de fortes exportations.

Restent les soldes, car il est rassurant de voir le pays exporter beaucoup, il pourrait être inquiet de le voir importer à tout va, exception faite pour les biens d'équipement, qui sont un gage de modernisation. De ce point de vue, les résultats de juin traduisent plutôt une amélioration. L'agro-

alimentaire a été excédentaire de 3,4 milliards de francs après +3,7 milliards en mai et 3,2 milliards en moyenne mensuelle en 1988. Le déficit énergétique diminue un peu avec 7 milliards en juin contre 7,8 milliards en mai et -5,5 milliards en moyenne mensuelle en 1988. La balance des produits manufacturés, qui cause tant de soucis au gouvernement, a été déficitaire de 3,2 milliards après -6,5 milliards en mai et -3,5 milliards en moyenne mensuelle en 1988. Il faut voir dans cette amélioration la conséquence de la vente de quatorze Airbus pour 4,2 milliards de francs (huit appareils en mai pour 2,2 milliards de francs). Sans le matériel militaire, la balance des produits industriels a été déficitaire de 4,5 milliards de francs en juin après -8,3 milliards en mai et -5,5 milliards en moyenne mensuelle en 1988.

Le résultat de juin porte à 17,2 milliards le déficit du commerce extérieur sur six mois. On peut penser que, sur l'ensemble de 1989, le déficit pourrait être d'environ 35 à 40 milliards de francs.

A. V.

POINT DE VUE

Dédramatiser

par Jean-Marie Rausch
ministère du commerce extérieur

La publication du chiffre mensuel du commerce extérieur de la France est périodiquement sujette à commentaires. Au regard du déficit qui est notre, le pessimisme des uns tend à se substituer à l'indifférence des autres... Et ce même si fréquemment il n'est d'idées plus étayées que celles consistant à affirmer que le niveau des échanges de biens industriels est inquiétant.

Mon propos n'est pas de dénier l'indébit de telles critiques. Toutefois, à trop vouloir exposer nos faiblesses, le risque est grand d'occulter les aspects positifs de notre commerce extérieur en un mot de la politique qui est la nôtre.

Aussi pourquoi ne pas convenir avant toute autre chose de l'utilité de dédramatiser la publication du solde mensuel de la balance commerciale ? Tous les responsables économiques connaissent les variations erratiques qui affectent cette donnée mensuelle. Ils s'accordent aussi pour reconnaître qu'un indicateur plus pertinent de notre situation dans les échanges mondiaux est constitué par la balance des transactions courantes, qui mesure le flux de marchandises mais aussi de services et les transferts multilatéraux. Les dépenses d'un touriste japonais en visite dans notre pays seraient-elles différentes, par nature, des achats de produits français par une ménagère japonaise ? D'un point de vue économique, ces deux actes sont largement similaires.

Une amélioration des exportations

Scrutons toutefois au rite et attachons-nous à l'évolution, durant les six premiers mois de l'année 1989, des échanges des seuls marchandises.

Je n'y trouve, pour ma part, pas matière à un excès de pessimisme. Quelle est notre priorité ? C'est la création d'emplois. Et cela n'est possible que dans une économie en croissance avec une inflation la plus faible possible. Il nous faut donc produire plus à un coût-moins élevé afin d'être compétitifs. Cela permettra de vendre les produits français à l'exportation et en France.

Or que constatons-nous ? Nous observons une réelle amélioration des exportations françaises au premier semestre 1989 par rapport au premier semestre 1988. Elle est de 16,5 %. Par rapport au second semestre 1988, elle est de 9,6 %. Ces chiffres sont les plus forts depuis des années. Cela veut dire que notre industrie et nos activités agroalimentaires ont su faire face à une très forte augmentation de la demande à l'exportation, tout en approvisionnant largement le marché français.

car nous connaissons actuellement notre plus faible inflation. Cela veut dire aussi que nos entreprises ne perdent rien et augmentent leurs productions, leurs ventes... et leurs investissements. Que notre commerce extérieur (ventes à l'exportation) augmente beaucoup plus que le taux de croissance économique.

Le déficit énergétique se creuse

Cette performance, à certains égards, est facilitée par des éléments étrangers en particulier le haut niveau de croissance enregistrée par nos principaux partenaires commerciaux et le dynamisme intrinsèque du commerce mondial.

Mais cette situation n'est-elle pas également liée aux efforts entrepris à divers titres par le gouvernement pour pérenniser ces soutiens extérieurs à la croissance française ? Les propositions du président de la République pour résoudre le problème de la dette, les décisions prises lors du sommet de l'Arche à l'égard de la Pologne et de la Hongrie, les positions défendues par la France et la Communauté lors des négociations commerciales multilatérales engagées au GATT dans le cadre du cycle de l'Uruguay, y ont largement contribué.

Mais cela est toutefois insuffisant pour limiter notre déficit mensuel de la balance commerciale. Il se situe toujours aux environs de 3 %.

Et si y a des explications à cela. Le déficit énergétique se creuse sous le double effet de l'augmentation du dollar et du prix du baril. De 14,8 dollars en 1988, le prix du baril grimpe à 17,4 dollars au premier semestre 1989. Dans le même temps le dollar passe de 5,96 F à 6,36 F. Nous enregistrons une diminution de l'excédent des échanges de matériel militaire et une accroissement de notre déficit dans le secteur des biens intermédiaires.

L'industrie française investit, se modernise et s'équipe pour faire face à cette demande accrue de l'extérieur et du marché intérieur. Et les biens d'équipement proviennent pour une grande part de l'étranger. Alors on peut déplorer qu'il ne s'en fabrique pas plus en France mais on ne peut pas critiquer les investissements. A terme, ils démontreront leur rentabilité et c'est grâce à eux que notre outil de production sera en mesure de faire face à la demande.

Le plan export du gouvernement est destiné à augmenter notre exportation. Cela est en train de se réaliser. Les raisons de ce résultat ne sont, certes, multiples. Mais la politique de rigueur du gouvernement en action est un élément essentiel, et si les entreprises s'en rendent compte, c'est la plupart il est aussi nécessaire que cela soit dit !

Par la prise de contrôle du n° 2 allemand Colonia

Le groupe d'assurances Victoire se hisse au deuxième rang en France

Un an, presque jour pour jour, après avoir rompu ses négociations avec la compagnie britannique Royal, le groupe d'assurances français Victoire (compagnies Abeille et Paix), numéro un du secteur privé, vient de se hisser du cin-

quième rang national au deuxième, tout de suite après l'UAP, en signant avec la banque allemande Oppenheim un accord majoritaire (50,5) dans le groupe Colonia, numéro deux de l'assurance en RFA. Pratiquement, une société holding néerlandaise recevra les 50,5 % de Colonia et les filiales belge, italienne et espagnole du groupe Victoire. Dans cet ensemble, le groupe Victoire aura une participation « prépondérante », qui pourrait atteindre 70 %.

La négociation a été rondement menée, amorcée le 1^{er} juin entre M. Vernez et le baron Alfred von Oppenheim, et terminée le 27 juillet. En fait, les propriétaires de cette banque familiale allemande qui vient de fêter son bicentenaire et qui avait été à l'origine de Colonia il y a cent cinquante ans, estimaient ne pouvoir mener de front deux activités et

La négociation a été rondement menée, amorcée le 1^{er} juin entre M. Vernez et le baron Alfred von Oppenheim, et terminée le 27 juillet. En fait, les propriétaires de cette banque familiale allemande qui vient de fêter son bicentenaire et qui avait été à l'origine de Colonia il y a cent cinquante ans, estimaient ne pouvoir mener de front deux activités et

Le classement européen

Classement	Primes annuelles (milliards de F) en 1988	Pays
1. Allianz	99	REFA
2. Nationale Nederlanden	60	Pays-Bas
3. UAP	55,6	France
4. Zurich	54	Suisse
5. Generali	50	Italie
6. Victoire-Colonia	46	France
7. Royal	45	Grande-Bretagne
8. AXA	43	France
9. Winterthur	41	Suisse
10. Commercial Union	38,4	Grande-Bretagne
11. Prudential	35	Grande-Bretagne
12. Sun Alliance	33	Grande-Bretagne
13. AGF	32,8	France
14. General Accident	31	Grande-Bretagne
15. Centras	30	Grande-Bretagne
16. GAN	23,6	France

Nouvelle concentration dans la pharmacie américaine avec la fusion entre Bristol-Myers et Squibb

C'est maintenant Bristol-Myers et Squibb, respectivement n° 13 et n° 17 au palmarès mondial, qui annoncent leur prochaine fusion. Celle-ci intervient après le rachat de Robbins par American Home, celui de Sterling par Kodak, la cession par Monsanto de ses activités dans l'aspirine et le paracétamol à Rhône-Poulenc, la fusion de Smithkline avec le britannique Beecham, enfin l'acquisition récente de Marion par Dow.

Selon l'accord conclu entre les deux groupes, mais que leurs actionnaires respectifs doivent encore approuver en octobre prochain, Bristol-Myers absorbera Squibb. L'opération se fera par échange de titres, soit 2,4 actions Bristol-Myers contre 1 action Squibb, ce qui sur la base du cours de clôture de Bristol-Myers à Wall Street le 26 juillet dernier (51 7/8 dollars). Le montant de l'opération s'élèvera ainsi à 12,08 milliards de dollars (77,3 milliards de francs).

Le nouveau groupe issu de ce rassemblement aura une capitalisation boursière de 27 milliards de dollars (172,8 milliards de francs). Surtout, il réalisera un chiffre d'affaires de 8,6 milliards de dollars (55 milliards de francs), dont un peu plus de 4 milliards (25,73 milliards de francs) dans l'industrie de la pharmacie, ce qui le classera, d'après les directions des deux groupes, au deuxième rang mondial, en fait, semble-t-il à la quatrième place derrière Merck (E.-U.) numéro un, Smithkline (E.-U.-G.B.) et Hoechst-Roussel-Uclaf (RFA-France).

A peine un nouveau géant de la santé vient-il de naître (Smithkline-Beecham) dans la constellation de la pharmacie américaine qu'un autre apparaît.

Deux groupes complémentaires

Industriellement logique dans un monde de la santé en plein bouleversement, le regroupement a des objectifs. Le premier est tout d'abord de réduire autant que faire se peut le risque d'OPA inamicale dont on murmure depuis quelque temps que Squibb, notamment, était menacé. Le second vise à donner au nouvel ensemble la véritable assise internationale que, séparément, les deux affaires ne possédaient pas vraiment, surtout Squibb. Bristol-Myers et Squibb exercent des activités parallèles dans la fabrication de produits cardiovasculaires et d'antibiotiques, deux créneaux sur lesquels, aux États-Unis du moins, ils vont se trouver par très loin d'une position dominante. En revanche, les deux firmes sont complémentaires dans d'autres secteurs pharmaceutiques.

Bristol est très engagé industriellement sur les antitumoraux (produits contre le cancer), la thérapeutique du système nerveux central, les antidépresseurs, et poursuit des recherches actives dans la mise au point d'un vaccin contre le sida. Squibb produit des anti-inflammatoires, des antifongiques ainsi que des produits radiologiques et de contraste. La firme est d'autre part sur le point de sortir un anticholestérolémiatique (médicament pour abaisser le taux de cholestérol). Mais sa direction avait récemment l'air de ne pas les moyens finan-

ciers nécessaires pour lutter contre la concurrence du produit similaire que Merck a récemment lancé. Bristol-Squibb, lui, devrait les avoir.

Si l'on en croit les commentaires de la presse américaine, la fusion des deux groupes ne devrait poser aucune difficulté. Au contraire, Bristol et Squibb, assure-t-on, ont une culture identique. En plus, leurs présidents, M. Richard L. Gelb pour Bristol et M. Richard M. Fuld pour Squibb, se connaissent depuis vingt ans. Ce sont eux qui, depuis trois ans, dans le plus grand secret, ont monté ce projet de fusion.

M. Gelb présidera le conseil d'administration du nouvel ensemble, tandis que M. Fuld sera président de la société et responsable des activités pharmaceutiques. Ce qui témoigne du souci de préserver l'identité de chaque firme. Bristol et Squibb ont du reste passé des accords séparés de co-promotion sur cinq ans aux termes desquels chacune a le droit de co-promouvoir les médicaments de l'autre pour un tarif annuel égal à 8 % du chiffre d'affaires pharmaceutique annuel total de l'autre. En cas de changement de contrôle de l'une des sociétés, l'autre a le droit de mettre fin à l'un ou aux deux accords de co-promotion. Ces accords prennent effet immédiatement sans attendre la réalisation effective de la fusion.

ANDRÉ DESSOT.

■ **ERRATUM** : Himont est toujours contrôlé par la Montedison. — Le contrôle d'Himont, premier fabricant mondial de polypropylène, n'a pas été repris par le nouveau groupe chimique italien Enimont, comme indiqué par erreur dans nos éditions datées vendredi 28 juillet. Il appartient toujours à la société Montedison (groupe Ferruzzi).

INSOLITES

Si l'étudiant vous manque, enlevez-le !

Les étudiants japonais excitent un peu trop les convulsions. Le nombre de diplômés étant nettement insuffisant pour couvrir les besoins de recrutement, certaines entreprises n'hésitent pas à pratiquer le kidnapping. Une façon simple pour elles de penser avant les concurrents.

Il s'agit en effet d'un code de bonne conduite entre entreprises japonaises, écrit le *Financial Times* du 26 juillet, un code qui les engage à ne pas recruter de nouveaux diplômés avant la date-butoir du 20 août. Les cours s'achevant en juin, les firmes disposent théoriquement de deux mois pour faire des propositions alléchantes au gîte étudiant. Deux mois au cours desquels elles s'efforcent d'arracher un « oui » informel.

Connaissant l'inconstance de la nature humaine, la proportion à défaut, les sociétés les moins scrupuleuses escamotent sans plus tarder leurs petits protégés pour les expédier à grands frais dans des stations balnéaires luxueuses. Placés sous haute surveillance, les étudiants passent quelques semaines à ne rien faire. Certaines tentatives d'évasion ayant plutôt mal tourné, révèle encore le *Financial Times*, le Nidkiren (l'un des équivalents japonais du CNRP) s'est ému de la situation. Ainsi a été mis en place un numéro d'urgence qui peuvent appeler les recruteurs involontaires. Depuis l'ouverture de la campagne fin juin, cinq cent-trente sept appels ont déjà été enregistrés.

Le téléphone peut sauver une vie...

ÉTRANGER

Rigueur budgétaire pour la Belgique

Les Belges paieront plus cher les alcools, le tabac et le carburant automobile l'an prochain tandis que l'armée vendra des casernes pour financer son fonctionnement.

Ces mesures d'austérité — dont certaines entrèrent en vigueur dès août — figurent dans le projet de budget pour 1990 que le premier ministre, M. Wilfried Martens, a présenté jeudi 27 juillet.

Le total des dépenses budgétaires atteint 1.501,6 milliards de francs belges (240 milliards de francs français) contre 1.409,5 milliards en 1989, soit une hausse nominale de 6,3 %. Cette croissance est due, selon le ministre du budget, M. Hugo Schiltz, à l'augmentation « explosive » de 93 millions de francs belges (15 millions de francs français) des charges d'intérêt de la dette publique pour 1993. Celle-ci est estimée à 6.650 milliards de francs belges.

Hors charges de la dette, le projet de budget pour 1990 est en baisse de 3 % en termes réels par rapport à 1989, compte tenu d'un taux d'inflation estimé à 3 % en 1990.

Pratiquement tous les départements ministériels ont été obligés de revoir en baisse leurs projets de dépenses. La défense nationale se voit ainsi contrainte de réaliser 1,2 milliard de francs belges d'économies (192 millions de francs français) objectif qu'elle envisage d'atteindre en vendant des casernes et des hôpitaux militaires.

Les chômeurs et les malades seront également touchés par des économies annoncées aux budgets du ministère du travail (3.225 milliards), et de la sécurité sociale. (AFP.)

PUBLICATION JUDICIAIRE

Extrait du jugement et de l'arrêt prononcé dans le procès en contrefaçon de brevet intenté par PRODEL Automatismes contre RENAULT Automatismes :

Le Tribunal de Grande Instance de Paris statuait contradictoirement, dit qu'en fabriquant, offrant en vente et en vendant les moyennes mises en œuvre en démontant et/ou en utilisant des installations telles que celles décrites dans la brochure diffusée à compter de septembre 1985, la société RENAULT Automatismes a commis des actes de contrefaçon. Fait interdiction à la société RENAULT Automatismes de poursuivre de tels actes.

La Cour d'Appel de Paris confirme le jugement du tribunal de grande instance ajoutant à ce jugement : autorise M. PRODEL et la société des établissements PRODEL à faire publier par extraits le jugement et l'arrêt, au frais de la société RENAULT Automatismes, dans trois périodiques de leur choix.

Communiqué PRODEL

Économie

AFFAIRES

Végétaline quitte Marseille

Végétaline s'expatrie. Après trente-neuf années de présence à Marseille, la société Lesieur, filiale du groupe Beghin-Say, a décidé de fermer les portes des raffineries de produits végétaux. La production ne sera pas interrompue mais poursuivie sur un autre site du groupe situé aux Pays-Bas.

Ancien fleuron du groupe Unipol, les raffineries de produits végétaux de Marseille ont été cédées à Lesieur (groupe Saint-Louis) en 1981. La prise de contrôle de Saint-Louis par Fuzzi en 1988 devait permettre d'entamer une restructuration. Celle-ci est confiée à Beghin-Say (groupe Fuzzi) dès décembre 1988. Jugement : la production de produits végétaux, Beghin-Say n'a alors trois hypothèses : une modernisation du site avec un investissement de 80 à 85 millions de francs, la construction d'une nouvelle unité, dans une

autre ville (180 millions de francs) ou la fermeture de l'usine de Marseille avec poursuite de la production sur un autre site. C'est cette dernière solution, la plus rentable pour Beghin-Say, qui a été retenue. A la grande fureur des syndicats.

Pendant six mois, la CGT et les 223 salariés des NHRM ont entrepris une agitation permanente pour prévenir tout licenciement : ventes de friises sur le Vieux-Port, journées portes ouvertes, manifestations... En vain.

M. Robert Vigouroux, maire de Marseille, qui a jugé la fermeture des NHRM « inacceptable » a demandé au premier ministre de « stopper cette procédure ». Au cours d'une réunion publique, M. Vigouroux a expliqué que la mairie de Marseille est prête à aider « toute solution de redressement de cette unité ».

SOCIAL

Redoutant une recrudescence du chômage

L'OCDE préconise des mesures pour l'assouplissement du marché du travail

Avec deux mois d'avance sur le calendrier habituel, l'OCDE (Organisation de développement et de coopération économiques) a publié, le 27 juillet, ses perspectives de l'emploi pour les dix-huit mois à venir. Son bilan est satisfaisant pour l'année 1988 puisque l'emploi a globalement progressé de

1,8 %, c'est-à-dire sur un rythme qui n'avait pas été atteint depuis 1973, États-Unis exceptés.

Mais son appréciation de la tendance en cours montre bien que les difficultés n'ont pas disparu pour autant. Le chômage risque

d'augmenter à nouveau, et il s'agit plus que jamais d'apprendre à réintégrer les demandeurs d'emploi dans la vie active. Y compris en facilitant le développement des formes de travail précaire, la notion de plein-emploi étant progressivement abandonnée.

Alors que la population active est restée relativement stable dans l'ensemble des vingt-quatre pays de l'OCDE en 1988, ce sont au total près de six millions d'emplois qui auront été créés en douze mois, seuls le Danemark, la Norvège et la Nouvelle-Zélande en perdant encore. Une telle progression (+1,8 %) ne s'était pas produite depuis une décennie, sauf aux États-Unis.

Sans parler d'un volume incompressible de chômage, les auteurs du rapport notent que la reprise « est loin d'avoir permis aux pays de l'OCDE de se rapprocher du plein-emploi », un concept né dans l'immédiat après-guerre qui a permis le développement d'une large protection sociale. Partout des « formes particulières » d'emploi se sont imposées avec le travail indépendant, le temps partiel ou l'interim, qui représentent ensemble 21 % de l'emploi total des hommes en France et 66 % de celui des femmes japonaises. Alors que des signes de tension apparaissent sur les marchés du travail en raison d'un manque de personnel qualifié, le poids des chômeurs de longue durée s'alourdit, et pas seulement en France.

Favoriser la réinsertion

Estimant que la notion de plein emploi commence progressivement à être abandonnée, l'OCDE considère que « le moment est venu » de prendre des initiatives et d'engager des réformes en profondeur pour favoriser la réinsertion de ceux qui sont exclus de la vie active. Sans prétendre que les chômeurs disposent des compétences exigées, il convient de mieux, pour eux, des actions de formation complexes avec des opérations de qualification des salariés en poste, pour les réintégrer dans l'emploi, « accroître la productivité effective de l'ensemble de la population » et obtenir ainsi un déplacement de tous dans les emplois. Tout en jouant de la mobilité et sans accentuer le précarité, il serait temps de supprimer les entraves institutionnelles à d'autres formes d'activités « atypiques », dont le travail de fin de semaine ou à domicile.

Afin que « les marchés du travail soient souples et adaptables », il faudrait, par exemple, « repenser le rôle

des systèmes de garantie de revenus », notamment pour l'assurance-chômage, qui a un rôle d'aide passif et non actif. Ainsi que plusieurs pays commencent à le faire, le versement d'une indemnité continue devrait être conditionné par la volonté manifestée par les chômeurs de chercher à « améliorer leur aptitude à l'emploi ». Un objectif qui est inclus dans le revenu minimum d'insertion (RMI), souligne l'OCDE.

Parallèlement, l'effort devrait porter sur l'enseignement alors que les mentalités ont évolué à ce sujet. Peu à peu les opinions des différents pays ont admis qu'il n'existe « aucune contradiction » entre les grands objectifs de l'éducation et la préparation à une activité professionnelle. L'entreprise devient un lieu de formation et la « crainte » passée d'une simple adaptation productive tend à disparaître.

A ces conditions, poursuit l'OCDE, il serait possible de s'orienter vers « une société plus active », où il serait reconnu que « ce sont les travailleurs et leurs compétences, et non plus simplement les installations matérielles ou la somme des logiciels dont disposent les entreprises, qui constituent l'élément moteur de la société ». Si l'on évitait « qu'une fraction des personnes occupant des emplois exclus d'un régime à plein temps restent indéfiniment en marge des emplois sur le marché primaire », et si des « passerelles » étaient aménagées entre le travail hors normes et l'emploi régulier à plein temps, on pourrait tirer parti des ressources humaines disponibles et entraîner « une hausse des revenus réels ». Il en résulterait, conclut l'OCDE, « par un heureux enchaînement, une progression de l'emploi et une accélération du progrès social ».

Malheureusement, cette envolée lyrique finale ne contrebale pas, dans le rapport lui-même, toutes les causes d'inquiétude répertoriées et soulignées. Pour la première fois, le document livre des données sur le

niveau d'instruction des populations actives — sauf pour la France, curieusement absente — et établit le rapport entre le degré de formation et le taux de chômage. On y apprend ainsi que les chômeurs âgés et peu diplômés rencontrent des obstacles, même quand ils trouvent une requalification difficile pour eux.

Degré de formation et taux de chômage

Pour la première fois aussi, les experts de l'OCDE fournissent l'état du chômage par région et non plus seulement au niveau national. On y découvre que le quart de la population active incluse dans les régions les plus défavorisées subit deux fois plus le chômage que celui des régions les plus favorisées. L'Irlande du Nord avec 17,4 % de chômeurs, la Campanie avec 22,2 %, l'Étrurie avec 26,3 % et le sud de l'Espagne avec 28,7 % touchent le fond alors qu'à côté des régions s'en sortent bien.

Pour la première fois, enfin, le rapport examine la situation de l'emploi dans les secteurs d'activité en croissance ou en déclin. Le recrudescence de l'industrie est assez général tandis que les activités de services croissent avec des emplois de mauvaise qualité et « atypiques ». Aux États-Unis, on comptait quinze emplois de producteurs de services pour dix emplois de producteurs de biens en 1959. Il y en a eu vingt-six en 1984. Ces branches utilisent le temps partiel, les emplois temporaires dans de petits établissements, mais constate l'OCDE, il y a « une tendance des femmes à travailler dans des secteurs en déclin ».

Ce qui revient à dire qu'entre l'emploi précaire, condamnable, et l'emploi de forme particulière acceptable, il n'y a pas toujours la différence que la théorie veut y voir.

ALAIN LEBLANC

Etats-Unis

Ralentissement sensible de la croissance du PNB au deuxième trimestre

Le PNB américain a progressé de 1,7 % en rythme annuel au deuxième trimestre, a annoncé le département américain du commerce, sur la base de chiffres provisoires. Il faut remonter au premier trimestre de 1988, pour retrouver une augmentation aussi faible (elle avait alors été de 0,8 %). De janvier à mars 1989, la croissance du PNB avait atteint - 3,7 % en rythme annuel, une progression rapide qui avait été partiellement attribuée à un effet de « rattrapage » après la sécheresse de l'été 1988.

Le ralentissement du deuxième trimestre a été particulièrement marqué dans les secteurs du bâtiment, et des biens de consommation.

Les travailleurs américains de Nissan rejettent la syndicalisation

Les deux mille quatre cents employés américains du constructeur automobile japonais Nissan ont voté jeudi 27 juillet contre leur représentation par le puissant syndicat de l'automobile (UAW). Ce vote, intervenu terme d'une campagne qui a duré près de deux ans, représente une « victoire » pour le constructeur japonais, qui s'opposait à toute pénétration syndicale dans l'usine de Smyrna (Tennessee), construite il y a six ans. L'UAW, dont le nombre d'adhérents a diminué de 33 % depuis 1979, est représentée dans plusieurs usines à capitaux américains-japonais, mais n'a pas réussi à s'introduire dans les usines automobiles entièrement nippones implantées aux États-Unis.

Japon

Augmentation de la production industrielle

La production industrielle japonaise a augmenté de 1,5 % en juin par rapport à mai, ce qui porte la hausse annuelle (de juin 1988 à juin 1989) à 7,3 %, après ajustement saisonnier. En avril et mai, cette hausse s'était établie respectivement à 7,4 % et 7,5 %. Selon le ministère du commerce extérieur et de l'industrie (MITI), l'augmentation toujours soutenue de la production industrielle

REPÈRES

s'explique en partie par les bonnes performances des secteurs de la construction mécanique et des matériels de transport.

Matières premières

Les prix en hausse de 13 % sur un an

Les prix internationaux des matières premières importées par la France ont baissé — en France — de 1,2 % en juin par rapport à mai. En un an (juin 1988 comparé à juin 1989) la hausse est de 13,1 %.

Prix des terres

Une baisse de 0,8 % en 1988

Le prix moyen des terres agricoles en 1988 a baissé de 0,8 % comparé à celui de 1987, pour s'établir à 19 600 F l'hectare, a indiqué le ministère de l'Agriculture le jeudi 27 juillet. Le prix moyen des deux principales catégories de terres agricoles s'est établi à 21 700 F par hectare pour les terres labourables (- 0,2 % par rapport à 1987) et à 16 300 F (- 2,3 %) pour les prairies naturelles. La baisse des prix des terres agricoles en 1988, amorcée en 1983, s'est toutefois ralentie. De 1983 à 1987, elle avait atteint en moyenne 1,5 % par an.

En France continentale, la baisse de 1988 atteint 4,2 % et 50 % sur les dix dernières années. L'an passé, le terrain a le plus perdu de sa valeur dans les départements d'élevage de l'Ouest et de l'Est, et dans le Languedoc, en raison de la chute des prix des prairies naturelles, qui atteignent par endroits plus de 10 %.

Le travail à temps partiel a augmenté de 30 % en dix ans

Avec un total de cinquante millions de personnes, la population qui travaille à temps partiel a augmenté de 30 % par rapport à la décennie précédente dans les pays industrialisés, estime une étude du Bureau international du travail (BIT). A titre d'exemple, les travailleurs à temps partiel représentent 25,6 % de la main-d'œuvre en Norvège, 24,7 % au Royaume-Uni, 17,3 % aux États-Unis et 12 % au Japon.

Une femme sur quatre environ qui travaille dans les pays avancés est occupée à temps partiel, contre un homme sur cinquante. Les autres catégories concernées sont les étudiants, les handicapés, les travailleurs âgés et les retraités. C'est dans les services et les emplois relative-

ment peu qualifiés que l'on a le plus recouru au travail à temps partiel.

Il existe une grande disparité de législation selon les pays. « Dans de nombreux pays, la législation du travail est rigide comme si tous les travailleurs étaient employés à plein temps ». Certains, comme la France, la RFA ou l'Espagne, ont retenu le principe de la non-discrimination entre travailleurs à temps partiel ou à temps plein. La législation d'une faible majorité de pays seulement institue une rémunération et des prestations proportionnelles pour le travailleur à temps partiel, tandis que la question est du ressort de négociations collectives dans de nombreux autres pays. « Ce qu'il faut, c'est un relèvement du statut du travail à temps partiel », conclut le BIT.

EN BREF

● UTA : la grève reportée de deux jours. — Le SNPL (Syndicat national des pilotes de ligne) d'UTA, qui avait déposé un préavis de grève pour la période allant du 29 juillet au 2 août, a reporté le début de sa grève au lundi 31 juillet à 14 heures, a annoncé le jeudi 27 juillet le syndicat. Le SNPL a indiqué dans une lettre adressée au président de la compagnie, M. René Lapeyre, qu'il « espérait que ce report serait favorable à une bonne conclusion des négociations » qu'il comptait reprendre avec la direction le vendredi 28 juillet. « Il n'est que temps, ajoute le SNPL, de reprendre un dialogue rompu par l'effet de vos propositions qui ne visent qu'à maintenir l'objet même de notre conflit, à savoir l'utilisation d'équipages américains ».

● Augmentation du nombre de chômeurs indemnisés en juin. — En juin 1989, le nombre des chô-

meurs et préretraités indemnisés par l'UNEDIC a augmenté de 0,3 % en données corrigées, des variations saisonnières. En données brutes, on comptait 2 107 700 chômeurs indemnisés, soit une diminution de 1,9 % par rapport à juin 1988 et sur un mois, une baisse de 2,4 %. Parmi les 1 697 300 demandeurs d'emploi (- 1,3 % en un an), les chômeurs ayant épuisé leurs allocations de fin de droits et bénéficiaires d'allocations de solidarité sont plus nombreux : 317 700 personnes — qu'en 1988 (4 546), les allocations d'insertion ont été touchées par 153 000 jeunes. Les demandeurs d'emploi indemnisés dans le cadre du régime d'assurance-chômage sont en baisse de 2,4 %. A cela s'ajoutent 45 900 chômeurs en formation et 364 000 préretraités (- 11 %).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INTERBAIL

Le conseil de surveillance s'est réuni le 25 juin dernier sous la présidence de M. Jean Martinet.

M. Jean-Baptiste Pascal, président du directoire, a rendu compte de l'activité commerciale des six premiers mois de l'année. Le montant des nouveaux engagements contractés s'élève à F 425 000 000 hors taxes en crédit-bail immobilier, ce qui représente un montant équivalent à celui réalisé pour la même période en 1988, et à F 24 500 000 hors taxes en location simple.

En ce qui concerne la location simple, le directoire a proposé au conseil de surveillance, qui a accepté, un investissement de F 160 000 000 sur les réserves foncières dont dispose la société au 31 décembre 1988.

Pour couvrir les engagements passés, ceux conclus en 1989 et ses nouveaux projets, Interbail a émis le 7 juin 1989 un emprunt obligataire de F 200 000 000 à taux fixe de 8,90 % sur 10 ans.

Simultanément, la société a enregistré le succès de la dernière phase (exercice des droits de souscription) de son emprunt d'OBSA de 1984 puisque, à la date d'échéance (30 juin 1989), 99 % des porteurs de bons ont exercé leur droit, apportant ainsi à Interbail F 310 000 000 de fonds propres supplémentaires (dont F 69 000 000 de capital remboursable).

Enfin, pendant la même période, la promesse de vente concernant l'immeuble de la rue Christophe-Colomb à Paris, acquise en 1984, loué à des tiers et abritant pour le reste le siège de la société, a été levée. Le conseil a pris acte que la très importante plus-value à long terme consécutive à cette vente affectera les résultats courants, pour la partie locative, et le résultat exceptionnel, pour la partie siège.

Toutes ces opérations et la prise en considération des résultats intermédiaires au 31 mai 1989, ont permis de constater, contribuant à un nouveau renforcement des moyens en fonds propres et à une progression sensible des résultats au 31 décembre 1988.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LA ROCHETTE

Depuis la destruction du bilan de la société dans le courant de l'exercice 1988, l'action La Rochette était devenue l'une des valeurs les plus actives du marché au comptant de la Bourse de Paris. Le Conseil des Bourses de Valeurs vient de décider son admission au marché à règlement mensuel. L'action La-Rochette sera donc cotée sur ce dernier marché par quotité de 100 titres à compter du mardi 1^{er} août 1989.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

6^e arrdt
RUE MABILLON. Imm. ancien, ch. éd. + 1 chbr. 180 000 F.
France-Presse, 48-49-50-51.
OGEON, R. St-André-des-Arts, studio, 60 000 F.
France-Presse, 48-49-50-51.

7^e arrdt

VALENTIN, MAC, Dole éd. + 1 chbr. 50 m², confort. 3 200 000 F.
RUE CHERRY, Imm. pierre de taille, 4 chbr. + 2 sds. 3 200 000 F.
France-Presse, 48-49-50-51.

13^e arrdt

PARC MONTESSON 3 sds, 50 m², imm. éd. 2 sds. 1 800 000 F. 48-49-50-51.

15^e arrdt

VAUGRAND, Récent ch. éd. 50 m², 4 sds, 4 chbr. 475 000 F. 48-49-50-51.

locations non meublées offres

Région parisienne
Part. loué STUDIO 50 m² sans asc. de Lury-Gerpin. 9 000 F/m. ch. compl. Rév. rég. de 12 000 F/m. Tél. : 43-00-40-99.

locations meublées demandes

Paris
Collaborateur journal cherche pour sa fille diplômée, 18 ans, à PARIS, STUDIO ou chbr meublée avec pou. cuisine. 34-00-35-00 ou 17 1.

pavillons

BUCY, près REIL, pavillon éd. PAV. 4 P, cuis. vic, bain, s/s, pot. ext. 475 000 F. CREDIT, 43-70-04-64.

maisons de campagne

MAISON DE PAYS (Marbais) à 5 km de Ploemel. 550 m² de terrain. Rez-de-ch. : grande salle à manger avec cheminée, cuisine, cabinet de toil. + 4 chbrs. w.c. Rév. rég. de 12 000 F/m. Enq. : 4 chbrs, gde salle de bain, w.c. Rév. rég. de 12 000 F/m. Prix : 450 000 F. M. ou M^{me} REMIAC, Vire-Encre, 58000 PLOEMEL. Tél. : 07-74-10-50.

viagers

EXCEPTIONNEL VIAGER Occ. 1 tit. 98 ans. MAISON plain-pied, centre de Fougères, proche golf de Fougères, en eau, état. 1 h de Paris. Coûtant : 180 000 F. 1 575 F/mois. A saisir. (18) 38-06-05-06.

bureaux

Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS Constitution de sociétés et tous services 43-05-17-50.

DEMANDES D'EMPLOIS

cours et leçons

Prof. de comptabilité, 15 ans d'expérience, cherche poste de responsable pédagogique, dans les priv. 42-44-05-54.

automobiles

Cher. répertoire de préretraités enseignant ou ingénieur, pour assurer le suivi quotidien du travail d'un élève de terminale B habilité dans la 14^e université de Paris. 50 ans, 5. square Auguste-Renoir, 75014 Paris. 46-38-06-20.

ventes

de 8 à 11 C.V.
Part. vd 205 GTI 1988, gte inédite, four-voies électr. (acc. condensation catalyt. pte, portes et coffre. Alerte et coup-circuit, vitres grises, boîtes anti-voit, autoradio extrabasse, 86 000 km. 34 700 F. 47-34-34-82.

Marchés financiers

Vers la fusion de la Caixa de pension et de la Caixa de Barcelone
Rapprochement dans les caisses d'épargne espagnoles

La Caixa de pension et la Caixa de Barcelone, numéros un et trois des caisses d'épargne en Espagne, ont conclu jeudi 27 juillet un protocole d'accord visant à aboutir à une fusion des deux établissements. Les deux groupes ont donc décidé de commencer les études et les négociations nécessaires à la création de cette nouvelle entité.

Les pourparlers, entamés depuis trois mois, donneront ainsi naissance au premier groupe financier espagnol, devant la Banque Bilbao-Vizcaya (BBV), et à la seconde caisse d'épargne en Espagne. Ses dépôts se montent en effet à 3 600 milliards de pesetas (170 milliards de francs). Les représentants des deux institutions ont mis en valeur les facteurs socio-économiques du projet, estimant que l'arrivée d'un marché unique européen exige de pouvoir disposer des capacités financières adéquates, précise un communiqué. Les accords de fusion restent conditionnés au développement et à la conclusion des négociations qui commencent maintenant, et notamment à l'approbation finale des conseils d'administration et des assemblées générales des deux caisses, poursuit le communiqué.

Toutefois, cette fusion pour se concrétiser nécessitera également l'accord du gouvernement autonome de Catalogne, ainsi que celui de la Banque centrale espagnole. La future entité pourrait s'appeler « Caixa de pension i Barcelona » et aura pour logo un dessin du peintre Joan Miró.

Les services centraux des deux caisses devraient fusionner tandis que le personnel et les réseaux de guichets seront maintenus intégralement. La Caixa de pension dispose de 1 500 agences sur le territoire espagnol et celle de Barcelone de 600. D'autre part la Caixa de Barce-

lone, dans la perspective de l'Europe de 1993, a déjà signé en mars 1988 un accord de coopération avec le réseau des Caisse d'épargne de l'Eureuil. De plus en France, elle a annoncé récemment l'ouverture avant la fin de l'année de quinze nouvelles agences de sa filiale CGB-CaixaBank, portant à plus de trente le nombre de ses succursales dans l'Hexagone.

Ce rapprochement fait partie du vaste mouvement de restructuration et de concentration observé dans le monde des caisses d'épargne et de la banque espagnole, depuis plus d'un an. En juin 1988, la BBV (Banca de Bilbao et de Vizcaya) a fusionné avec la Caixa de Barcelone et celle de Vizcaya était née. Elle devenait le premier établissement bancaire. Quelques mois plus tard, en février 1989, une autre tentative de rapprochement importante, celle fois-ci entre la Banca Central et la Banca (numéros un et deux de la banque privée) échouait. — (A.F.)

● **Affaire Blue Arrow : démission** chez le courtier Phillips and Drew. — L'affaire Blue Arrow, qui a déjà entraîné six démissions à la banque Natwest, dont celle de son président Lord Bouverton, a fait deux nouvelles victimes jeudi à la maison de courtage USS-Phillips and Drew.

Cette firme a annoncé la démission de M. Christopher Stainforth, responsable du financement des entreprises, et la suspension de l'un de ses adjoints M. Sandy Fraser. Ce courtier, tout comme la banque d'affaires de la Natwest avait été gravement mis en cause la semaine dernière dans un rapport du ministre du commerce et de l'industrie, pour son rôle dans l'augmentation de capital en 1987 de la firme de travail temporaire Blue Arrow.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS
CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations 9,20 % juillet 1987 et mars 1988

Les intérêts courus du 3 août 1988 au 2 août 1989 seront payables, à partir du 3 août 1989, à 460 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 115 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 9,20 F, faisant ressortir un net de 244,75 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations 9,20 % juin 1988 (Tranche A/1) (assimilables)

Les intérêts courus du 11 juillet 1988 au 2 août 1989 seront payables, à partir du 3 août 1989, à 390 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 97,50 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,80 F, faisant ressortir un net de 284,70 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations à taux variable juillet 1987

— Taux pour 1989 : 8,2081 %

Les intérêts courus du 3 août 1988 au 2 août 1989 seront payables, à partir du 3 août 1989, à 410,41 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 102,60 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,20 F, faisant ressortir un net de 602,90 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations 9,50 % février 1988 (tranche A)

Les intérêts courus du 16 août 1988 au 16 août 1989 seront payables, à partir du 16 août 1989, à 475 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 118,75 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 9,50 F, faisant ressortir un net de 246,75 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE — Obligations 16,50 % juillet 1982

Les intérêts courus du 12 août 1988 au 11 août 1989 seront payables, à partir du 12 août 1989, à raison de 742,50 F par titre de 5 000 F, contre détachement du coupon n° 7 et estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'impôt de 25 % (montant brut : 825 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 123,70 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 16,50 F, faisant ressortir un net de 602,90 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE — Obligations 7,90 % juillet 1988

Les intérêts courus du 11 août 1988 au 10 août 1989 seront payables, à partir du 11 août 1989, à raison de 355,50 F par titre de 5 000 F, après une retenue à la source d'impôt de 25 % (montant brut : 395 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 59,62 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,94 F, faisant ressortir un net de 290,36 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

OBLIGATIONS A TAUX VARIABLES JUILLET 1988

— Taux pour 1988 : 7,95376 %

Les intérêts courus du 11 août 1988 au 10 août 1989 seront payables, à partir du 11 août 1989 à raison de 357,92 F par titre de 5 000 F, après une retenue à la source d'impôt de 25 % (montant brut : 397,69 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 59,62 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,94 F, faisant ressortir un net de 290,36 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

NEW-YORK, 27 juillet ↑

Nouvelle et forte hausse

Pour la deuxième journée consécutive, les cours ont très fortement monté à Wall Street. Amorcé presque dès l'ouverture, le mouvement s'est poursuivi sans interruption jusqu'à la clôture, l'indice des valeurs industrielles s'établissant à 2 635,43 (+ 22,38 points), nouveau record depuis le début du mois d'octobre 1987. Le bilan général a été d'une qualité supérieure à ce résultat. Sur 1 984 valeurs traitées, 1 010 ont monté, 480 seulement ont baissé et 494 n'ont pas varié. L'encouragement est d'abord venu du front des OPA avec l'accord de fusion surprise entre Bristol-Myers et Squibb. Mais le marché a été dopé par les données statistiques économiques (PNB pour le deuxième trimestre) qui confirme le ralentissement économique, surtout l'atténuation du chômage. De l'avis général, les États-Unis ne sont pas menacés de récession et tout porte à croire que la Réserve Fédérale, pour mettre toutes les chances de son côté, relâchera encore un peu les règles de crédit. L'activité a continué d'augmenter, et 213,68 millions de titres ont changé de mains, contre 188,30 millions.

VALEURS	Cours de 27 juillet	Cours de 26 juillet
Alcoa	88 1/4	88 1/8
Amgen	42 1/4	42 1/4
Amstar	81 3/8	81 3/8
Amstar	81 3/8	81 3/8
Amstar	81 3/8	81 3/8
Amstar	81 3/8	81 3/8
Amstar	81 3/8	81 3/8
Amstar	81 3/8	81 3/8
Amstar	81 3/8	81 3/8
Amstar	81 3/8	81 3/8

LONDRES, 27 juillet ↑

Nette hausse

Rumeurs d'OPA sur Plessey

Les cours des valeurs ont terminé la semaine en nette hausse au Stock Exchange, dans le sillage des gains réalisés par Wall Street à l'ouverture. L'indice Footsie a progressé de 19,2 points à 2 263,7. Le marché a été dopé par les données statistiques économiques (PNB pour le deuxième trimestre) qui confirme le ralentissement économique, surtout l'atténuation du chômage. De l'avis général, les États-Unis ne sont pas menacés de récession et tout porte à croire que la Réserve Fédérale, pour mettre toutes les chances de son côté, relâchera encore un peu les règles de crédit. L'activité a continué d'augmenter, et 213,68 millions de titres ont changé de mains, contre 188,30 millions.

FAITS ET RÉSULTATS

● **Assurance de** : association entre Plessey, le fabricant de TS&B et la Caisse nationale de prévoyance. — La banque italienne Cariplo (Cassa di Risparmio della Provincia Lombarda) a signé avec la Caisse nationale de prévoyance française et la TS&B Trust Company britannique un accord prévoyant la création d'une compagnie d'assurance-vie, dont Cariplo détient 60 % du capital. La CNP et la TS&B possèdent 20 % chacune du capital de la nouvelle société, dont le nom n'a pas encore été fixé. Une commission d'étude devra, d'ici à trente jours, préciser les particularités de la nouvelle société.

● **Cromat devient Sextant Aviation**. — L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Cromat, réunie le 12 juillet, a approuvé la modification de la dénomination sociale de leur société qui s'appelle désormais Sextant Aviation. D'autre part, cette société absorbe les firmes S&S, S&S et Esa. Cette transformation est la conséquence de l'accord conclu en février dernier par Thomson-CSF et l'Aérospatiale, visant à regrouper leurs activités d'électronique de vol. Ainsi l'élite et renforcée Sextant Aviation regroupe neuf mille personnes et réalise un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs, dont 4 milliards dans l'électronique de vol civil et militaire (Le Monde du 17 février). Cette firme a pour actionnaire majoritaire, avec un peu plus de 50 % des parts, l'Aérospatiale Thomson-CSF de Vol-Aéro, un holding détenu à 50-50 par l'Aérospatiale et Thomson-CSF.

PARIS, 28 juillet ↑

Record battu

Le mouvement de grève de vingt-quatre heures, lancé par les syndicats pour protester contre la dénonciation de la convention collective par les organisations patronales, a peu perturbé la séance de vendredi, et n'a pas empêché la Bourse de poursuivre son mouvement de hausse. Après sa progression de 1,23 % jeudi, l'indice instantané poursuivait sur sa lancée, à un degré moindre toutefois. Il s'appréciait de 0,37 % en début d'après-midi, dans un marché calme. Les intervenants, après avoir apprécié jeudi les signes de ralentissement en matière de l'économie américaine, accueillissent avec satisfaction la réduction du déficit commercial français, revenu, pour juin, à 2,8 milliards de francs (contre 6,7 milliards en mai).

Dans ces conditions, l'indice CAC devait profiter de cette nouvelle avancée des valeurs françaises pour enfin franchir la barre des 500 points. Dans ces conditions, 115 actions françaises s'appréciaient de 1,23 %, tandis que 59 perdaient 0,89 % et que vingt demeuraient inchangées. UCB, Majorette, Promodas, La Redoute, Alpi et Labinal figuraient parmi les plus fortes progressions. Elles se retrouvaient toutes à leur plus haut niveau de l'année. Les valeurs pétrolières étaient en baisse (Raffinage, Esso), tout comme Eurotunnel. Après s'être redressée mercredi et jeudi, l'action se déstabilisa à nouveau, perdant 3,63 %. La grève empêchant la cotation de six valeurs supports négociées à la criée (Michelin, Midl, CGE, Saint-Gobain, Société générale, Suez), enfin le MATIF était bien orienté, les contrats s'appréciant d'un mois 0,20 %.

En raison d'un arrêt de travail dû à un accident de la circulation, les cours ont été suspendus pendant la séance de vendredi 28 juillet. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

TOKYO, 28 juillet ↓

Ventes bénéficiaires

Après plusieurs journées de hausse, des ventes bénéficiaires se sont produites, vendredi, à Tokyo. La séance avait cependant bien commencé, et, en fin de matinée, l'indice Nikkei avait grimpé encore une avance de 46,33 points. Dans l'après-midi, des investisseurs jugeant toutefois prudent de prendre leurs bénéfices, et à la baisse le thermomètre de la Bourse, a accusé une légère baisse de 79,63 points à 34 705,63.

Selon les professionnels, la Bourse tokoyote est parfaitement saine. Le fait est : elle a dû réagir positivement au recul de l'inflation en juin (-0,1 % de base des prix en juin) avant de céder au facteur technique. D'une façon générale, les investisseurs restent optimistes, surtout après l'annonce du ralentissement de l'économie aux États-Unis. L'activité a été assez importante avec plus de 1 milliard de titres échangés. Baisse des assurances et des immobilières.

INDICES

CHANGES
Dollar : 6,35 F ↑
Le dollar s'est raffermi le vendredi 28 juillet, en raison de mouvements d'achat après plusieurs séances de baisse. La devise américaine s'échangeait à 6,35 F, contre 6,3310 F la veille à la cotation officielle. Le dollar avait pourtant commencé, par baisse, jeudi après-midi, à la suite de l'annonce d'une augmentation modérée du PNB américain au deuxième trimestre.

FRANCOFONIE 27 juillet 28 juillet
Dollar (en DM) .. 1,878 1,878
Tokyo 27 juillet 28 juillet
Dollar (en yen) .. 139,35 139,45

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)
Paris (28 juillet) .. 33441/25
New-York (27 juillet) .. 315/625

TAUX DES EUROMONNAIES

SEUL	8/11/16	8/15/16	8/3/4	8/7/8	8/11/16	8/13/16	8/1/2	8/5/8
DM	6 3/4	7	6 3/4	6 7/8	6 3/4	6 7/8	6 3/4	6 7/8
FF	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2
FR	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2
LI	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2
SEUL	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours de 27 juillet	Cours de 26 juillet	VALEURS	Cours de 27 juillet	Cours de 26 juillet
Amgen	42 1/4	42 1/4	Amgen	42 1/4	42 1/4
Amstar	81 3/8	81 3/8	Amstar	81 3/8	81 3/8
Amstar	81 3/8	81 3/8	Amstar	81 3/8	81 3/8
Amstar	81 3/8	81 3/8	Amstar	81 3/8	81 3/8
Amstar	81 3/8	81 3/8	Amstar	81 3/8	81 3/8
Amstar	81 3/8	81 3/8	Amstar	81 3/8	81 3/8
Amstar	81 3/8	81 3/8	Amstar	81 3/8	81 3/8
Amstar	81 3/8	81 3/8	Amstar	81 3/8	81 3/8
Amstar	81 3/8	81 3/8	Amstar	81 3/8	81 3/8

LA BOURSE SUR MINTEL

36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 27 juillet 1989

VALEURS	PRIX d'exercice	Sept. dernier	Déc. dernier	Sept. dernier	Déc. dernier
Accor	600	—	—	3,80	—
CGE	400	5	14	—	—
ET-Applique	400	—	47	—	—
Eurotunnel SA-PLC	90	12,50	16,50	2,60	5
Lafarge-Corpe	1 700	51	100	—	—
Michelin	1 300	9,95	15	5,90	—
Midl	1 400	25	65	—	—
Paribas	400	38	—	5,20	—
Prestat	850	92	115	5	13
Saint-Gobain	600	14,50	36	—	—
Société générale	520	21	—	—	—
Thomson-CSF	200	21,50	29	3,50	—
Suez Financière	1 600	109	163	36	55
Suez Financière	300	14	24,50	6,50	—

MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 27 juillet 1989

COURS	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90
Dernier	109,34	109,12	108,84
Précédent	109,24	109	108,66

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	Sept. 89	Déc. 89	Sept. 89	Déc. 89
109	0,68	1,15	0,34	1,05

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,35 F ↑

Le dollar s'est raffermi le vendredi 28 juillet, en raison de mouvements d'achats après plusieurs séances d'absence de la Parité monétaire. L'échange monétaire s'échange à 6,35 F, contre 6,310 F la veille à la cotation officielle. Le dollar avait pourtant commencé par baisser jeudi après-midi, à la suite de l'annonce d'une augmentation modérée du FNB américain au deuxième trimestre.

FRANCOFT 27 juillet 26 juillet
Dollars (en DM) 1,1758 1,1763

TOKYO 27 juillet 26 juillet
Dollars (en yens) 139,35 139,45

MARCHE MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (28 juillet) 93,94/12,5
New-York (27 juillet) 015/16,25

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)

	26 juillet	27 juillet
Valeurs françaises	..... 117,2	
Valeurs étrangères	..... 114,5	
(SSE, base 100: 31-12-81)		
Indice général CAC	..... 496,7	-497,3
(SSE, base 1000: 31-12-87)		
Indice CAC 40	..... 1 791,3	1 815,8
(OMF, base 100: 31-12-81)		
Indice OMF 50	..... 966,37	912,9

NEW-YORK (Indice Dow Jones)
Industrielles 2 613,85 2 635,42

LONDRES (Indice Financial Times)
Industrielles 1 885,3 1 862,5
Mines d'or 193 173,2
Fonds d'Etat 96,70 97,87

TOKYO

	27 juillet	26 juillet
Nikkei Dow Jones	.... 34 783,28	34 785,43
Indice général	.... 2 695,48	2 686,61

Marchés financiers

BOURSE DU 28 JUILLET

Compteur	VALEURS	Cours initial	Preceder cours	Dernier cours	% +/-	Compteur	VALEURS	Cours initial	Preceder cours	Dernier cours	% +/-	Compteur	VALEURS	Cours initial	Preceder cours	Dernier cours	% +/-	Compteur	VALEURS	Cours initial	Preceder cours	Dernier cours	% +/-
3798	Ch. L. 900	3780	3800	3800	+ 1.06	1128	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2198	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3198	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31
1128	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2199	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3199	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4198	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1129	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2200	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3200	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4199	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1130	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2201	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3201	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4200	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1131	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2202	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3202	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4201	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1132	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2203	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3203	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4202	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1133	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2204	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3204	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4203	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1134	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2205	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3205	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4204	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1135	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2206	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3206	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4205	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1136	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2207	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3207	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4206	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1137	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2208	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3208	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4207	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1138	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2209	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3209	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4208	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1139	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2210	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3210	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4209	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1140	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2211	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3211	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4210	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1141	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2212	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3212	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4211	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1142	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2213	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3213	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4212	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1143	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2214	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3214	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4213	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1144	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2215	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3215	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4214	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1145	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2216	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3216	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4215	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1146	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2217	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3217	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4216	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1147	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2218	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3218	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4217	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1148	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2219	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3219	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4218	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1149	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2220	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3220	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4219	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1150	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2221	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3221	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4220	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1151	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2222	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3222	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4221	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1152	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2223	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3223	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4222	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1153	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2224	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3224	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4223	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1154	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2225	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3225	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4224	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1155	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2226	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3226	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4225	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1156	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2227	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3227	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4226	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1157	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2228	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3228	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4227	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1158	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2229	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3229	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4228	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1159	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2230	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3230	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4229	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1160	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2231	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3231	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4230	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1161	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2232	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3232	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4231	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1162	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2233	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3233	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4232	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1163	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2234	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3234	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4233	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1164	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2235	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3235	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4234	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1165	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2236	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3236	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4235	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1166	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2237	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3237	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4236	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1167	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2238	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3238	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4237	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1168	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2239	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3239	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4238	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1169	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2240	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3240	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4239	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1170	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2241	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3241	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4240	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1171	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2242	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3242	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4241	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1172	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2243	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3243	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4242	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1173	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2244	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3244	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4243	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1174	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2245	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3245	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4244	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1175	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2246	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3246	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4245	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24
1176	Ch. L. 1000	1130	1120	1120	- 0.88	2247	Ch. L. 2000	2180	2190	2190	- 0.45	3247	Ch. L. 3000	3180	3190	3190	- 0.31	4246	Ch. L. 4000	4180	4190	4190	- 0.24

Comptant

SICAV (selection)

27/7

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emis. Fraie Incl.	Rachet net	VALEURS	Emis. Fraie Incl.	Rachet net	VALEURS	Emis. Fraie Incl.	Rachet net
Obligations																				
Emp. 8.00 % 77	1781		C.I. Marins	2200	641	Machinas Ind.	90 10	130 30	Volgite		178 20	A.A.A.	1044 98	1019 47	France-Austral.	442 08	431 08	Pavelor	988 74	988 74
8.00 % 78/83	6330		Clairon (C)	2200	2200	Magnésie (Lapide)	80	138 30	Vicat			A.A.C.	228 00	222 00	France-Obligat.	457 27	452 74	Pharm. Pharmacie	250 00	249 25
10.00 % 78/84	8 676		Colomb (E)	1270	1270	Milano (Ind.)	80	448	Wagram			Actions France	585 01	544 88	France-Indust.	485 70	480 70	Pharm. Indus.	748 17	720 00
7.80 % 82/88	7380		Capit. 1	367	367	Milano (Lapide)	80	536	Roux, du Mar.			Actions Internat.	860 00	830 81	France-Parm.	111 10	107 08	Pharm. Act.	1137 00	1137 00
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79	628 23	France-Parm.	122 67	119 03	Pharm. Act. (Ind.)	7123 23	7123 23
8.00 % 82/88	6 888		Cl. Industrielle	8470	8470	Milano (Lapide)	80	148 50				A.A.C.	681 79							

Cote des changes

Marché libre de l'or

ARCHÉ OLYMPIQUE	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	cours profs.	COURS 20/7
	profs.	20/7	Actives	Veilles			
100 (50)	8 331	8 336	6 150	6 800			
100 (100)	8 331	8 336	6 150	6 800	Or fin au gramme	78500	76500
100 (150)	338 700	338 690	338	346	Pièces françaises (20 fr)	381	443
100 (200)	16 173	16 177	1280	18 650	Pièces françaises (10 fr)	381	
100 (250)	300 270	300 270	280	310	Pièces françaises (5 fr)	440	
100 (300)	82 500	87 080	83 800	91 900	Pièces indus (20 fr)	440	
100 (350)	82 500	82 500	80	80	Souverains	982	981
100 (400)	95 116	95 116	10 150	10 960	100 francs	2650	
100 (450)	9 911	9 919	3 750	4 850	Pièces de 10 dollars	14320	14320
100 (500)	4 703	4 707			Pièces de 5 dollars	676	
100 (550)	352 820	352 820	381	403	100 francs	2650	
100 (600)	88 640	88 640	86	104	Pièces de 10 florins	456	458
100 (650)	48 112	48 140	46	60	Or Londres		
100 (700)	59 400	59 400	4 200	5 780	Or Zurich		
100 (750)	4 047	4 048	3 900	4 800	Or Hongkong		
100 (800)	8 946	8 971	8 900	9 800	Argent Londres		
100 (850)	4 584	4 588	4 400	4 820			

[illegible]

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Iran : les dessous d'une « comédie électorale » 4 URSS : le projet d'autonomie économique des pays baltes - La politique sur l'union économique et monétaire de l'Europe 6 La fin de la visite de M. Béréguoy en Algérie	7 La préparation du congrès du Parti socialiste - Un entretien avec M. Jean Le Garrec - La visite de M. Joux en Seine-et-Marne	8 Le projet de réforme du Conseil supérieur de la magistrature 9 Trois points de vue sur l'affaire du carnal d'Auschwitz 10 La politique sur l'A 12 - Les incendies dans le Midi 14 Sports	15 Festival d'Avignon : Jean-Marie Villégier en quête d'un mythe : Jean-Marie Patte monte Schumann 16 La Fondation de l'Hermitage à Lausanne - Jean-Claude Gallota tourne <i>Rai Don</i> - Communication	20 La défect commercial s'est réduit en juin 21 L'OCDE préconise des mesures pour l'assouplissement du marché du travail 22-23 Marchés financiers	Abonnements 10 Agréments 19 Annonces classées 21 Carnet 10 Loto 19 Météorologie 19 Mots croisés 13 Philatélie 19 Radio-Télévision 18 Spectacles 17	Les résultats des grandes écoles : 3615 tapers LEMONDE Les offres d'emploi du Monde : 3615 tapers LM

CUBA

« La révolution continuera de résister »
déclare M. Fidel Castro

Dans un discours, prononcé mercredi 26 juillet à l'occasion du trente-sixième anniversaire de l'attaque de la caserne Moncada, premier fait d'armes de la révolution cubaine, M. Fidel Castro a dressé un sombre panorama de l'évolution des pays les plus libéraux du bloc socialiste. Pendant deux heures, dans la ville de Camaguey (à 600 kilomètres à l'est de La Havane), M. Castro a aussi employé le même ton dramatique pour dénoncer le « triomphalisme » des États-Unis.

On savait le numéro un cubain hostile à la perestroïka et à la glasnost en cours en Union soviétique. Dans son discours de mercredi, il a prôné pour Cuba la résistance face à cette évolution : « Plus tôt mourir que de nous rendre ou de revenir en arrière », a déclaré Fidel Castro en indiquant que Cuba ne changerait pas sa ligne marxiste : « Si apparaît demain une guerre civile en Union soviétique et si ce pays se désintègre complètement — ce que nous n'espérons pas — la révolution cubaine continuera de résister ». Particulièrement ironique à l'égard de la Pologne et de la Hongrie, le chef de l'État a indiqué qu'il « pensait de temps en temps qu'il ne serait pas une mauvaise idée pour les jeunes générations, nées sous le socialisme en Hongrie et en Pologne, de faire un petit tour vers le capitalisme pour se rendre compte de son caractère déshumanisant, égoïste, et brutal ». En Pologne, le général Jaruzelski n'a été élu, a-t-il dit, que par une voix de majorité et M. Lech Walesa, dont il a cité le nom, parade. En Hongrie l'opposition gagne des élections et il « est possible que nous nous trouvions devant une transition pacifique du socialisme au capitalisme ».

Aucune mention
de la Chine

M. Castro n'a évidemment pas oublié de stigmatiser les États-Unis en soulignant que la visite du président américain en Hongrie et en Pologne avait pour but d'« encourager les tendances capitalistes » dans ces deux pays. Rappelant qu'à Gdansk des manifestations « pro-américaines » brandissaient des pancartes affirmant qu'un « bon communiste est un communiste mort », M. Castro a expliqué qu'il existait « deux sortes de communistes : ceux qui acceptent facilement de se faire tuer et ceux qui, comme nous, ne le permettront pas ». Le « triomphisme » actuel des États-Unis devant les difficultés du camp socialiste démontre, selon le numéro un cubain, le rêve du président Bush de bâtir « un empire de mille ans, comme Hitler il y a trente ans ».

EN BREF

● **ÉTATS-UNIS** : persistance des inégalités entre Blancs et Noirs. — La situation économique des Noirs s'est beaucoup améliorée depuis la deuxième guerre mondiale mais stagna ou se détériora depuis les années 70 par rapport à celle des Blancs, indique une étude publiée jeudi 27 juillet à Washington.

Selon le rapport établi par un organisme privé, le Conseil national de recherche, les Noirs ont été victimes non seulement du ralentissement de la croissance économique aux États-Unis mais aussi du maintien de la discrimination raciale, notamment en matière d'éducation et de logement. « Un héritage de discrimination et de ségrégation continue de peser sur les relations entre Blancs et Noirs », estime M. Gerald Jaynes, un professeur de l'université Yale, qui a dirigé l'enquête. Celle-ci indique notamment que la mortalité infantile reste deux fois plus élevée chez les Noirs que chez les Blancs.

● **SRI-LANKA** : couvre-feu dans tout le pays. — Le président Premadasa a imposé, vendredi 28 juillet, un couvre-feu de vingt-quatre heures dans tout le pays à la veille de la date limite qu'il avait fixée pour le retrait du corps expéditionnaire indien de l'île. Cette mesure a été prise pour empêcher une vague de violence anti-indienne déclenchée par les extrémistes cinghalais du JVP (Front de libération populaire). Pendant ce temps, les contacts se poursuivent entre Colombo et New-Delhi.

CUBA

« La révolution continuera de résister »
déclare M. Fidel Castro

Dans ses déclarations, nulle trace, en revanche, de la Chine, qu'il n'a pas évoquée parmi les pays communistes traversant des difficultés, malgré les tragiques événements de Pékin. Contre toute attente, M. Castro n'a pas non plus abordé le scandale des officiers cubains condamnés pour trafic de drogue, après l'exécution le 13 juillet dernier de l'ex-général Arnaldo Ochoa et de trois autres officiers supérieurs. Le chef de l'État a réaffirmé que Cuba avait les moyens de vivre en autarcie en soulignant que les difficultés économiques actuelles de l'Union soviétique ne permettaient pas d'espérer que l'aide soviétique — estimée à 30 milliards de francs par an — continue de parvenir à Cuba avec une « régularité d'horloge ». Aucun changement de ligne politique ou économique n'a été annoncé. Il est vrai que son discours, d'un peu moins de deux heures, est l'un des plus courts de ses trente dernières années pour la commémoration du début de la révolution cubaine.

Accident d'avion en Libye

75 morts dans le DC-10 sud-coréen
qui s'est écrasé à l'atterrissage

Un DC-10 de la Korean Airline, (KAL) transportant cent quatre-vingt-neuf personnes s'est écrasé, jeudi 27 juillet au matin, au moment de l'atterrissage sur l'aéroport de Tripoli, en Libye, faisant soixante et onze morts. Quatre personnes qui étaient en voiture ont tues au sol (nos dernières éditions datées 28 juillet). « Nous ne savons pas si le pilote a fait une erreur ou si la responsabilité de l'accident incombe à la tour de contrôle », a déclaré un diplomate sud-coréen en poste à Tripoli.

Le pilote, qui a survécu, avait été informé de la présence de brouillard sur l'aéroport, et d'un plafond de visibilité limité à 800 pieds (moins de 300 mètres). Le pilote sud-

coréen a déclaré qu'il avait peut-être fait une faute en essayant d'atterrir avec une visibilité fortement réduite.

La tour de contrôle avait pourtant donné le choix au pilote entre tenter un atterrissage ou se diriger vers l'île de Malte, ce qu'il avait fait quelques heures auparavant un appareil de l'Aeroflot.

Il s'agit du second accident grave survenu sur un DC-10 en neuf jours. Le 19 juillet, un appareil identique de la compagnie américaine United Airlines s'était écrasé sur l'aéroport de Sioux-City (Iowa), après avoir tenté un atterrissage d'urgence. Cent-dix des deux cent quatre-vingt-seize passagers avaient péri.

Cattenom attaqué par les moules

Des moules et des bigorneaux d'eau douce venus de la Moselle ont entraîné l'arrêt de la centrale nucléaire de Cattenom. Selon les responsables, le chlore est à l'origine de la prolifération de ces mollusques, qui ont franchi tous les filtres sous forme de larves, pour se fixer et prospérer dans les tuyauteries d'un circuit auxiliaire de refroidissement fonctionnant avec l'eau du fleuve. Les systèmes de surveillance automati-

ques de la centrale ont heureusement détectés à temps cet engorgement anormal. L'arrêt des réacteurs pour rechargement en combustible, prévu normalement à partir de samedi 29 juillet, pour dix semaines, a été avancé de vingt-quatre heures. Ce genre de phénomène, inhabituel à Cattenom, s'est déjà cependant plusieurs fois produit à la centrale de Gravelines, qui utilise, il est vrai de l'eau de mer.

pour trouver une solution permettant à chaque partie de sauver la face.

● **URSS** : nouvelle victime en Abkhazie. — Alors que les rassemblements nationalistes se poursuivent dans le centre de Tbilissi, la capitale géorgienne, la situation reste tendue en Abkhazie. L'agence Tass a indiqué, jeudi 27 juillet, que quarante-sept personnes ont été interpellées à Soukhoumi, la capitale de cette république autonome, pour violation du « régime spécial » instauré à la suite des violences interethniques. Un homme armé d'un fusil de chasse a été également tué par des soldats, ce qui porte à dix-neuf le nombre de victimes des violences, selon les autorités. — (AFP, Reuters.)

● **Explosion d'un gazoduc** près de Strasbourg : un mort, deux blessés. — Un gazoduc a été tué, deux autres gravement blessés, vendredi 28 juillet, dans l'explosion d'un gazoduc à Rostein (Bas-Rhin). L'accident s'est produit après qu'une pelle-tour effectuant des travaux à proximité du gazoduc eut percé celui-ci, provoquant une fuite de gaz inflammable. L'explosion a eu lieu au moment où une patrouille de gendarmerie appartenant à la brigade de la Petite-Pierre, alertée, arrivait sur les lieux.

● **TENNIS** : tournoi de Washington. — Yannick Noah a été éliminé, jeudi 27 juillet, en huitièmes de finale du tournoi de Washington, doté de 415 000 dollars, par l'Américain Richey Reneberg (6-3, 7-5).

Au Palais-Royal

La dernière manifestation de l'été
pour les « dix » de Renault

Dernière action avant les vacances et la fermeture des usines Renault en août. Mille six cents personnes selon la police, deux mille à trois mille selon la CGT, se sont rassemblées place du Palais-Royal à Paris, le 27 juillet, pour soutenir les « dix » de Billancourt et les « dix-sept » de Flins. Une heure plus tard, la manifestation était terminée aux cris de « Levy dehors, les dix dedans ».

En l'absence de dirigeants plus importants, M. Alphonse Véronèse, secrétaire de la CGT, prononce une allocution musclée pour vilipender le président de la République et le gouvernement socialiste. Mais c'est M. Raymond Levy, PDG de Renault, qui servit de cible. Le secrétaire de la CGT dénonça « l'anticommunisme et l'anticommunisme de la direction » et évoqua « le visage hideux de la haine de classe ». Selon lui, les « dix » ont été innocents et « personne n'a le droit de faire état de ce qui devient de la diffamation ». « A la rentrée, c'est sûr », la bataille pour leur réintégration reprendra donc, « jusqu'au succès ».

même jour, le tribunal des référés de Nanterre renvoyait au 14 septembre prochain l'examen de la demande d'expulsion des « dix » de l'usine de Billancourt, présentée par la direction. Depuis le 12 juillet, ceux-ci ont renoncé officiellement à leur occupation. Le matin même, aussi, M. Gérard Jagerel, militant de la CGT et du PCF, réintégré à Billancourt en septembre 1988, était convoqué pour un entretien relatif à « une éventuelle décision de licenciement ». Mis à pied, il fait figure de « onze » victime aux yeux de la CGT, alors qu'il lui est reproché d'avoir donné un coup de pied à un gardien de l'usine.

Désormais, la CGT associe les « dix-sept » de Flins aux « dix » de Renault. Il s'agit de dix-sept salariés, licenciés pour faute lourde par la direction de l'usine de Beaulieu après une grève en octobre dernier. Le 18 juillet, le jury départemental du conseil des prud'hommes avait ordonné leur réintégration sous astreinte de 300 F par jour. La direction a fait appel de ce jugement devant la cour d'appel d'Amiens.

A Saint-Denis

Arrestation
du meurtrier présumé
de la petite Aminata

Les policiers de la brigade criminelle de Paris ont arrêté, dans la soirée du jeudi 27 juillet, le meurtrier présumé de la petite Aminata Fumano, cinq ans, retrouvée morte lundi 24 juillet dans un parking du centre de Saint-Denis, en Seine-Saint-Denis (le Monde du 26 juillet). Procédant à une enquête de voisinage, les policiers avaient été intrigués par le trouble manifesté par un jeune homme habitant le quartier Basille, Mamel Finto, dix-neuf ans, né à Porto (Portugal), et vivant en France depuis 1980.

D'après le parquet de Bobigny, le jeune homme aurait reconnu les faits, montrant aux policiers le parcouru suivi ce soir-là. Après avoir rencontré la victime, qu'il connaissait, sur le parvis du supermarché, il l'aurait entraînée dans le parking et étranglée, sans lui faire subir ni sévices sexuels — ce que l'analyse génétique avait établie — ni atteintes. Il aurait été par ailleurs confondu grâce aux empreintes que les fonctionnaires du laboratoire de la préfecture de police de Paris étaient parvenus à relever sur les deux journaux retrouvés sur le corps de la petite Malienne.

Au terme de sa garde à vue, Mamel Finto, devait être présenté, samedi 29 juillet, au magistrat instructeur chargé du dossier, pour y être inculpé, très vraisemblablement, d'homicide volontaire.

● Un commerçant tire sur des cambrioleurs : 1 mort, 1 blessé. — A Belley, dans l'Ain, un commerçant, M. Paul Deveux, soixante quatre ans, a tué un cambrioleur et en a blessé un autre, durant la nuit du mercredi 28 au jeudi 27 juillet. Propriétaire d'un magasin d'articles de sport, il avait été réveillé en pleine nuit par le tapage de deux cambrioleurs. « J'ai tiré en l'air », a-t-il affirmé aux policiers chargés de l'enquête. Il avait, en fait, atteint mortellement Manuel De Almeida, vingt-huit ans, et blessé au genou Karim Berkati, vingt ans. Le troisième homme, le chauffeur, a ensuite déposé ses deux compagnons devant l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon, puis a pris la fuite. C'est grâce à l'immobilisation du véhicule que les enquêteurs ont pu faire le rapprochement entre l'arrivée des deux hommes à l'hôpital et les coups de feu tirés à Belley. Placé en garde à vue, M. Paul Deveux devait être présenté au parquet de Lyon vendredi 28 juillet.

Agrégation de mathématiques

La première première

Mireille Bousquet-Mélou est-elle la première femme à être reçue première à l'agrégation de mathématiques, comme nous l'avons écrit (le Monde daté 23-24 juillet) ? Pas exactement, rectifie M. Georges Pitois, directeur de l'Ecole normale supérieure. « L'événement, précise-t-il, s'est produit en effet il y a exactement un demi-siècle, où une élève de la rue d'Ulm, Jacqueline Farnand, fut reçue première au concours de l'agrégation masculine (comme on disait alors). Son œuvre aujourd'hui accomplie nous prouve que le jury avait bonne vue. Il est vrai que la première place était, cette année-là, partagée avec un autre élève de la rue d'Ulm, Roger Apéry. Tout cela ne retire rien à Mireille Bousquet-Mélou, qui est en effet la première femme à être seule première à l'agrégation de mathématiques ».

Créée par Camille Sée en 1883, l'agrégation des jeunes filles a longtemps été souverainement dédaignée par les

agréés du sexe opposé. « On ne demande pas à nos jeunes filles d'être professeurs à la façon de nos agrégés ; qu'en fasse pour elles un examen où leur originalité personnelle puisse rester intacte, où il leur soit possible de développer des aptitudes qui ne sont pas les nôtres », reconnaît par exemple la Revue de l'enseignement secondaire et supérieur, en juin 1884. Il fallut attendre 1924 pour que le principe de la mixité soit envisagé et que les femmes soient admises à se présenter à toutes les agrégations réservées aux hommes. La mise en œuvre ressemble à un long combat d'arrière-garde des hommes pour préserver leur privilège : Jacqueline Farnand, élue première à sa présentation au concours masculin, et à l'agrégation de 1975 pour que soient totalement abolies les frontières de l'agrégation « femmes » de mathématiques fut l'une des dernières à être supprimée.

Les revendications salariales de la FASP

Réactions de la CFTD et du directeur général
de la police nationale

Les déclarations de M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), réclamant une augmentation des salaires pour tous les policiers (le Monde du 27 juillet), ont suscité les réactions de la branche police du syndicat CFTD ainsi que celles du directeur général de la police nationale, M. François Roussey.

La CFTD Interco (ministère de l'intérieur et des collectivités locales) et sa branche police ont estimé que « les problèmes de pouvoir d'achat ne se posent pas aux simples policiers mais à l'ensemble

des fonctionnaires ». La CFTD police a qualifié d'« excessives » les déclarations de M. Deleplace, tout en demandant « au ministère de l'intérieur qu'il ouvre immédiatement une négociation sur les salaires, les qualifications et les carrières dans la police ».

Le directeur général de la police, M. Roussey, a quant à lui, jugé que les forces de police étaient « légitimement impatientes ». Il a également déclaré que « les chiffres qui seront dans le budget 1990 leur montreront que le gouvernement porte une attention particulière au service public ».

L'usage
des scooters de mer
est réglementé

Le ministre de la mer, M. Jacques Mellic, vient de prendre deux arrêtés réglementant les conditions d'utilisation des véhicules nautiques à moteur de type scooters de mer. Selon ces arrêtés, publiés au Journal officiel, la conduite de ces engins est interdite aux moins de quinze ans, ainsi que la nuit et à une distance de plus d'un mille nautique (1 852 mètres) des côtes. Ces véhicules doivent comporter « un équipement minimum de sécurité », être immatriculés comme les bateaux et faire l'objet d'une visite annuelle de sécurité.

Originaire des États-Unis, le mode du scooter de mer, parfois appelé Jet Ski, commence à gagner les plages méditerranéennes. Ces petits engins de 2 mètres, équipés de moteurs deux temps et propulsés par une turbine se conduisant debout par un guidon semblable à celui d'une moto. Développant de 30 à 50 chevaux, suivant les modèles, ils permettent, de se déplacer très vite sur l'eau, à condition d'en maîtriser parfaitement le maniement. La société Kawasaki, l'une des marques qui fabriquent des bolides de ce type, a commercialisé cette année plus de mille unités, de ce petit jouet nautique, qui se vend entre 25 000 et 45 000 francs, selon la puissance.

● M. Chevènement : « La gendarmerie n'est pas en crise ». — La gendarmerie n'est pas en crise, a estimé M. Jean-Pierre Chevènement, jeudi 27 juillet, à Chamonix. Le ministre de la défense évoque ainsi les protestations de sous-officiers de gendarmerie de la région Rhône-Alpes qui se sont élevées, récemment, dans des lettres ouvertes non signées adressées au premier ministre, contre le précarité de leur situation, et demandé une modification de leur statut, soulignant, notamment, les efforts supplémentaires qu'ils sont demandés dans la perspective des Jeux olympiques d'Albertville en 1992.

« Il y a des brigades surchargées et nous sommes en train d'étudier un plan de redéploiement » pour le sauvegar. « Mais la gendarmerie n'est pas en crise, et il faut se garder de toute généralisation », a ajouté M. Chevènement.

Le numéro du « Monde » daté 28 juillet 1989 a été tiré à 508 546 exemplaires.

A découvrir d'urgence
UN VRAI TRÉSOR :
DES MILLIERS DE
COUPONS
"MODE"
(ET DÉCORATION)

Des tissus de toutes sortes, y compris de vraies raretés, des métrages époustouflants pour une jupe, une robe, une blouse, un bermuda, un blazer, etc. Ou pour des rideaux, des coussins, des jolis de lit.

Dans toutes les plus belles quincailleries, soie, lin, polyester, laine, coton, etc.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Avec Le Monde sur Minitel

UTC

GRANDES ÉCOLES
36.15 LEMONDE

LASSERRE

Fermeture
le 29 juillet
après le dîner

Réouverture
le 29 août

L'ILICO SERVICE

pour vos envois urgents
Paris ou banlieue,

testez notre efficacité
en appelant 43-42-52-00.

Retrait indien
du Sri Lanka

Le retrait indien du Sri Lanka... (Texte partiellement visible)

Le retrait indien du Sri Lanka... (Texte partiellement visible)

Le retrait indien du Sri Lanka... (Texte partiellement visible)

مكتبة الامم المتحدة